



Évaluation des risques et des vulnérabilités pays

GUINÉE

SEPTEMBRE 2017

ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE





AVERTISSEMENT :

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du Gouvernement des États-Unis.

Table des matières

Table des matières	3
Sigles	5
Message du président de la Commission de la CEDEAO	6
Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO	7
Préface.....	8
Résumé analytique	9
Introduction.....	11
Processus de recherche.....	11
Terminologie et définitions conceptuelles.....	13
Revue de la littérature.....	14
Questions de recherche	16
Description de l'échantillon.....	17
Analyse des données	19
Portée et limites de l'étude	19
Contexte	21
Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau national.....	24
Économie et ressources (Pilier le plus vulnérable).....	28
Population et démographie (deuxième pilier le plus vulnérable).....	32
Politique et gouvernance (troisième pilier le plus vulnérable)	36
Sécurité (quatrième pilier le plus vulnérable)	38
État de droit (pilier le moins vulnérable).....	40
Facteurs Externes	42
Considérations liées au genre	43
Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau infranational : observations par région.....	47
Région de Boké.....	47
Région de Conakry.....	53
Région de Faranah.....	59
Région de Kankan	65
Région de Kindia	72
Régions de Mamou et de Labé	76
Région de Nzérékoré	80
Conclusions et recommandations	87
Annexe A : Échantillon de données.....	90

Annexe B : Indice de vulnérabilité.....	95
Annexe C : Références.....	97
Annexe D: Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations du pilier de la sécurité humaine	98

Sigles

ACLED	Projet de localisation des événements des conflits armés
ALPC	Armes légères et de petit calibre
AVDR	Association des volontaires pour le développement rural
BAD	Banque africaine de développement
BI	Baïonnette intelligente
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CENAFOD	Centre africain de formation pour le développement
CPCC	Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO
CPI	Cour pénale internationale
CPIA	Évaluation des politiques et des institutions nationales
DPA	Direction des affaires politiques
DPKRS	Direction du maintien de la paix et de la sécurité régionale de la CEDEAO
ECOWARN	Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO
EGES	Gestion de leadership en milieu électoral
EIC	Entretien avec des informateurs clés
ERC	Évaluation des risques de conflit
ERV	Évaluation des risques et vulnérabilités pays
EWD	Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO
GD	Groupe de discussion
GSDRC	Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social
IFI	Institution financière internationale
INIDH	Institution nationale indépendante des droits de l'homme
MARC	Modes alternatifs de résolution des conflits
MGF/E	Mutilation génitale féminine et excision
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
PCUD	Plateforme nationale des citoyens unis pour le développement
PDG	Parti démocratique de Guinée
REWARD	Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa
RPG	Rassemblement du peuple guinéen
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
SAG	Société AngloGold Ashanti
SFCG	Search for Common Ground
SIG	Système d'information géographique
SitReps	Rapports de situation d'ECOWARN
SNA	Analyse des réseaux des parties prenantes
UA	Union africaine
UDESKI	Union pour le développement économique et social de Kissidougou
UE	Union européenne
UFDG	Union des forces démocratiques de Guinée
USAID	Agence américaine pour le développement international
VBG	Violence basée sur le genre
WANEP	Réseau ouest-africain pour l'édification de la paix

Message du président de la Commission de la CEDEAO

Les 15 États membres de la Communauté de la CEDEAO représentent une région prospère dans le monde, avec une population d'environ 366 millions d'habitants et une riche diversité humaine et topographique. De la côte aux sommets du Fouta Djallon, en passant par le Sahara et les mangroves du delta du Niger, la CEDEAO abrite diverses familles, communautés et nations.

Au cours de la dernière décennie, la région a considérablement amélioré le niveau de vie de millions de personnes. Cependant, outre la richesse des ressources naturelles, le capital humain et les grandes opportunités, il faut également faire face à des défis tels que les catastrophes naturelles, les pandémies, les tensions ethno-sectaires et les menaces sécuritaires causées par l'extrémisme et le terrorisme.

Les évolutions et les changements mondiaux tels que les avancées technologiques, la migration humaine et le changement climatique ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité, posant de nouveaux défis pour la planification stratégique et la préparation à l'avenir.

C'est en cela que l'alerte précoce joue un rôle essentiel en aidant la CEDEAO à comprendre les mutations afin de renforcer la prise de décision et apporter une réponse rapide aux niveaux régional et national. Les Evaluations des Risques et de la Vulnérabilité des Pays (ERVP) constituent une ressource importante à cet égard. Ces rapports sont utiles pour renforcer les plans d'action du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO et pour servir de référence pour une compréhension approfondie de la dynamique de la sécurité humaine dans nos États Membres et pour nos partenaires de la région.

J'invite donc les acteurs nationaux, toutes les institutions de la CEDEAO et nos partenaires à utiliser ces rapports pour consolider la paix et le progrès au profit des citoyens de la CEDEAO.

Jean-Claude Brou
Président de la Commission de la CEDEAO

Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO

La CEDEAO est fière d'avoir finalisé le présent rapport d'Évaluation des risques et des vulnérabilités pays (ERVP) qui vise à identifier les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience existants dans chaque État membre de la Communauté. En effet, cette initiative constitue un exploit remarquable dans le cadre du renforcement de l'Architecture africaine de paix et de sécurité de l'Union africaine, la CEDEAO imprimant le rythme pour l'élaboration d'un ensemble de données africaines qui peut être exploité pour améliorer les analyses et prévisions précises sur la sécurité humaine, afin d'aider les décideurs à prendre des décisions éclairées sur les questions urgentes qui se posent dans la région. Ces informations peuvent servir de base de référence à la CEDEAO ainsi qu'à ses partenaires pour documenter les efforts d'alerte précoce et de réponse, en particulier dans le contexte actuel où le Mécanisme d'alerte précoce et de réponse est en cours de déploiement au niveau national.

Les travaux de recherche dans le cadre de l'ERVP se fondent sur les données du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN) – collectées par des observateurs sur le terrain – en vue d'élaborer une base de référence nationale pour la surveillance des modèles et tendances de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine. En comparant les données d'ECOWARN à d'autres ensembles de données et en complétant les données quantitatives par des résultats qualitatifs, les évaluations aident également la Direction de l'alerte rapide de la CEDEAO à recueillir des données plus solides, riches, fiables et empiriques. Les constatations qui en découlent sont plus représentatives en termes de géographie, de temps et de thème pour chaque pays et doivent être mises à jour sur une base périodique.

La CEDEAO consolidera cet acquis en appliquant les connaissances et compétences consignées dans le Manuel d'ERVP. Ma conviction en la matière émane du fait que la formation de l'ensemble des membres du personnel de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO (EWD) impliqués dans la mise au point de l'Indice d'ERVP, qui marque le point culminant du transfert des connaissances et des compétences du personnel technique du projet *Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa (REWARD)* de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au bénéfice de la CEDEAO, permettra à la CEDEAO de conduire en toute indépendance ses futures ERVP. D'ores et déjà, l'EWD a lancé un processus visant à mettre en pratique le cadre méthodologique défini pour la conduite d'une Évaluation régionale des risques et de la résilience dans le bassin du lac Tchad, servant ainsi de premier pilier dans la mise en œuvre de la décision conjointe de la CEDEAO et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) de mobiliser les communautés dans des processus de consolidation de la paix.

Nous espérons que les États Membres de notre Communauté s'approprieront le présent rapport et y inscriront les initiatives de développement et de paix pour faire face aux risques et vulnérabilités au sein de leurs communautés. Au moment où nous décentralisons l'alerte précoce et la réponse au bénéfice des pays de la CEDEAO, la Commission se tient prête à accompagner chaque État Membre dans la mise en œuvre des recommandations réalisables que renferme le rapport de l'ERVP.

Finda Koroma
Vice-Président, Commission de la CEDEAO

Préface

La Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO a accompli d'énormes progrès dans la pratique de l'alerte précoce guidée par les données, à travers l'analyse qualitative et quantitative des incidents et situations de sources multiples, et en tirant avantage des données initiales générées grâce au système du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN). En effet, les outils technologiques de pointe du Centre le placent dans une position privilégiée pour surveiller et analyser les risques et les vulnérabilités dans la région CEDEAO, et ce, à travers les domaines clés de la sécurité humaine.

La CEDEAO a joué, et continue de jouer, un rôle crucial dans la surveillance des menaces à la sécurité humaine qui pèsent sur toute la région, notamment les systèmes de conflit sahélo-saharien, du fleuve Mano, du golfe de Guinée, du lac Tchad et en Sénégal dans le but d'améliorer la réponse en matière de prévention et de gestion de l'escalade des conflits.

Au-delà de l'étroite focalisation sur le conflit violent uniquement, et conformément à son mandat de promotion de l'intégration socioéconomique et politique de la sous-région, la CEDEAO applique une perspective de sécurité humaine en vue d'améliorer le bien-être de la population conformément à la Vision 2020 de la CEDEAO. Le présent rapport met donc en évidence les risques, les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience à travers cinq dimensions (démographie, économie, sécurité, gouvernance et État de droit) aux niveaux national et infranational.

Chaque rapport d'ERVP constitue une kyrielle de points de vue et d'expériences des parties prenantes concernées, notamment les dirigeants communautaires, la société civile, les responsables administratifs, les agents de sécurité, les chefs traditionnels et religieux, pour n'en citer que quelques-unes. De ce fait, le rapport d'ERVP se veut un document stratégique qui fournit une vue d'ensemble des défis en matière de sécurité humaine dans chaque État Membre de la CEDEAO ainsi que des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui peuvent aider à relever ces défis.

Nous espérons que le présent rapport sera utile à la planification stratégique dans le cadre de la résolution des problèmes de sécurité humaine et qu'il fournira des éclaircissements à une multitude de parties prenantes, notamment les responsables politiques et les décideurs des secteurs public et privé en vue d'un engagement dans la région qui tienne compte des conflits.

Dr Abdou Lat Gueye
Directeur de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO

Résumé analytique

De 2016 à 2019, la CEDEAO a collecté des données quantitatives et qualitatives en Guinée pour mieux comprendre les vulnérabilités structurelles qui peuvent exister, et comment ces vulnérabilités affectent la vie quotidienne des personnes et des communautés. Cette recherche a été effectuée en collaboration avec le projet REWARD (Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre d'une évaluation plus large de l'ensemble de la région ouest-africaine. Dans le cadre de ce processus, une série de discussions de groupe et d'entretiens a été menée en août 2017 en Guinée afin de contextualiser les résultats et d'en savoir plus sur les facteurs de résilience qui atténuent les risques et favorisent la sécurité humaine. L'objectif de ce rapport est de résumer ces idées et perspectives, afin que les acteurs nationaux puissent tirer parti de leurs succès, et également de servir de base de référence pour le suivi des constats et tendances de la CEDEAO. Le rapport fournit une vue d'ensemble des vulnérabilités, des risques et des facteurs de résilience nationaux et infranationaux, ainsi que des conclusions et des recommandations.

L'ERVP a été menée par la CEDEAO pour mettre à jour et étoffer les rapports nationaux d'évaluation des risques de conflit (ERC) 2013-2014. Afin de mieux comprendre les constats et tendances infranationaux, la conception de la recherche a commencé par une étude documentaire comprenant une analyse des réseaux sociaux basée sur une enquête auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans le pays et une identification des experts à consulter pendant le travail sur le terrain. Cette étude a été suivie d'une analyse des constats et tendances des dynamiques d'escalade par le système d'information géographique (SIG) et d'une analyse quantitative des vulnérabilités structurelles

relatives par pays et par pilier de la sécurité humaine.

En Guinée, des niveaux modérés de vulnérabilité ont été constatés pour les cinq piliers (économie/ressources, Politique/Gouvernance, Population/Démographie, État de droit et Sécurité).

Parmi les défis à relever figurent la dépendance de la Guinée à l'égard des produits de base et la pauvreté endémique qui a été aggravée par l'épidémie d'Ebola de 2014, dont les femmes des zones rurales subissent le plus gros des conséquences économiques. La Guinée a réussi à rebondir partiellement en termes de croissance du PIB, qui a chuté à 0,1 % en 2015 en raison de la crise et d'une baisse simultanée des prix mondiaux des produits de base. Toutefois, cette croissance était tributaire de l'extraction minière et de l'agriculture de subsistance, ce qui la rendait vulnérable aux chocs économiques extérieurs. L'exploitation minière était associée à de multiples vulnérabilités en Guinée. La migration interne vers les régions minières était motivée par le manque d'alternatives d'emploi viables et créait des pressions sur les communautés locales et intensifiait les griefs à l'égard des compagnies minières. La dégradation de l'environnement et la déforestation ont été constatées, de même que la prolifération des conflits fonciers dans les régions riches en ressources. Les tensions ethniques ont été considérées comme un risque majeur pendant les élections, en particulier lorsque les divisions politiques se ressentent en fonction des affiliations ethniques.

Cependant, il y avait de forts facteurs de résilience sociale et institutionnelle pour la résolution efficace des conflits et la consolidation de la paix en Guinée. La Guinée est relativement isolée contre les menaces extérieures à la sécurité. De même, en ce qui concerne les préoccupations de

sécurité intérieure, les groupes de police communautaire bénévoles ont été une source de résilience et ont réussi à maintenir la paix et à établir la confiance avec les populations locales. Les chefs religieux et traditionnels ont joué un rôle essentiel pour compenser le manque d'accès à la justice dans leur rôle de médiateurs et de promoteurs de la tolérance intercommunautaire. Les groupes de la société civile et les ONG sont une source constante de résilience à travers de multiples piliers. Les initiatives civiques ont contribué à la sensibilisation aux soins de santé et aux droits des femmes et ont permis de sensibiliser à l'importance des processus politiques pacifiques. Les groupes de femmes et de jeunes ont également joué un rôle clé dans le soutien au développement, mais pourraient être mieux intégrés dans la vie politique et économique du pays.

Le rapport suivant vise à fournir une vue d'ensemble afin que les acteurs régionaux et nationaux puissent avoir un aperçu clair des défis auxquels le pays est confronté ainsi que des capacités qui peuvent être mises à profit et développées pour la promotion d'une sécurité humaine durable en Guinée.

Bien que les données relatives aux risques/incidents fluctuent naturellement et puissent donc avoir changé depuis la publication de ce rapport, les vulnérabilités structurelles reflètent les tendances à moyen et long terme. Ces rapports se concentrent sur l'identification des vulnérabilités et des résiliences structurelles, et sur la manière dont elles peuvent avoir un impact sur les événements au fil du temps.

Introduction

Processus de recherche

L'ERVP évalue les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience sociale/institutionnelle selon cinq piliers de la Sécurité humaine tels qu'identifiés par la CEDEAO dans un document d'orientation datant de 2016.¹ Ces piliers se déclinent comme ci-après : 1) économie et ressources ; 2) politique et gouvernance ; 3) population et démographie ; 4) État de droit ; et 5) sécurité. Les constatations consignées dans le présent rapport décrivent la manière dont les risques découlent des vulnérabilités dans le contexte de la Guinée, tant au sein des cinq piliers qu'entre eux. Reconnaissant le fait que les conflits violents ont des facteurs sociaux, économiques, politiques et de sécurité sous-jacents, mais se manifestent différemment en fonction du contexte, nous avons eu recours à un cadre holistique de sécurité humaine dans la présente évaluation, qui sera utilisé pour les ERVP dans tous les autres États

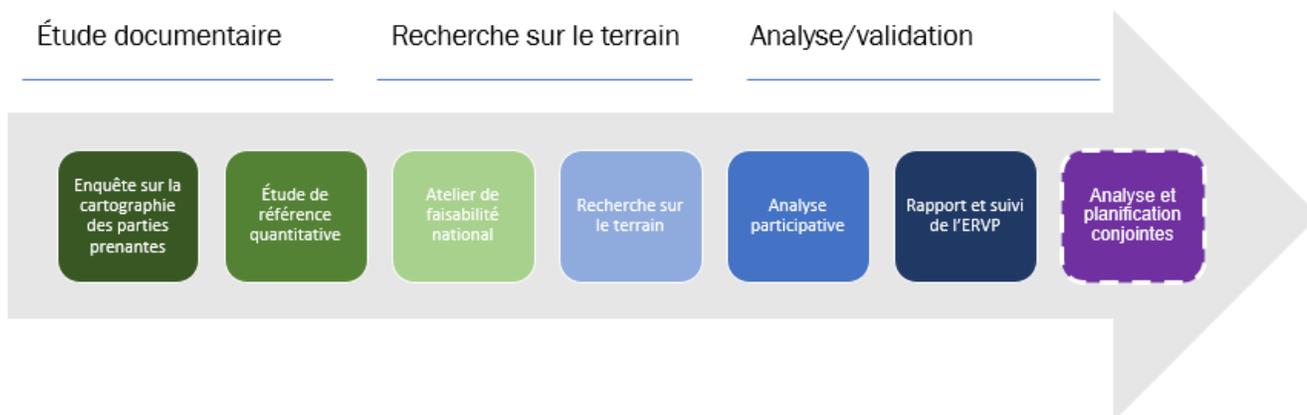
membres de la CEDEAO. En outre, l'analyse fait également ressortir les considérations de genre et les facteurs externes en tant que questions transversales que l'on doit comprendre pour assurer une alerte précoce, une planification et une atténuation efficaces.²

La recherche a été menée en trois phases principales, à savoir : l'étude documentaire, la recherche sur le terrain et l'analyse/la validation.

Phase 1

L'étude documentaire comportait une évaluation préliminaire des vulnérabilités structurelles, des risques induits par les événements et des facteurs de résilience sociale/institutionnelle.

Pour l'évaluation des vulnérabilités structurelles, la recherche s'est appuyée sur des données provenant de douzaines de sources, y compris les



¹ Le Document de cadrage de la Direction de l'Alerte précoce (EDW) a été élaboré par la CEDEAO pour aider à éclairer le processus d'ERVP et comporte les piliers de la sécurité humaine identifiés sur la base d'approches fondées sur les meilleures pratiques telles que les directives de l'ECOWARN

et le cadre de l'Agence néo-zélandaise pour le développement international (NZAID).

² EWD Scoping Paper on "Risk Assessment of Five ECOWAS Pilot Countries: Côte d'Ivoire, Mali, Liberia, Guinea-Bissau, and Burkina Faso"

Rapports de situation d'ECOWARN (SitReps). Sur la base de ces ensembles de données préexistants³, un indice d'ERVVP a été créé et a servi à mesurer les niveaux relatifs de vulnérabilité dans cinq dimensions de la sécurité humaine en Guinée.

Pour l'évaluation des risques induits par les événements, les données sur les événements, y compris celles tirées des rapports d'incident d'ECOWARN (IncReps), ont fait l'objet de triangulation avec les données du Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLEd) afin de déterminer les lieux et le type de problèmes conflictuels au niveau infranational de façon diachronique. Le recours à des sources multiples a permis de procéder à la validation croisée, de combler les lacunes et d'identifier les tendances des indicateurs et des sous-indicateurs à l'aide de requêtes et de recherches par mots clés.

Pour l'évaluation des facteurs de résilience sociale/institutionnelle, une enquête a été menée auprès de tous les contacts de la CEDEAO dans le pays pour en savoir davantage sur les acteurs de la paix et de la sécurité qui s'emploient à gérer et à réduire les risques et les vulnérabilités dans le pays. Les personnes interrogées (au nombre desquelles figuraient des représentants d'institutions religieuses, des acteurs du secteur public, des acteurs politiques, de la société civile, de groupes de jeunes et d'acteurs du développement, entre autres) ont également été invitées à indiquer les organisations avec lesquelles elles ont travaillé en partenariat au cours des deux dernières années sur les questions de paix et de sécurité. Les données ont ensuite été téléchargées sur une Carte du réseau des parties prenantes en vue d'une analyse quantitative, afin d'identifier les points d'appui, les sphères d'influence et le capital social. Sur la base de cette

analyse, nous avons identifié les experts techniques clés qui ont été contactés pour la phase suivante de la recherche.

Phase 2

La recherche sur le terrain a débuté par un atelier de cadrage à Conakry. En s'appuyant sur la Carte du réseau des parties prenantes, des experts techniques ayant un réseau très dense ont été réunis dans le cadre d'un atelier visant à valider les constatations initiales de l'étude documentaire et à suggérer une voie à suivre pour l'analyse qualitative sur le terrain. L'Atelier de cadrage a également servi à adapter et à mieux faire connaître les questions de recherche plus générales ainsi que les instruments et les questionnaires d'entretien avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD) en fonction du contexte local. En outre, l'Atelier de cadrage a également permis d'obtenir des références et des contacts pour les acteurs clés et les parties prenantes sur le terrain qui seraient consultés lors des EIC et des GD au cours des deux semaines suivantes. Ainsi la phase de l'étude documentaire a-t-elle permis d'éclairer les questions de recherche qui nécessitaient une contextualisation et une validation plus poussées sur le terrain, ainsi que l'échantillon des personnes à interroger (ce qui a été demandé, où et à qui).

Une équipe d'experts et de chercheurs a ensuite réalisé une évaluation dans le pays entre le 15 et le 25 août 2017 avec des participants issus des régions et des villes de Boké, de Conakry, de Faranah (villes de Dinguiraye, de Kissidougou et de Faranah), de Kankan (villes de Kankan, de Mandiana et de Siguiri), de Kindia (villes de Forécariah et de Kindia), de Labé (villes de Labé et de Pita), de Mamou et de Nzérékoré (villes de Nzérékoré, de Beyla, de Lola et de Guéckédou).

³ Les sources de données utilisées dans l'élaboration de l'indice d'ERVVP sont notamment Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données sur la localisation et les événements des conflits armés, la Banque

mondiale, le Centre d'études de la sécurité ETH Zurich, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations unies et l'Institut pour l'économie et la paix.

L'équipe s'est rendue dans différents points névralgiques identifiés dans l'étude documentaire et validés lors de l'atelier pour interviewer les principales parties prenantes touchées par la violence, connaissant le contexte local et disposant de capacités locales pour en savoir davantage sur les facteurs de vulnérabilité et de résilience sous-tendant cette violence. Cette équipe était composée de représentants des Directions de l'Alerte précoce de la CEDEAO (EWD), des Affaires politiques (DPA) et du Maintien de la Paix et de la Sécurité régionale (DPKRS), des Observateurs sur le terrain de la CEDEAO, ainsi que de participants de l'USAID et d'experts affiliés. Les EIC et les GD organisés dans le cadre de cette évaluation dans le pays ont permis de recueillir des données et des informations qualitatives concernant divers points de vue sur les vulnérabilités structurelles, les facteurs de risque induits par les événements et les facteurs de résilience sociale/institutionnelle liés aux différents problèmes conflictuels dans l'ensemble du pays. Ces transcriptions ont été compilées et rationalisées pour réduire les doublons et les imprécisions, et classées par rubriques pour l'analyse et la priorisation pendant la phase 3.

Phase 3 : Analyse and Validation

Après la validation et la contextualisation sur le terrain des données quantitatives, du SIG et d'enquête, la collecte, la structuration et la synthèse des données qualitatives, un rapport a été rédigé puis validé par la CEDEAO et l'USAID. Ce

rapport servira de référence et de ressource pour des produits d'alerte précoce plus ciblés et pour l'analyse/la planification en vue d'une prévention stratégique et opérationnelle de l'insécurité humaine en Guinée ainsi que des systèmes de conflits associés de façon plus générale.

Terminologie et définitions conceptuelles

Dans la présente ERVP :

« **Vulnérabilité** » se définit comme tout facteur structurel susceptible d'être un facteur de conflit. Il peut s'agir de facteurs tels que le chômage des jeunes, la pauvreté, les inégalités, le climat, le favoritisme, les facteurs démographiques, etc.

« **Risque** » est défini comme tout facteur induit par tout événement qui pourrait être un déclencheur de conflit. Au nombre des facteurs de risque, l'on peut citer les controverses particulières ou des événements tels les élections ou les catastrophes qui peuvent se produire.

« **Résilience** » est entendue au sens de tout facteur social ou institutionnel qui peut aider à atténuer ou à gérer les risques et les vulnérabilités. Il s'agit notamment des responsables politiques, culturels et communautaires jouissant d'un important capital social pour influencer de manière constructive sur la dynamique des conflits. L'on peut citer à cet effet le secteur public, le secteur privé, les



institutions religieuses, la société civile, les leaders d'opinion, les agents de développement, etc. Les facteurs de résilience peuvent inclure les institutions qui jouent un rôle stabilisateur à court, moyen ou long terme.

L'analyse de l'ERVP a été menée conformément au cadre décrit dans la figure ci-dessus, selon lequel les facteurs de risque induits par les événements découlent des vulnérabilités structurelles (selon la flèche rouge pointant vers le bas) tandis que les facteurs de résilience sociale et institutionnelle atténuent et préviennent ces risques et vulnérabilités (selon la flèche verte pointant vers le haut).

Pour la CEDEAO, ce cadre est utile en ce sens qu'il est aligné sur le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC), qui est un outil stratégique visant à renforcer l'architecture de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Les éléments clés du CPCC sont les catégories de la « **Prévention opérationnelle** », c'est-à-dire les mesures applicables en cas de crise ; et, de la « **Prévention structurelle** », c'est-à-dire les mesures qui permettent de faire en sorte que les crises ne surviennent pas ou ne se reproduisent pas. Le cadre de l'ERVP est aligné sur le CPCC, de sorte que les facteurs de vulnérabilité identifiés doivent être atténués par les mesures de prévention structurelle et les facteurs de risque par les mesures de prévention opérationnelle. Cet alignement est important pour la pertinence et l'applicabilité du présent rapport par les utilisateurs en Afrique de l'Ouest.

Revue de la littérature

Une approche d'alerte précoce centrée sur l'humain

Dans la littérature universitaire, le prisme de la sécurité humaine en ce qui concerne l'alerte précoce des conflits est en mutation par rapport

aux approches plus centrées sur l'État qui étaient en vogue dans les années 80 et 90. En effet, par le passé, l'alerte précoce était axée sur la prévention et l'atténuation des conflits entre États. Dans la période de l'après-guerre froide, marquée par une recrudescence des conflits intra-étatiques, l'alerte précoce a porté principalement sur l'identification des facteurs et des impacts des conflits civils sur les États. À cette époque, l'analyse était axée sur une terminologie telle que « l'effondrement » et « la faillite » de l'État, mettant ainsi l'accent sur les impacts pour les pays ou régions voisines et perpétuant dans le même temps un paradigme comparatif de pauvreté et de faible croissance économique ainsi que de conflit, par opposition aux pays plus développés⁴.

Toutefois, à mesure qu'une approche plus interdépendante de la sécurité humaine et mondiale se faisait jour dans les années 2000, les conceptions de la fragilité de l'État et de l'analyse des conflits ont évolué en approches tant d'aide au développement que de politiques. Comme l'indique le Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRGDS), « De manière générale, la fragilité résulte d'une interaction dynamique entre des facteurs internes (notamment les conflits violents, la pauvreté, la conjoncture économique et structurelle, la défaillance des institutions formelles) et des facteurs externes (notamment l'économie politique internationale, l'insécurité régionale et mondiale)⁵. Sans faire abstraction du rôle de l'État en tant que principal instrument de gestion et de prévention des conflits, l'approche centrée sur l'humain se penche d'abord et avant tout sur l'impact des facteurs de conflit à caractère démographique, économique, politique et sécuritaire sur les individus et les communautés, ainsi que sur le rôle qu'un large éventail de facteurs sociaux/institutionnels jouent dans la prévention des conflits. Ainsi le cadre de la sécurité humaine fournit-il une approche holistique pour

⁴ "Defining and measuring state fragility: a new proposal", Ferreira, I., The Annual Bank Conference on Africa, June 2015

⁵ "Topic Guide on Fragile States", Mcloughlin, C., Governance and Social Development Resource Centre (GSDRC), August 2009

comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques.

Le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine définit une approche de la sécurité centrée sur l'humain se déclinant en cinq principes : 1) *mesures centrées sur l'individu*, mettant l'accent sur la protection des libertés fondamentales de l'être humain ; 2) *mesures multisectorielles*, englobant une large compréhension des menaces et des causes de l'insécurité ; 3) *mesures globales*, prenant en compte les différents types de sécurité de l'individu, allant de la sécurité économique à la sécurité sociale ; 4) *mesures spécifiques au contexte*, soulignant la nécessité d'analyser les contextes spécifiques des conflits et les causes profondes de l'insécurité ; et 5) *mesures préventives*, mettant l'accent sur des mesures de prévention et d'atténuation des risques adaptées au contexte local par le biais de mécanismes d'alerte précoce⁶. Cette focalisation sur les questions transversales ainsi que l'analyse et la réponse spécifiques aux situations sont au cœur du processus d'ERVP et des objectifs plus généraux d'alerte précoce et de réponse intégrée en cas de conflit de la part de la CEDEAO et de ses partenaires. Pour les ERVP, il s'agit d'identifier les risques de conflit, les vulnérabilités et les résiliences au niveau de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine que sont la population et la démographie, la politique et la gouvernance, la sécurité, l'économie et les ressources, et l'État de droit.

De nombreux indices et cadres de développement ont été développés pour mesurer la résilience et la fragilité. Ils vont de *l'Indice des États fragiles* établi

par le Fonds pour la paix⁷ jusqu'à *l'Indice de gouvernance de la Fondation Mo Ibrahim*⁸ en passant par l'Indice de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA) de la Banque mondiale⁹. Actuellement, des acteurs de premier plan du développement international et des organismes multilatéraux tels que l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et la BAD ont également élaboré des stratégies, des domaines de pratique et des outils qui visent à s'attaquer aux facteurs de fragilité. La BAD, par exemple, dispose d'une *Stratégie de lutte contre la fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique pour la période 2014-2019*, qui met l'accent sur le renforcement des capacités de ses États membres et sur les « situations de fragilité plutôt que sur les États fragiles exclusivement ».¹⁰

Comme le souligne toutefois la Stratégie de la BAD, « il n'existe pas de solution universelle ni de « boîte à outils » prédéfinie pour s'attaquer à la fragilité »¹¹. Les conceptions universitaires et politiques plus anciennes de la « faillite de l'État » reposaient sur une analyse axée sur les « conceptions traditionnelles de la sécurité centrées sur l'État qui mettaient principalement l'accent sur la sécurité des États face à l'agression militaire », comme énoncé dans un document publié en 2009 par l'Unité de sécurité humaine des Nations Unies. Les modèles d'analyse plus récents ont adopté une perspective plus large de la sécurité humaine, « en réponse à la complexité et à l'interdépendance des menaces à la sécurité, tant anciennes que nouvelles – allant de la pauvreté chronique et persistante aux crises économiques et financières soudaines, en passant par la violence ethnique, la traite des êtres humains, le changement climatique, les pandémies et le terrorisme international. Ces

⁶ « La sécurité humaine dans la théorie et la pratique », Unité de la sécurité humaine, ONU, janvier 2009

⁷ Indice des États fragiles, Fonds pour la paix,

⁸ Indice de gouvernance africaine de la Fondation Mo Ibrahim

⁹ Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA) : Banque mondiale ; et Banque africaine de développement (BAD)

¹⁰ S'attaquer à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique, 2014 - 2019, BAD

¹¹ Ibid. BAD.

menaces ont tendance à prendre des dimensions transnationales et à aller au-delà des conceptions traditionnelles de sécurité qui mettent exclusivement l'accent sur les agressions militaires extérieures. »¹²

Par conséquent, une approche centrée sur l'humain, par opposition à une approche centrée sur l'État, est importante pour analyser les risques et les vulnérabilités de la société en vue de mettre en place des mécanismes robustes d'alerte précoce. La sécurité humaine fournit une approche holistique permettant de comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques. En tant que telles, les ERVP visent à tirer parti des aspects les plus dynamiques et interdépendants des risques et des vulnérabilités, qui examinent les capacités et les pressions au sein d'une société donnée en vue d'identifier les vulnérabilités structurelles, les résiliences et les risques au niveau des principaux piliers de la sécurité humaine. Selon la définition de l'Assemblée générale des Nations Unies, « la sécurité humaine a pour objet d'aider les États membres à cerner les problèmes communs et généralisés qui compromettent la survie, les moyens de subsistance et la dignité de leurs populations et à y remédier ». ¹³ Cette approche s'inscrit également en droite ligne dans la Vision 2020 de la CEDEAO qui vise à promouvoir la paix, la prospérité et la cohésion dans toute la région¹⁴ et met notamment l'accent sur le renforcement de nombreux aspects de la sécurité humaine au sein des États membres.

Questions de recherche

Sur la base des constatations initiales tirées de l'étude documentaire, l'équipe a élaboré une série de questions d'orientation réparties selon les cinq piliers de la sécurité humaine. Ces questions n'ont

pas été explicitement posées sur le terrain, mais ont plutôt sous-tendu la conception des instruments d'entretiens avec les informateurs clés (EIC) et les groupes de discussion (GD). Ces instruments comprenaient des questions simples et ouvertes visant à susciter une discussion au cours de laquelle les personnes interrogées pourraient exprimer leurs opinions, partager leurs expériences et perceptions sur la façon dont elles ont été affectées par les facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience en Guinée.

Politique et gouvernance : Compte tenu des acquis démocratiques et du retour de la Guinée au pouvoir civil suite au coup d'État survenu en 2008 et à l'élection de Condé en 2010 et en 2015, quelles sont les perspectives d'un processus politique durable, notamment lors des prochaines élections parlementaires de 2018 et de l'élection présidentielle de 2020 ? Existence-t-il d'autres obstacles à la légitimité de l'État, y compris la persistance du favoritisme et la structuration de l'élite en faction ? Quel rôle jouera la société civile dans le processus démocratique à l'avenir ? Quel est le risque d'une nouvelle ingérence de l'armée dans la vie politique ? Comment la politique influence-t-elle les dynamiques sociopolitiques ?

Population et démographie : Dans quelle mesure la polarisation ethnique ou les tensions entre communautés constituent-elles des facteurs essentiels dans le paysage sociopolitique ? Une population de jeunes laissés pour compte et en nombre disproportionnellement élevé met-elle à rude épreuve les ressources urbaines ou les services publics ? Dans quelle mesure les conditions climatiques défavorables ont-elles une incidence sur la sécurité alimentaire, en particulier, et la sécurité, en général ? Existe-t-il des groupes qui sont structurellement exclus de la représentation politique ou des possibilités politiques ? Quel rôle les femmes jouent-elles dans la vie sociale, économique et politique ? Quel est le

¹² « La sécurité humaine dans la théorie et la pratique », Unité de la sécurité humaine, ONU, janvier 2009

¹³ Assemblée générale résolution 66/290, octobre 2012

¹⁴ Vision 2020 de la CEDEAO, juin 2010

degré d'efficacité de la planification familiale en termes d'accès et de politique ? Quel est le degré d'efficacité des mesures juridiques et politiques visant à prévenir la pratique des mutilations génitales féminines (MGF) ? Au moment où la Guinée se relève de la crise d'Ébola, comment la santé publique influe-t-elle sur la vie sociale ?

Économie et ressources : Dans quelle mesure la gestion des ressources naturelles et les différends liés aux concessions affectent-ils la cohésion sociale ? Dans quelle mesure la volatilité des prix des produits, notamment les prix des denrées alimentaires et du pétrole, affecte-t-elle les populations les plus vulnérables et contribue-t-elle à l'instabilité ? Au moment où la Guinée se relève de la crise d'Ébola, comment la santé publique influe-t-elle sur la vie économique ? Dans quelle mesure l'émigration a-t-elle un impact sur l'économie locale en Guinée ?

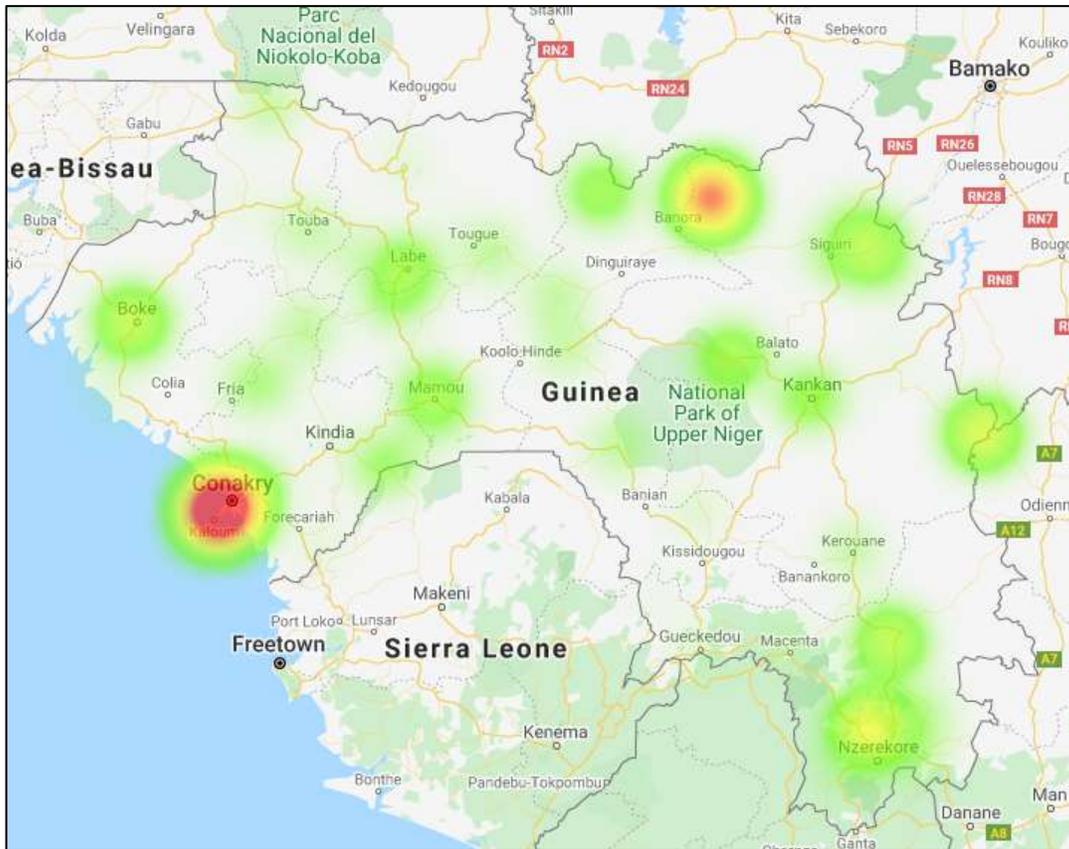
Sécurité : Dans quelle mesure les conflits dans la région influent-ils sur la sécurité et la stabilité en Guinée, notamment sur la question des réfugiés, la migration et les problèmes transfrontaliers avec les pays voisins ? L'extrémisme radical dans la région accroît-il le risque de terrorisme ou met-il en péril la cohésion sociale ? Dans quelle mesure la polarisation ethnique constitue-elle une source d'insécurité ? Compte tenu des antécédents de mutineries et de coups d'État militaires en Guinée, quel sera le rôle de l'appareil sécuritaire dans la garantie de la sécurité nationale et la protection des civils ? Quel rôle les communautés jouent-elles dans la promotion de la sécurité au niveau local ?

État de droit : Au regard de la récente transition démocratique, quel rôle joue le pouvoir judiciaire en ce qui concerne les questions de justice et d'impunité ? Est-il indépendant de toute influence

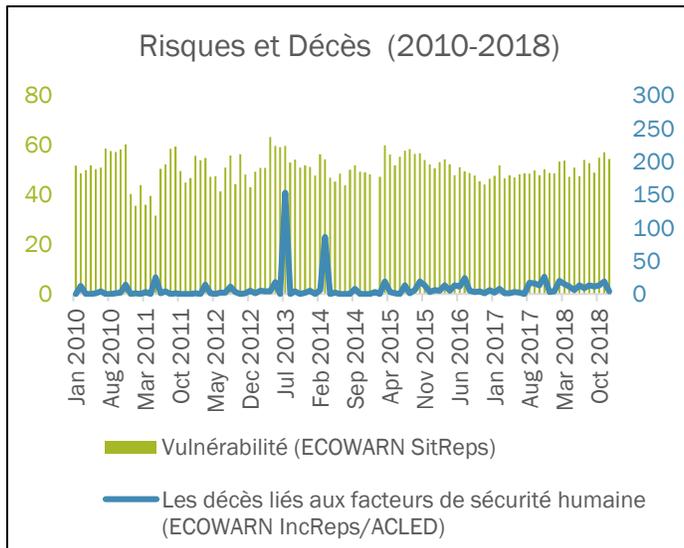
du pouvoir exécutif ou législatif ? En dehors du chef-lieu administratif, a-t-on accès aux services judiciaires et juridiques ? S'appuie-t-on sur des modes alternatifs/traditionnels de résolution des conflits ? Comment les forces de l'ordre et le système judiciaire traitent-ils les menaces transfrontières émergentes telles que le problème de la sécurité maritime, le trafic d'armes, d'êtres humains ou de drogues ? Quels sont les défis et les capacités d'un système pénal et judiciaire efficace (évasions de prison, justice populaire, droits de l'homme, etc.) ?

Description de l'échantillon

Les données recueillies et analysées aux fins du présent travail de recherche comprenaient des centaines de rapports de situation (SitReps) et des rapports d'incidents (IncReps) d'ECOWARN, ainsi que des données sur les événements du Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLEd), une enquête d'orientation, des transcriptions et des notes des groupes de discussion (GD) et des entretiens avec les informateurs clés (EIC) sur le terrain. Au nombre des autres sources, intégrées pour créer un indice de vulnérabilité, on peut citer Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, le Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLEd), la Banque mondiale, l'Indice de transformation Bertelsmann Stiftung, le Niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations Unies et l'Institut pour l'économie et la paix. Une liste complète figure à l'Annexe A.



La carte des foyers de tension ci-dessus montre les points névralgiques qui ont enregistré les décès liés à la sécurité humaine entre 2015 et 2018.



Le graphique ci-dessus montre les tendances en matière de risque par rapport à la vulnérabilité. L'axe vertical à gauche (0-80) montre le niveau de vulnérabilité avec un score plus de 60, reflétant des niveaux de vulnérabilité plus élevés. L'axe vertical sur la droite (0 à 300) indique le nombre de décès, à l'exclusion des décès liés à l'Ebola, par mois, en raison de facteurs sociaux, économiques, politiques et sécuritaires.

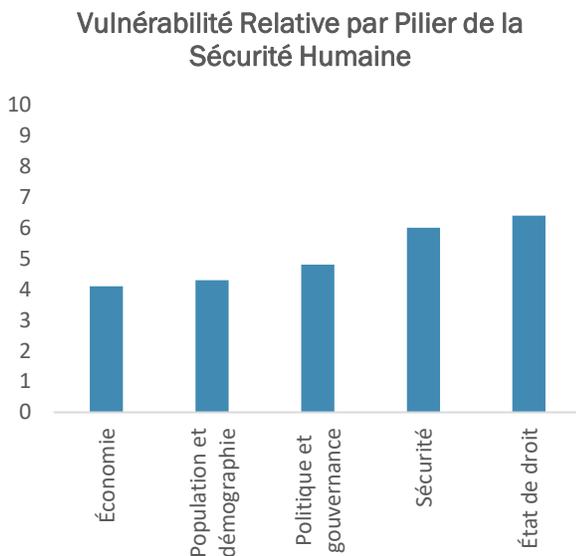


Des recherches sur le terrain ont été menées dans tout le pays pour mieux comprendre les questions relatives à la sécurité humaine et la manière dont elles affectent le peuple guinéen.

Analyse des données

Les données d'ECOWARN montrent des niveaux variables de vulnérabilité politique, économique et sociale de 2010 à 2016 (mesurée sur la base d'une moyenne des notes des Rapports de situation de chaque mois). En 2013, il y a eu une forte augmentation des décès dus aux affrontements politiques et ethniques, en particulier dans la région de Nzérékoré, au sud-est du pays.

L'Indice d'ERVVP, ci-dessous, indique qu'en Guinée, le pilier de la sécurité humaine qui affiche les niveaux de vulnérabilité les plus élevés est celui de l'économie et des ressources. Les données indiquent que l'État de droit est le domaine le moins vulnérable.



Les données sur les événements montrent les points névralgiques, les schémas et les tendances au niveau infranational. Il s'agit notamment des manifestations de protestation, des tensions politiques et du banditisme à Conakry et dans ses environs, de la criminalité à Mamou et à Labé, des tensions communautaires et des problèmes fonciers à Kankan, des tensions liées à l'exploitation des terres et aux ressources à Siguiri, et d'une accentuation des tensions communautaires à Nzérékoré en 2013. La recherche sur le terrain a été effectuée pour valider

et contextualiser ces constatations au travers des EIC et des GD avec des personnes directement affectées par les vulnérabilités et les risques identifiés. La carte ci-dessous montre les points névralgiques des données sur les événements.

Portée et limites de l'étude

Le présent rapport vise à superposer, à trianguler et à juxtaposer des données quantitatives, des données de SIG et des données qualitatives de façon précise, significative et représentative. Toutefois, au nombre des limites de cette analyse figurent l'intervalle de deux ans pour les données sur les événements/du SIG et celui de sept ans pour les rapports de situation d'ECOWARN. S'il y a des cycles de conflit qui n'entrent pas dans le champ de ces paramètres, la capacité d'analyser ces tendances sera limitée dans le présent rapport. En outre, le présent travail de recherche visait à assurer la représentativité de l'échantillon de parties prenantes impliquées au travers des EIC (52 personnes de premier plan) et des GD (30 groupes de discussion). Dans la mesure où ces parties prenantes étaient représentatives, elles ont apporté une contextualisation et une validation importantes à la recherche documentaire.

La portée et les limites s'appliquent également à l'utilisation et au but de l'étude. Les rapports d'ERVVP sous-tendent les objectifs du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC). Ils identifient, en particulier, les vulnérabilités dans l'ensemble des piliers de la sécurité humaine dans le but de guider la prévention structurelle. Telle que définie dans le CPCC, cette dernière recouvre « les réformes politiques, institutionnelles (de gouvernance) et de développement, le renforcement des capacités et le plaidoyer en faveur de la culture de la paix ». Certes, le présent rapport peut également servir à éclairer la prévention opérationnelle, qui comprend « l'alerte précoce, la médiation, la conciliation, le désarmement et le déploiement préventifs par des moyens interactifs tels que les missions de bons offices et la Force en attente de la CEDEAO », mais

il vise principalement à identifier les domaines clés de vulnérabilité structurelle aux niveaux national et infranational aux fins de la planification stratégique par la CEDEAO et d'autres partenaires intervenant dans les domaines de la paix et de la sécurité. Toutefois, dès lors que la prévention opérationnelle peut s'appuyer sur les schémas et les tendances des facteurs de risque induits par les événements mis en exergue dans le présent rapport, l'ERVVP devrait servir d'analyse de référence des dynamiques qui font l'objet d'une surveillance diachronique étroite. Ainsi, en plus d'éclairer la planification stratégique relative aux questions de vulnérabilité structurelle, l'ERVVP sous-tendra également les produits d'alerte précoce tels que les rapports de situation hebdomadaires, mensuels et trimestriels qui informent les analystes et les personnes interrogées potentielles sur l'aggravation du risque de conflit à l'aune d'un ou de plusieurs indicateurs, et proposera des recommandations par rapport à la réponse à apporter. Les rapports d'ERVVP peuvent également servir de base à des études de cas plus détaillées sur les risques, les vulnérabilités et les résiliences identifiés pour un pays d'intérêt ou faisant l'objet de préoccupation.

S'il est vrai que de nombreux rapports qui s'attellent à identifier les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience se concentrent presque exclusivement sur le niveau national, la CEDEAO entend soutenir une infrastructure d'alerte précoce et de réponse plus décentralisée dans l'ensemble de la région. À ce titre, les rapports d'ERVVP tiennent également compte de la dynamique au niveau infranational. Ces facteurs infranationaux sont essentiels à prendre en compte car ils permettent aux analystes et aux intervenants potentiels de

comprendre le contexte dans lequel des événements précis (risques) se produisent, ce qui peut être très différent du contexte national. Une cartographie des risques, des vulnérabilités et des résiliences au niveau infranational peut également contribuer à sous-tendre les stratégies de collaboration au niveau local en vue de la prévention structurelle, en particulier, tel que défini par le CPCC, en prenant « des mesures visant à s'assurer que les crises ne surviennent pas, le cas échéant, qu'elles n'éclatent pas de nouveau ».

Enfin, comme l'a également relevé le CPCC, les conflits en Afrique de l'Ouest tendent à entretenir des liens très étroits, ce qui donne souvent lieu à des cycles de violence qui outrepassent les frontières et peuvent maintenir les pays empêtrés dans des situations de conflit pendant des décennies. Les rapports d'ERVVP, qui couvrent l'ensemble des quinze États membres de la CEDEAO, sont également utiles pour aider à éclairer et à comprendre la dynamique des systèmes de conflits régionaux spécifiques, tels que ceux qui se produisent à l'échelle du fleuve Mano et à travers le Sahel. Ces systèmes de conflits régionaux s'influencent les uns les autres et sont intimement liés non seulement aux plans historique et culturel, mais partagent également les mêmes vulnérabilités structurelles qui engendrent des risques et l'éclatement, au bout du compte, de la violence, décennie après décennie. Ainsi les rapports d'ERVVP offrent-ils la possibilité de percevoir non seulement les facteurs nationaux et infranationaux spécifiques qui entraînent une vulnérabilité structurelle et l'aggravation du risque, mais aident aussi à mettre en relief la nature des systèmes de conflits régionaux et la nécessité d'une perspective holistique et systémique tant dans l'analyse que dans la réponse.

Contexte

Depuis qu'elle a obtenu son indépendance vis-à-vis de la France en 1958, la Guinée a connu une forte instabilité politique, marquée par des coups d'État, la corruption des fonctionnaires et des périodes de règne militaire. Le premier président du pays, Ahmed Sékou Touré, le père de l'indépendance, a dirigé la Guinée en tant qu'État à parti unique sous l'égide du Parti démocratique de Guinée (PDG) jusqu'à sa mort en 1984. Le règne de Touré a été marqué par la répression violente des groupes de l'opposition, le bâillonnement des droits civils et politiques et les abus commis par les forces de sécurité¹⁵.

Peu après la disparition de Touré en mars 1984, le colonel Lansana Conté fait un coup d'État militaire contre le gouvernement intérimaire et est nommé président. Conté consolide son pouvoir, en faisant avorter une tentative de coup d'État orchestrée par l'ancien Premier ministre Diarra Traoré en 1985 et perpétue dans les faits le régime autoritaire de Touré. Les abus commis par les forces de sécurité – y compris les exécutions extrajudiciaires, les « disparitions » et les arrestations arbitraires – et la censure des droits civils et politiques se sont poursuivis.¹⁶ Au cours de cette période, plusieurs tentatives d'assassinats et de mutineries ont également été perpétrées par des soldats pour cause de non-paiement de leurs salaires. Face aux pressions nationales et internationales croissantes, Conté dissout le gouvernement militaire et organise en 1993 des élections multipartites, qu'il remporte. Il est réélu en 1998 et en 2003, en dépit de la contestation par les dirigeants de l'opposition des résultats de ces

élections et du fait que des observateurs internationaux aient signalé des cas de truquage du scrutin ainsi que de l'arrestation de personnalités de l'opposition.¹⁷

Conté meurt au pouvoir en décembre 2008 et quelques heures après l'annonce de son décès, un groupe de soldats dirigé par le capitaine Moussa Dadis Camara annonce la dissolution du gouvernement civil. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union africaine (UA) suspendent, toutes deux, l'adhésion de la Guinée suite au coup d'État.^{18,19} En septembre 2009, les membres des partis de l'opposition se réunissent dans un stade de Conakry pour exiger la démission de Camara. Les forces de sécurité fidèles à celui-ci, dirigées par des éléments de la garde présidentielle, ouvrent le feu sur la foule, font plus de 150 morts et violent plus de 100 femmes.²⁰ En décembre 2009, l'aide de camp de Camara ouvre le feu sur ce dernier et le blesse²¹, et la junte militaire annonce une transition vers un régime civil.

Des élections sont organisées en 2010 et Alpha Condé, le chef du parti d'opposition à savoir le Rassemblement du peuple guinéen, est élu président.²² Des violences ont éclaté entre les partisans du RPG et un autre parti d'opposition de premier plan, l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), avant et après le scrutin de novembre, souvent, pour des questions d'appartenance ethnique, donnant ainsi lieu à la

¹⁵ « Mourir pour le changement : Les forces de sécurité guinéennes répondent par la brutalité et la répression à une grève générale », Human Rights Watch, avril 2007

¹⁶ "Guinée: la volonté politique existe-t-elle d'améliorer les droits de l'homme?", Amnesty International, novembre 1995.

¹⁷ « Mourir pour le changement : Les forces de sécurité guinéennes répondent par la brutalité et la répression à une grève générale », Human Rights Watch, avril 2007

¹⁸ « Guinée suspendue de CEDEAO », Radio France Internationale, janvier 2009.

¹⁹ «L'Union africaine suspend l'adhésion de la Guinée», Voice of America, novembre 2009.

²⁰ « Guinée : Le massacre et les viols perpétrés dans un stade de Conakry constituent vraisemblablement des crimes contre l'humanité », Human Rights Watch, décembre 2009

²¹ "Guinea aide admits shooting Moussa Dadis Camara", The Guardian, décembre 2009.

²² « Observer les élections présidentielles de 2010 en Guinée: rapport final », The Carter Center, 2010.

proclamation d'un état d'urgence.²³ En outre, les observateurs internationaux ont relevé un certain nombre d'irrégularités lors des premier et deuxième tours du scrutin. Toutefois, la Cour suprême a validé les résultats et Condé a prêté serment en décembre 2010.²⁴

Depuis sa prise de fonction, Condé a entrepris certaines réformes et pris des mesures allant dans le sens de la réconciliation et de la redevabilité au titre des violations des droits de l'homme commises par le passé. Il a créé la Commission provisoire de réflexion sur la réconciliation nationale en 2011 et nommé à sa tête²⁵ deux personnalités religieuses, à savoir le Grand Imam de Conakry et l'Archevêque de Conakry. En outre, la Commission nationale des droits de l'homme (INIDH) a été créée en 2015, bien qu'elle ait été critiquée pour son manque de transparence et son incapacité à s'acquitter de son mandat.²⁶ Condé a essuyé des critiques en 2013 pour avoir reporté à plusieurs reprises les élections législatives, suscitant de violentes protestations. En juillet 2013, l'ONU a négocié un compromis entre le gouvernement et l'opposition et les élections législatives se sont finalement tenues en septembre 2013.²⁷ Les tensions politiques ont également donné lieu à des violences avant les élections de 2015, mais Condé a été réélu en 2015 avec 58 % des voix.²⁸ Les observateurs internationaux ont déclaré le scrutin valide, mais ont toutefois relevé de sérieux problèmes de logistique et d'organisation pendant le processus électoral.²⁹

En tant que pays en transition suite à des décennies de régime autoritaire et militaire, avec

des forces de sécurité qui commettaient régulièrement des abus et s'immisciaient dans la gouvernance, le risque de violence politique et d'instabilité en Guinée reste élevé. Avec un héritage de corruption au sein de l'administration et de centralisation du pouvoir entre les mains de la présidence et de l'armée, une grande partie du pays reste sous-développée et les institutions étatiques, telles que le système judiciaire, sont généralement défailtantes et manquent de ressources.

En 2014, la transition guinéenne est en outre entravée par l'épidémie à virus Ébola, qui se propage rapidement aux pays voisins et déclenche une crise d'ampleur mondiale. En réponse, le Président Condé impose des mesures strictes de mise en quarantaine et des restrictions de voyage, mais le virus continue cependant de se propager au-delà des frontières. Au moment où le pays est déclaré exempt d'Ébola en décembre 2015, la Guinée avait signalé 3814 cas suspects d'Ébola et 2544 décès.³⁰ Au-delà des considérations sanitaires et humanitaires, l'épidémie d'Ébola a perturbé l'économie, le système éducatif et le développement du pays et davantage miné le système de santé déjà défailtant. Une enquête menée en 2015 par la Banque mondiale a révélé que le revenu des ménages ruraux et des femmes dans les zones touchées par Ébola a baissé de 30 % pendant l'épidémie et que le chômage en milieu urbain avait doublé, passant de 8 à 16 %.³¹ La crise d'Ébola a coïncidé avec une chute des cours mondiaux des produits, se traduisant par une croissance du PIB de seulement 0,1 % en 2015.³²

²³ « Guinée: la violence postélectorale suscite un état d'urgence et un couvre-feu », The New York Times, novembre 2010.

²⁴ « Observer les élections présidentielles de 2010 en Guinée: rapport final », The Carter Center, 2010.

²⁵ « Lancement des consultations nationales en Guinée : poser les bases de la réconciliation », Fédération internationale des ligue des droits de l'homme, mars 2015

²⁶ « Guinée : Événements de 2016, Rapport Mondial 2017 » Human Rights Watch, 2017

²⁷ « Guinée: l'ONU accuse un accord politique décisif entre le gouvernement et l'opposition », UN News, juillet 2013.

²⁸ « République de Guinée: Élection Présidentielle 11 Octobre 2015: Rapport Final », Union européenne, Mission d'observation électorale, décembre 2015.

²⁹ Ibid.

³⁰ « Épidémie d'Ebola en 2014 en Afrique de l'Ouest - Décompte des cas », Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, avril 2016

³¹ « Guinée - Vue d'ensemble », Banque mondiale

³² « Croissance du PIB (% annuel) », Banque mondiale

Au plan économique, la Guinée est tributaire de l'exploitation minière – principalement de la bauxite, de l'or, des diamants et du minerai de fer – et de l'agriculture de subsistance, ce qui rend le pays vulnérable à la volatilité du marché mondial et à l'insécurité alimentaire. La pauvreté est généralisée. En effet, 55 % de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté en 2012.³³ Le chômage des jeunes constitue également une préoccupation majeure, du fait en particulier de l'accroissement de la population de jeunes du pays.³⁴

Bien que les principales préoccupations sécuritaires dans certains pays voisins de la Guinée soient le terrorisme ou les menaces extérieures, les principales menaces sécuritaires de la Guinée ont, elles, tendance à émaner de l'intérieur. L'instabilité politique, les forces de sécurité sous-payées et la corruption généralisée des fonctionnaires sont autant d'obstacles majeurs à la stabilité du pays. La résilience de la Guinée en matière de sécurité dépendra en grande partie des changements apportés à sa culture

politique et gouvernementale, principalement, sa capacité à rémunérer et à réformer ses forces de sécurité. Comme relevé plus haut, les griefs au sein des forces de sécurité ont donné lieu à des mutineries et l'armée s'est régulièrement immiscée dans la conduite des affaires publiques, le tout dernier cas s'étant produit en 2008.

Bien que la sécurité continue de poser des problèmes à la Guinée, le pays a néanmoins accompli un certain nombre de progrès dans le domaine de l'État de droit. Depuis 2010, le pouvoir judiciaire fait montre d'une indépendance de plus en plus grande par rapport à l'influence politique empreinte de corruption et maintient également une parité hommes-femmes nettement supérieure à la moyenne enregistrée dans la région. Toutefois, le système judiciaire a du mal à demander des comptes aux forces de sécurité guinéennes pour leurs actes et le fait qu'elles contribuent fréquemment à l'instabilité du climat politique guinéen, pourrait menacer la stabilité du pays à l'avenir.

³³ « Taux de pauvreté au seuil de pauvreté national (% de la population) », Banque mondiale

³⁴ « Désamorcer la bombe à retardement du chômage chez les jeunes guinéens », IRIN, septembre 2013.

Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau national

Sur la base d'une recherche documentaire réalisée à l'aide des ensembles de données d'ECOWARN et de l'ACLED, d'enquêtes auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans les régions clés de la Guinée, des travaux de recherche sur le terrain comprenant des entretiens avec des informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion (GD), ainsi que d'une analyse participative menée par l'équipe d'ERVP chargée de la recherche sur le terrain, les facteurs de risque, de vulnérabilité et de résilience suivants ont été identifiés au niveau national :

Vulnérabilités Structurelles

Économie et Ressources

- L'insécurité alimentaire
- Taux d'inflation de la nourriture
- Dépendance sur les matières premières
- Haut niveau de pauvreté
- Haut niveau du chômage
- Économie pas diversifiée
- Gouvernance faible des ressources naturelles
- Infrastructure faible (grands axes, électricité, eau, hygiène publique)
- Dépendance sur les produits importés
- Devise faible
- Fuite de la capitale
- Secteur privé et SMEs sous-développé
- Coût de la vie élevé
- Déforestation et la dégradation de l'environnement

Population et Démographie

- Conflits basés sur les sources naturelles
- Manque de l'infrastructure
- Manque d'accès au services sociaux
- L'émigration de la jeunesse très prononcé
- Migration rural-urbain
- Barrières culturelles au planning familial
- MGF, la violence basée sur le genre, mariage d'enfant
- Le chômage profond de la jeunesse
- Écart du développement entre les domaines urbains et ruraux
- Manque d'un système de la gestion de déchets
- Urbanisation imprévue
- Taux prononcé de l'analphabétisme

Politique et Gouvernance

- Polarisation ethnique et politique
- Perceptions de corruption dans le système politique
- Sous-représentation des femmes et la jeunesse par rapport à la prise de décision
- Institutions faibles
- Perceptions de corruption
- Gouvernance Faible
- Manque de séparation des pouvoirs
- Institutions de gestion électorale litigieuses et politisées
- Histoire de coups d'états militaires
- Implémentation faible de politiques de décentralisation

Sécurité

- Abus de pouvoir par l'armée
- Ressources et formation insuffisantes pour les forces de sécurité
- Frontières poreuses
- Prolifération des armes
- Trafic de drogue
- Criminalité

État de Droit

- Manque de confiance dans le système judiciaire
- Manque de ressources et recrutement suffisants dans le système judiciaire
- Perception de corruption et impunité dans le système judiciaire
- Manque de l'infrastructure du système judiciaire
- Manque de respect pour la procédure prévue de la loi
- Manque de l'Indépendance du système judiciaire
- Prisons et centres de détention sous-développés
- Retard d'affaires judiciaires et notamment détention pour une durée prolongée sans procès

Risques induit par les évènements

Economie et Ressources

- Fluctuations économiques dans le prix mondial de commodités
- Tensions sociales comme un résultat de l'économie
- Manifestations comme un résultat de la faible gouvernance du secteur extractif minière
- Tensions entre les communautés et les entreprises extractives minières et les entreprises d'extraction de bois

Population et Démographie

- Epidémie de maladie
- Tensions sociales

- Inondation
- Accidents de voiture
- Mesures répressives imposé sue le média
- Conflits entre gardiens de troupeaux et fermiers
- Conflits collectifs

Politique et Gouvernance

- Élections législatives de 2018 et élections présidentielles de 2020
- Tentatives à prolonger les pouvoirs du président
- Coups d'état
- Violence électorale
- Manifestations
- Échec d'implémentation de l'accord politique d'octobre 2016

Sécurité

- Conflits dérivés de la terre et ressources
- Conflits entre les groupes ethniques
- Manifestations violentes
- Conflits de terre
- Mesures répressives pendant les manifestations
- Conflits collectifs
- Groupes de self-défense

État de Droit

- Incidents de corruption dans le système judiciaire
- Justice populaire
- Violations de droits de l'homme
- Ingérence dans le système judiciaire

Facteurs de Résilience Sociale et Institutionnelle

Economie et Ressources

- Secteur informel animé
- Réforme du secteur extraction minière
- Agriculture de subsistance
- Accessibilité aux institutions microfinance
- Abondance de ressources hydrauliques

Population et Démographie

- Le cousinage à plaisanterie
- Mariages-mixtes
- Bonne cohésion sociale
- Le rôle des chefs religieux et traditionnel
- Société civile animé
- Présence des organisations régionales et internationales

Politique et Gouvernance

- Les groupes de la société civile (ONG, et groupes d'aide pour les femmes et la jeunesse)
- Initiatives pour l'éducation civique
- La dialogue politique
- Support des intervenants internationaux
- L'influence des institutions religieuse et traditionnelle

Sécurité

- Chefs traditionnels
- Chefs religieux
- Coopération entre deux pays par rapport aux frontières
- Les reformes du secteur sécurité
- Tolérance religieuse
- Mécanismes alternatifs de règlement des différends

État de Droit

- Mécanismes alternatifs de règlement des différends
- Le rôle des institutions religieux et traditionnels
- Le rôle des Organisations de droits et du régime des lois
- "Le Médiateur de la République"
- Services juridique caritatifs

Économie et ressources (Pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• L'insécurité alimentaire• Taux d'inflation de la nourriture• Dépendance sur les matières premières• Haut niveau de pauvreté• Haut niveau du chômage• Économie pas diversifiée• Gouvernance faible des ressources naturelles• Infrastructure faible (grands axes, électricité, eau, hygiène publique)• Dépendance sur les produits importés• Devise faible• Fuite de la capitale• Secteur privé et SMEs sous-développé• Coût de la vie élevée• Déforestation et la dégradation de l'environnement
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Fluctuations économiques dans le prix mondial de commodités• Tensions sociales comme un résultat de l'économie• Manifestations comme un résultat de la faible gouvernance du secteur extractif minière• Tensions entre les communautés et les entreprises extractive minière et les entreprises d'extraction de bois

Vulnérabilités et risques

Selon l'Indice de l'ERV, la plus grande vulnérabilité de la Guinée est le pilier Economie et Ressources. L'économie guinéenne est, en effet, fortement dépendante de l'agriculture de subsistance et du secteur minier, notamment l'exploitation de la bauxite, du minerai de fer, de l'or et des diamants³⁵, et est donc vulnérable aux fluctuations mondiales des cours des matières premières. Par ailleurs, le sous-développement de l'infrastructure, aggravé par des décennies de gouvernance inadéquate et des niveaux d'investissement insuffisants, a considérablement sapé le potentiel économique à long terme de la

Guinée, qui reste largement inexploité. Par exemple, bien que la Guinée dispose d'un potentiel important en tant que producteur d'énergie hydroélectrique - les fleuves Niger, Gambie et Sénégal prennent leurs sources dans le pays - le développement de l'infrastructure nécessaire a été faible pour les mêmes raisons sus-indiquées.³⁶ En conséquence, les deux tiers de la population n'ont pas accès à l'électricité,³⁷ chiffre qui dépasse 90% dans les zones rurales.³⁸

En 2014-2015, l'économie guinéenne a subi un double choc dû à l'épidémie d'Ébola et à la chute des cours mondiaux des matières premières, situation aggravée par une profonde incertitude politique à l'approche des élections de 2015.³⁹ En

³⁵ « République de Guinée: Document de stratégie pays 2012-2016 », Banque africaine de développement, décembre 2011.

³⁶ « Guinée », Association internationale de l'hydroélectricité, mai 2016.

³⁷ « Accès à l'électricité (% de la population) », Banque mondiale

³⁸ « Accès à l'électricité, rural (% de la population rurale) », Banque mondiale

³⁹ « Croissance du PIB (% annuel) », Banque mondiale

conséquence, en 2015, la Guinée a enregistré un taux de croissance du PIB d'à peine 0,1 %.⁴⁰ L'économie a depuis lors rebondi, avec un taux de croissance du PIB qui a connu une forte hausse en 2016 pour se situer à 5,2 %, en grande partie en raison de la volatilité de la demande de matières premières qui a sous-tendu l'augmentation de la production de bauxite, d'or et des produits agricoles. Le taux de croissance du pays pour 2017 devrait, selon les prévisions, être légèrement en baisse, pour se situer à 4,4 %.⁴¹ Le rebond de l'économie guinéenne a résulté de la volatilité des prix des matières premières que d'une quelconque amélioration structurelle de l'économie guinéenne, qui continue à pâtir d'un déficit budgétaire considérable et de taux élevés de chômage. Si l'on ne s'attaque pas aux problèmes plus structurels que connaît l'économie, la dépendance de la Guinée vis-à-vis des matières premières la rendra à nouveau vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux des produits. En outre, bien qu'ils ne constituent pas nécessairement un problème structurel, les effets à long terme de l'épidémie d'Ébola continuent néanmoins de miner les secteurs de la manufacture et des services.⁴²

Au cours des entretiens sur le terrain, les participants ont identifié la pauvreté, le chômage des jeunes, les tensions liées à l'exploitation minière et la dégradation de l'environnement comme étant les vulnérabilités majeures en Guinée. La pauvreté reste endémique en Guinée - en effet, avant le déclenchement de l'épidémie d'Ébola, environ 55 % de la population guinéenne vivait en-dessous du seuil de pauvreté.⁴³ L'on laisse entendre que l'épidémie d'Ébola a inversé une tendance antérieure de réduction de la pauvreté, en particulier au sein des communautés rurales, avec des taux de pauvreté qui ont augmenté de 2,2 à 7,9 % en 2014-2015.⁴⁴ La

⁴⁰ Ibid.

⁴¹ « Guinée - Vue d'ensemble », Banque mondiale

⁴² « République de Guinée: Document de stratégie pays 2012-2016 », Banque africaine de développement, décembre 2011.

⁴³ « Taux de pauvreté au seuil de pauvreté national (% de la population) », Banque mondiale

sécurité alimentaire demeure également un sujet de préoccupation, avec environ 1,9 million de personnes, soit environ 17,5 % de la population, considérées comme en situation d'insécurité alimentaire.⁴⁵ Les participants à travers le pays ont fait état d'une augmentation de l'inflation et d'une hausse des prix des denrées de base comme le riz et le sucre, ce qui a contribué aux problèmes de sécurité alimentaire et, de façon générale, à l'augmentation du coût de la vie. De nombreuses personnes interrogées ont établi une corrélation entre cette hausse des prix et l'absence de réglementation du marché par le gouvernement.

L'accès aux banques et au crédit formels étant souvent difficile, en particulier dans les zones rurales, l'on a généralement recours aux initiatives de microfinance. Les programmes spécifiques identifiés par les participants à la recherche sont notamment ceux de la Mutuelle financière pour les femmes d'Afrique (MUFFA), de Plan Guinée, du Crédit rural et de l'Union pour le développement économique et social de Kissidougou (UDESKI). Certains participants ont fait remarquer que ces programmes ont réussi à étendre le crédit aux populations vulnérables, en particulier les femmes. D'autres, toutefois, se sont dits préoccupés par le fait que l'efficacité de ces programmes soit minée par des délais de remboursement courts, des taux d'intérêt élevés, la corruption et le manque d'initiatives axées sur les jeunes.

Le chômage des jeunes a également été identifié comme une préoccupation constante, lié au manque de formation professionnelle. La Guinée a une population de jeunes forte et en plein essor dont les taux de chômage sont élevés - jusqu'à 60 % selon certaines statistiques gouvernementales⁴⁶. Dans les régions de Boké et de Kankan, les participants à la recherche ont noté

⁴⁴ « Impact socioéconomique de la virus Ebola dans les pays d'Afrique de l'Ouest », Groupe des Nations Unies pour le développement, février 2015.

⁴⁵ « WFP Guinea Country Brief » Programme alimentaire mondial, novembre 2017

⁴⁶ « Désamorcer la bombe à retardement du chômage chez les jeunes guinéens », IRIN, septembre 2013.

que les jeunes de la région n'étaient pas en mesure de trouver un emploi auprès des sociétés minières opérant dans la région parce qu'ils n'avaient pas la formation nécessaire, ce qui a parfois entraîné des frustrations et des tensions. D'autres participants craignent que les griefs concernant le chômage et la pauvreté n'exposent les jeunes à la manipulation par les acteurs politiques.

Comme indiqué plus haut, la Guinée possède d'importantes ressources naturelles et des exploitations minières – tant artisanales que formelles – sont actives dans de nombreuses parties du pays, notamment dans les régions de Boké, de Faranah, de Kankan et de Kindia. Bien que certains participants aient indiqué que ces entreprises ont créé des emplois et, dans certains cas, des infrastructures et des services sociaux, de nombreuses collectivités locales ont fait état de tensions et de griefs découlant de la présence des exploitations minières. Par exemple, dans les régions de Boké et de Faranah, des inquiétudes ont été soulevées au sujet de la perception selon laquelle les sociétés minières n'embauchent pas de locaux, font fi des dispositions du code minier ou n'investissent pas dans des projets de développement communautaire. Dans la région de Kankan, les participants ont signalé qu'un afflux de travailleurs venus d'autres régions de la Guinée et des pays voisins pour travailler dans les mines a contribué à l'émergence de préoccupations sociales et de santé publique telles que la criminalité, la consommation de drogues, la prostitution et la propagation du VIH dans la région. Dans la région de Faranah, les participants ont également indiqué que la prédominance de l'exploitation minière, combinée à l'absence d'autres possibilités d'emploi viable, a été à l'origine de taux plus élevés d'abandons scolaires chez les jeunes.

L'exploitation minière, forestière et d'autres activités humaines (telles que la production du

charbon de bois) ont également contribué de manière significative à la déforestation et à la dégradation de l'environnement, en particulier dans l'est et le sud de la Guinée.⁴⁷ Dans la région de Kankan, par exemple, les participants à la recherche ont signalé que l'exploitation minière avait dégradé la qualité du sol et pollué les sources d'eau avec du cyanure et du mercure. Ces préoccupations ont été renforcées par les informations faisant état d'une sécheresse récente et d'une baisse des niveaux de précipitations, qui affectent la production agricole sur l'ensemble du territoire national.

« On ne devrait pas abattre les arbres. Tout cela se fait parce que les autorités sont corrompues par l'argent. La forêt a quasiment disparu pour faire place à la savane ».

– EIC avec une responsable de femmes, à Nzérékoré

Enfin, les conflits liés à la terre et aux ressources naturelles constituent une préoccupation récurrente en Guinée, entre les individus, les familles et les communautés, ainsi qu'avec les sociétés minières. Les participants à la recherche ont signalé des cas de conflits entre éleveurs et agriculteurs (y compris au-delà les frontières avec le Mali et la Côte d'Ivoire) et de différends liés aux frontières et à la propriété foncière. Dans les zones urbaines, en particulier, la revente de terres à plusieurs personnes à la fois pose problème et le processus d'obtention des titres fonciers est souvent flou. Certains participants ont également indiqué que la présence de sociétés minières a stimulé la concurrence pour l'accès aux terres en entraînant une augmentation des prix et en contribuant aux différends à propos des terres et du partage des bénéfices en cas de découverte d'or ou d'autres minéraux.

⁴⁷ « La déforestation de la forêt de la Haute Guinée », Commission géologique des États-Unis

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche ont indiqué que les ONG et les organisations de la société civile, y compris les groupes de femmes et de jeunes, jouent un rôle important dans les activités de développement. En outre, la microfinance et d'autres initiatives financières ont souvent été identifiées comme étant une source de résilience lorsqu'elles existent, mais certains participants ont relevé des obstacles tels que les délais courts de

remboursement ou les taux d'intérêt élevés qui découragent la participation des femmes et des jeunes. Enfin, les participants à la recherche ont identifié plusieurs mécanismes pour résoudre les conflits et les griefs entre les communautés locales et les compagnies minières – à savoir la création de comités locaux de paix par le ministère des Mines et le *tomboloma* (un groupe traditionnel composé de jeunes notables et de travailleurs qui supervisent et règlent les conflits liés à l'exploitation minière) à Mandiana.

Population et démographie (deuxième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités

- Conflits basés sur les sources naturelles
- Manque de l'infrastructure
- Manque d'accès aux services sociaux
- L'émigration de la jeunesse très prononcé
- Migration rural-urbain
- Barrières culturelles au planning familial
- MGF, la violence basée sur le genre, mariage d'enfant
- Le chômage profond de la jeunesse
- Écart du développement entre les domaines urbains et ruraux
- Manque d'un système de la gestion de déchets
- Urbanisation imprévue
- Taux prononcé de l'analphabétisme

Risques

- Epidémie de maladie
- Tensions sociales
- Inondation
- Accidents de voiture
- Mesures répressives imposé sue le média
- Conflits entre gardiens de troupeaux et fermiers
- Conflits collectifs

Vulnérabilités et Risques

La Guinée est un pays diversifié sur le plan ethnique, dominé par les groupes ethniques Peulh, Malinké et Soussou, qui représentent respectivement 40, 30 et 20 % de la population.⁴⁸ Les divisions régionales reflètent grosso modo la configuration démographique : les Peulhs vivent principalement dans la région de la Moyenne Guinée centrale (Labé, Mamou et des parties de la région de Boké) ; les Malinkés vivent dans l'est de la Haute Guinée (Kankan et Faranah) et des parties de la *Guinée Forestière* ; et, les Soussous sont basés dans les régions côtières de l'ouest (la *Guinée Maritime*). En dehors des trois groupes ethniques les plus dominants, la population guinéenne est également composée de groupes de plus petites tailles, dont les Kissi, les Kpelle et les

Toma, ainsi que d'une faible population de ressortissants étrangers. Ces petits groupes ethniques vivent principalement en *Guinée Forestière*, le long de la frontière avec le Libéria et la Côte d'Ivoire.

Les musulmans représentent environ 85 % de la population guinéenne, les chrétiens 10 % tandis que les 5 % restants observent des pratiques religieuses indigènes ou animistes.⁴⁹ Bien que les musulmans soient majoritaires dans toutes les régions du pays, la population chrétienne est pour l'essentiel concentrée à Conakry et en *Guinée Forestière*, cette dernière abritant également une population pratiquant des religions indigènes et animistes.⁵⁰ Certes les relations entre les groupes religieux en Guinée sont pacifiques, mais la polarisation ethnique croissante – due à

⁴⁸ «Guinée: composition ethnique des forces de police et militaires», Gouvernement du Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, mai 2014

⁴⁹ « Guinée », Département d'État des États-Unis, Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail
⁵⁰ Ibid.

l'alignement sur les identités ethniques et à l'affiliation politique – a été identifiée comme une préoccupation majeure chez les participants à la recherche.

Au nombre des problèmes de population et démographiques clés identifiés lors de la recherche sur le terrain figurent également une population de jeunes forte et en pleine croissance, une infrastructure et des services de piètre qualité (y compris les soins de santé et l'éducation), la migration de la population, les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF/E), le mariage précoce et les taux élevés de violence basée sur le genre (VBG).

La Guinée compte une forte population de jeunes (42,4 % de la population a moins de 15 ans) par rapport à la cohorte des plus de 65 ans, qui n'est que de 3,1 %.⁵¹ De plus, la proportion de la population des jeunes croît à un taux de 2,5 % par an.⁵² La pratique de la planification familiale reste limitée en Guinée et le pays enregistre l'un des taux d'utilisation de la contraception les plus faibles au monde : en 2012, seulement 5,6 % des femmes guinéennes âgées de 15 à 49 ans ont déclaré utiliser une forme quelconque de contraception.⁵³ Les participants à la recherche ont relevé que la sensibilisation à la planification familiale est certes entreprise par des ONG, les radios communautaires et certains dirigeants locaux, mais les efforts sont entravés par des tabous culturels et religieux forts entourant ce sujet. Les femmes participant à plusieurs groupes de discussion ont indiqué que les femmes qui choisissent de pratiquer la planification familiale doivent souvent le faire en secret, de peur d'être répudiées par leur mari. Au fur et à mesure que croîtra la population de jeunes, les problèmes identifiés dans le cadre de la recherche sur le terrain, tels que le chômage, les taux élevés

d'analphabétisme et le faible taux de scolarisation dans l'enseignement primaire, constitueront des entraves de plus en plus importantes au développement durable en Guinée. Comme l'ont relevé certains participants, le chômage et les griefs relatifs à la pauvreté peuvent aussi rendre les jeunes vulnérables à la manipulation politique.

Les personnes interrogées dans le cadre de la recherche sur le terrain ont également fait état de faibles niveaux d'infrastructures (notamment les routes, l'électricité, l'eau potable et l'assainissement) et du faible accès aux services sociaux tels que les soins de santé et l'éducation. Le système de santé guinéen a été mis à très rude épreuve par l'épidémie d'Ébola de 2014-2015, qui a fait plus de 2500 morts dans le pays.⁵⁴ Bien qu'une résurgence d'Ébola n'ait pas été envisagée comme une menace immédiate par la plupart des participants, beaucoup d'entre eux ont cependant relevé que les progrès réalisés en matière de protocoles sanitaires instaurés pendant l'épidémie (tels que le lavage des mains) ont été largement abandonnés depuis lors, rendant la Guinée vulnérable à Ébola ou à d'autres maladies similaires si une autre épidémie se produisait. Dans certaines régions – Nzérékoré en particulier

« Un responsable a dit à sa communauté que la planification familiale n'est pas une bonne chose pour elle, que c'est une chose pour les pays développés. Il a déclaré que, pour que les Peulhs prennent le pouvoir dans ce pays, ils doivent faire beaucoup d'enfants. Plus ils sont nombreux, plus ils remporteront les élections dans ce pays... Donc, vous devez faire plus d'enfants pour vous présenter à toutes les élections dans le pays. »

– Réunion avec le ministère de la Santé

⁵¹ «Population âgée de 65 ans et plus (% du total)», Banque mondiale

⁵² «Croissance démographique (% annuel)», Banque mondiale

⁵³ « World Contraceptive Use 2016 » Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population

⁵⁴ «Épidémie d'Ebola en 2014 en Afrique de l'Ouest - Décompte des cas», Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, avril 2016

- où prévalent des mythes et une confusion entourant l'origine d'Ébola - une personne interrogée a fait état d'une croyance selon laquelle le gouvernement avait introduit Ébola dans le pays pour retarder les élections - ce qui a davantage contribué à saper les campagnes de santé publique. Bien que la pression exercée sur l'infrastructure sanitaire par Ébola soit chose bien connue, il subsiste d'autres problèmes structurels dans le secteur de la santé. Il s'agit notamment de la couverture limitée dans les zones rurales, de la pénurie d'agents de santé qualifiés, du mauvais approvisionnement en médicaments et en vaccins et des coûts élevés pour les patients.⁵⁵ Par exemple, dans de nombreuses régions, les personnes interrogées ont indiqué que même si, en vertu de la loi, les césariennes sont maintenant gratuites, les hôpitaux continuent de facturer aux patients le coût des médicaments et des fournitures, ce qui crée un frein pour les populations pauvres. Le faible accès aux soins de santé a également contribué au taux élevé de mortalité maternelle en Guinée (679 pour 100 000 naissances vivantes).⁵⁶

La Guinée enregistre également des tendances de migration internes et d'émigration, toutes deux motivées par la pauvreté et le chômage. Dans les régions de Kankan, de Faranah et de Boké, les participants à la recherche ont signalé un afflux de travailleurs venus d'autres régions de la Guinée et de pays voisins comme le Burkina Faso, le Mali et le Sénégal du fait de l'exploitation minière. Dans la région de Kankan, ce changement démographique aurait contribué aux tensions avec les populations locales, qui ont exprimé leurs préoccupations concernant la criminalité et, dans certains cas, ont refusé d'autoriser les étrangers à s'installer dans leurs communautés. La pauvreté et le chômage ont également contribué à une forte tendance à l'émigration vers l'Europe, en particulier chez les jeunes Guinéens de sexe masculin. Les participants à la recherche dans les régions de

Boké, Faranah, Kankan, Labé et Mamou ont signalé des taux élevés d'émigration, une femme à Dinguiraye a même déclaré que « maintenant les jeunes sont en exil et il ne reste plus que les personnes âgées dans les villages. »

Enfin, la violence basée sur le genre (VBG), les mutilations génitales féminines/l'excision et le mariage précoce sont des problèmes importants auxquels sont confrontées les femmes en Guinée. Bien que les mutilations génitales féminines/l'excision soient interdites par la loi guinéenne, les participants à la recherche ont indiqué que cette pratique est encore très répandue (bien qu'elle soit maintenant pratiquée clandestinement dans la plupart des régions) et qu'elle est profondément enracinée dans la culture guinéenne. Les mariages précoces sont fréquents, plus de la moitié des femmes étant mariées (ou engagées dans une union équivalente) avant l'âge de 18 ans.⁵⁷ Certes les participants ont indiqué que la pratique est en baisse dans de nombreuses régions, mais certains ont souligné que la région de la *Haute Guinée* continue d'enregistrer des taux élevés de mariages précoces, en particulier dans les communautés peulhs. Aussi bien les femmes que les hommes ont également signalé des cas de violence domestique et sexuelle, y compris les abus à l'égard des filles mineures et le harcèlement sexuel sur le lieu de travail.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que les ONG et les organisations de la société civile sont activement impliqués dans le plaidoyer, la sensibilisation et la programmation axée sur les questions telles que les soins de santé, les droits des femmes, les mutilations génitales féminines/l'excision, le mariage précoce et la planification familiale. Les chefs religieux et traditionnels jouent un rôle important dans la promotion de la cohésion sociale et l'apaisement

⁵⁵ « Guinée: Rapport de situation national sur la santé et la pauvreté », Banque mondiale, mars 2006.

⁵⁶ « Ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée pour 100 000 naissances vivantes) », Banque mondiale

⁵⁷ «Guinée: mariage des enfants», Girls Not Brides

des tensions entre les groupes ethniques. La pratique du « cousinage à plaisanterie » a également été citée par certains participants

comme une source de résilience pour favoriser la cohésion sociale entre les groupes ethniques et les communautés.

Politique et gouvernance (troisième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Polarisation ethnique et politique• Perceptions de corruption dans le système politique• Sous-représentation des femmes et la jeunesse par rapport à la prise de décision• Institutions faibles• Perceptions de corruption• Gouvernance Faible• Manque de séparation des pouvoirs• Institutions de gestion électorale litigieuses et politisées• Histoire de coups d'états militaires• Implémentation faible de politiques de décentralisation
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Élections législatives de 2018 et élections présidentielles de 2020• Tentatives à prolonger les pouvoirs du président• Coups d'état• Violence électorale• Manifestations• Échec d'implémentation de l'accord politique d'octobre 2016

Vulnérabilités et Risques

Au cours de la recherche sur le terrain, les participants ont identifié la polarisation ethnique lors des élections, le risque de violence politique, les perceptions de corruption et d'inefficacité et la stagnation politique comme des vulnérabilités politiques clés en Guinée. En outre, les personnes interrogées ont souligné la frustration généralisée induite par le non-respect des promesses électorales de la part des politiciens. Les participants à la recherche ont noté que l'accès limité à l'eau et la piètre qualité des infrastructures d'assainissement constituent des préoccupations clés dans de nombreuses régions.

La polarisation ethnique, en particulier lors des élections, a été citée par les participants à la recherche sur le terrain comme une vulnérabilité clé partout en Guinée. Les affiliations politiques s'y font souvent suivant des lignes ethniques, ce qui

crée un amalgame conduisant à des griefs politiques et ethniques – par exemple, les partisans du RPG au pouvoir sont majoritairement les Mandingues et les Soussous, tandis que les partisans de l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG) sont en grande partie des peulhs.⁵⁸ Les présidents qui se sont succédé à la tête du pays ayant favorisé leurs propres groupes ethniques en politique et dans l'administration, la polarisation ethno-politique semble gagner du terrain au niveau de l'élite et contribuer à l'exacerbation des sentiments d'exclusion ethnique au sein des groupes de l'opposition.⁵⁹

Lors d'un entretien avec le parti d'opposition UFDG, les participants ont fait état d'une frustration croissante face aux retards et au manque de préparation des élections législatives et municipales. Les participants à la recherche ont également souligné l'inquiétude généralisée due au fait que le Président Condé se présente pour un

⁵⁸ « BTI 2016: Guinée rapport national », Bertelsmann Stiftung

⁵⁹ Ibid.

troisième mandat. Du fait de l'environnement politique incertain, l'on fait peu confiance au système politique. Les perceptions de corruption entourant les concessions minières, le trafic de drogues et le contrôle des frontières ont été mises en relief au cours de la recherche sur le terrain. En 2016, le Président Condé et son fils ont été cités dans des scandales présumés de corruption impliquant les sociétés minières Sable Mining⁶⁰ et Rio Tinto⁶¹, malgré le démenti formel du président.

La violence politique est une préoccupation majeure en Guinée, dans la mesure où des actes de violence entre les partisans des partis politiques se sont produits dans la période précédant les élections (très récemment en 2015) et des manifestants ont été victimes de violences, de détentions arbitraires ou de tortures par les forces de sécurité.⁶² En septembre 2009, les forces de sécurité, y compris des éléments de la Garde présidentielle d'élite, ont massacré des manifestants de l'opposition dans un stade de

Conakry, tuant plus de 150 personnes et violant près de 100 femmes et filles.⁶³ Malgré quelques progrès dans l'enquête pour laquelle la Cour pénale internationale (CPI) a été saisie pour des allégations de crimes contre l'humanité, l'affaire est toujours pendante devant les tribunaux.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les organisations de la société civile, y compris les ONG locales et internationales mettant en œuvre des programmes d'éducation civique, d'éducation des électeurs et de sensibilisation, ont également été identifiées comme une source essentielle de résilience. Les initiatives d'éducation civique jouent un rôle important dans la promotion d'élections pacifiques. Les personnes interrogées ont également cité les initiatives gouvernementales visant à fournir un mécanisme de règlement des griefs pour permettre aux populations locales d'exprimer leurs préoccupations comme facteur de résilience.

⁶⁰ "La Guinée va tenter une action en justice contre Global Witness - président", Samb, S., Reuters, mai 2016.

⁶¹ "Les enregistrements audio entraînent le président de la Guinée dans le scandale de la corruption dans les mines", Perelman, M., France 24, décembre 2016.

⁶² « Guinée : Un an après les violences électorales, justice n'a toujours pas été rendue », Human Rights Watch, octobre 2016

⁶³ « Guinée : Le massacre du 28 septembre était prémédité », Human Rights Watch, octobre 2009

Sécurité (quatrième pilier le plus vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Abus de pouvoir par l'armée• Ressources et formation insuffisants pour les forces de sécurité• Frontières poreuses• Prolifération des armes• Trafic de drogue• Criminalité
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Conflits dérivés de la terre et ressources• Conflits entre les groupes ethniques• Manifestations violentes• Conflits de terre• Mesures répressives pendant les manifestations• Conflits collectifs• Groupes de self-défense

Vulnérabilités et Risques

Bien que la Guinée soit située dans une région qui a connu de multiples attentats terroristes ces dernières années, la menace terroriste à l'intérieur des frontières du pays est relativement faible. En effet, des problèmes internes, tels que les tensions politiques, la criminalité et le manque de financement des forces de police et de sécurité publique, font courir de plus grandes menaces sécuritaires à la Guinée.

Dans le cadre des travaux de recherche sur le terrain, la criminalité et le banditisme à main armée ont été identifiés comme étant les préoccupations majeures des populations locales à travers le pays. En outre, les forces de sécurité publique seraient, aux dires des personnes interrogées, sous-financées et inefficaces dans de nombreuses régions. Les personnes interrogées ont fait état de tensions et de méfiance entre les populations locales et les forces de sécurité en raison des perceptions de corruption et des informations relevant un recours excessif à la force et la maltraitance des civils. Dans certaines

régions, les participants à la recherche ont évoqué des cas de répression violente des manifestations politiques qui ont fait de nombreux morts. Comme indiqué plus haut, les élections sont des événements régulièrement marquées par la violence et l'instabilité en Guinée. En 2010, les militaires ont déclaré l'état d'urgence après l'éclatement de violences à l'approche des élections présidentielles.⁶⁴ Lors des élections présidentielles de 2015, au moins dix personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées, arrêtées ou torturées par les forces de sécurité.⁶⁵ En raison du manque de présence policière dans plusieurs régions, les participants à la recherche ont fait état d'une augmentation du nombre de groupes bénévoles se chargeant de la surveillance des quartiers et de groupes de police de proximité, affirmant que ces groupes ont réussi à maintenir la sécurité et sont perçus positivement par les populations locales.

L'armée guinéenne a une longue histoire de profonde implication dans la politique, qui remonte à 1984 avec le coup d'État qui a porté Lansana Conté au pouvoir. En outre, la Guinée a des

⁶⁴ « Guinea military declares state of emergency », The Guardian, novembre 2010.

⁶⁵ « Guinée : Un an après les violences électorales, justice n'a toujours pas été rendue », Human Rights Watch, octobre 2016

antécédents de mutineries et de tentatives de coups d'État dus à des griefs concernant les mauvaises conditions de vie et de travail et les pratiques de recrutement.⁶⁶ Il reste à craindre qu'en l'absence d'une véritable réforme du secteur de la sécurité (RSS), les militaires puissent de nouveau s'immiscer dans la vie politique à l'avenir. Les participants à la recherche ont indiqué qu'il y a eu des initiatives de RSS dans certaines régions, mais ont exprimé des opinions mitigées en ce qui concerne leur réussite. Certaines personnes interrogées ont indiqué que la conduite des forces de sécurité s'était améliorée, mais d'autres ont déclaré que les initiatives de RSS étaient incomplètes ou inefficaces.

Les conflits ethniques constituent également une menace à la sécurité intérieure, en particulier dans la région *Forestière* et dans les zones urbaines multi-ethniques. Des affrontements entre groupes ethniques se sont régulièrement produits dans la région *Forestière* au cours des deux dernières décennies, y compris des combats entre les Guerzé/Kpelle et les Konianké à Nzérékoré en 2013 qui ont fait plus de 200 morts.⁶⁷ Dans le cas des conflits Guerzé-Konianké, les divisions entre ces groupes ethniques s'alignent également de façon générale sur les identités religieuses, car les Guerzé sont en grande partie chrétiens et animistes et les Konianké sont majoritairement

musulmans.⁶⁸ Les conflits ethniques et religieux sont aussi étroitement liés aux conflits et aux pressions en rapport avec les terres et l'affectation des ressources en Guinée. Les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont monnaie courante et ont pris de l'ampleur au fil de la dégradation des pâturages et à mesure que les méthodes coutumières de négociation de l'utilisation des terres deviennent moins courantes.⁶⁹ Des conflits liés aux ressources surviennent également au sein des familles et entre elles, ainsi qu'entre les propriétaires fonciers et les utilisateurs des terres.⁷⁰

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Au cours de la recherche sur le terrain, les participants ont identifié les groupes de surveillance des quartiers et les groupes de sécurité communautaire comme sources de résilience et de sécurité. Bien que limitées, les initiatives de RSS constituent également un facteur potentiel de résilience. La pratique du « cousinage à plaisanterie » a également été identifiée comme un facteur important de résilience culturelle dans le maintien des relations intercommunautaires. Les personnes interrogées ont également identifié les chefs religieux comme un facteur de résilience, car ils ont joué un rôle actif dans la promotion de la paix et de la tolérance.

⁶⁶ « Guinée : reformer l'armée », International Crisis Group, septembre 2010

⁶⁷ « Conflict Analysis Report: Guinée Forestière », Médam, B. and Abouya, B., Search for Common Ground, September 2013.

⁶⁸ Ibid.

⁶⁹ « Guinea: Property Rights and Resource Governance », USAID

⁷⁰ Ibid.

État de droit (pilier le moins vulnérable)

Vulnérabilités	<ul style="list-style-type: none">• Manque de confiance dans le système judiciaire• Manque de ressources et recrutement suffisants dans le système judiciaire• Perception de corruption et impunité dans le système judiciaire• Manque de l'infrastructure du système judiciaire• Manque de respect pour la procédure prévue de la loi• Manque de l'Indépendance du système judiciaire• Prisons et centres de détention sous-développés• Retard d'affaires judiciaires et notamment détention pour une durée prolongée sans procès
Risques	<ul style="list-style-type: none">• Incidents de corruption dans le système judiciaire• Justice populaire• Violations de droits de l'homme• Ingérence dans le système judiciaire

Vulnérabilités et Risques

Selon l'Indice d'ERV, l'État de droit est relativement le moins vulnérable des piliers examinés en Guinée. Cependant, malgré cette constatation, les personnes interrogées au cours de la recherche sur le terrain ont néanmoins identifié un manque de confiance et une méfiance à l'égard du pouvoir judiciaire comme une préoccupation généralisée dans l'ensemble du pays, citant des perceptions de corruption, de partialité, d'impunité et d'inefficacité.

Le manque de ressources matérielles et l'insuffisance du personnel ont été cités par les participants à la recherche comme des facteurs qui ont entravé le développement de l'appareil judiciaire. Dans certaines régions, les tribunaux locaux n'ont qu'un seul juge et peu de personnel de soutien, ce qui a contribué à ralentir les délais de traitement des dossiers et à retarder le traitement du nombre d'affaires en souffrance. Les personnes interrogées ont indiqué que les décisions judiciaires sont rarement respectées ou appliquées, car de nombreux criminels condamnés

seraient libérés en raison de la prévalence de la corruption. Tout au long de la recherche sur le terrain, les participants ont souligné que l'infrastructure du système pénitentiaire constituait une vulnérabilité majeure dans l'ensemble du pays, citant les évasions fréquentes et la dotation insuffisante en personnel.

Les participants à la recherche ont relevé que le manque de confiance dans le système judiciaire formel a induit une augmentation de la justice populaire ou des groupes d'autodéfense. De plus, de nombreuses régions ont recours à d'autres méthodes de résolution des conflits. Ces mécanismes de justice traditionnels peuvent comprendre la médiation par les chefs traditionnels et religieux ou des mécanismes de résolution des conflits par l'intermédiaire d'ONG et d'acteurs de la société civile. Les affaires sont parfois renvoyées entre les systèmes formels et traditionnels pour trouver une solution ou garantir l'application des décisions.⁷¹ Des taux élevés d'analphabétisme et une méconnaissance des protections juridiques auxquelles les citoyens ont

⁷¹ « Rapport sur les droits de l'homme 2016 de la Guinée », Département d'État des États-Unis », Département d'État des États-Unis

droit créent également un obstacle à l'accès au système judiciaire formel.⁷²

Lors de la recherche sur le terrain, les participants ont mis en lumière les préoccupations concernant la séparation des pouvoirs entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif. Les personnes interrogées ont fait état de perceptions selon lesquelles le pouvoir exécutif exerce une influence considérable sur le pouvoir judiciaire et interfère dans ses décisions. Bien que la Constitution et les lois prescrivent l'indépendance du pouvoir judiciaire, ce dernier manque de capacités et de ressources⁷³, ce qui crée un environnement propice à la corruption.⁷⁴ Aussi bien les agents d'application de la loi que le pouvoir judiciaire sont susceptibles d'être influencés par le pouvoir exécutif⁷⁵ et sont vulnérables à la corruption. Le népotisme et les préjugés ethniques constituent également des problèmes importants au sein du système judiciaire. Le système judiciaire a été utilisé comme outil par les différents régimes au pouvoir pour acquitter les amis et associés accusés de crimes.⁷⁶ De ce fait l'indépendance et la légitimité du système judiciaire sont compromises.⁷⁷

Certes, la Constitution interdit les traitements cruels et inhumains et le nouveau Code pénal guinéen érige la torture en infraction pénale, mais les aveux forcés et les pratiques abusives sont répandus dans les prisons.⁷⁸ La police fait souvent

fi des protections juridiques accordées aux Guinéens par la Constitution et le Code pénal, telles que le droit de faire appel d'une décision judiciaire, l'inviolabilité du domicile et la présomption d'innocence.⁷⁹ La Constitution et la législation interdisent également les arrestations ou détentions arbitraires, mais de tels abus persistent⁸⁰ - par exemple, les prisonniers restent souvent en détention même après avoir été disculpés ou après avoir purgé leur peine, parce qu'ils ne peuvent pas payer les frais de sortie dus aux gardiens ; pendant ce temps, les prisonniers ayant des accointances politiques sont libérés.⁸¹

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche sur le terrain ont identifié les chefs traditionnels (comme le Conseil des notables) et les chefs religieux comme des sources de résilience, eu égard au rôle qu'ils ont joué dans la mise en œuvre des modes alternatifs de résolution des conflits (MARC). Les femmes et les groupes de jeunes ont joué un rôle actif dans la résolution des conflits et la médiation. Les mécanismes judiciaires traditionnels ont également été cités comme facteurs de résilience en Guinée. Au cours d'un entretien avec le ministère de la Justice, une personne interrogée a souligné que l'amélioration de l'accès à la justice était une priorité et qu'il était prévu de construire d'autres tribunaux à travers le pays.

⁷² Ibid.

⁷³ Ibid.

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ « Guinée : système judiciaire » Encyclopédie des nations

⁷⁶ « Rapport sur les droits de l'homme 2016 de la Guinée », Département d'État des États-Unis », Département d'État des États-Unis

⁷⁷ Ibid.

⁷⁸ Ibid.

⁷⁹ « Guinée : système judiciaire » Encyclopédie des nations

⁸⁰ « Rapport sur les droits de l'homme 2016 de la Guinée », Département d'État des États-Unis », Département d'État des États-Unis

⁸¹ Ibid.

Facteurs Externes

La Guinée collabore activement avec un certain nombre d'organisations régionales, dont la CEDEAO et l'UA, et est également membre d'un certain nombre d'organisations internationales, telles que l'Organisation des Nations Unies, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du Commerce.

Dans le domaine de l'économie, la Guinée est touchée par les fluctuations des cours mondiaux des matières premières et par les activités des Institutions financières internationales (IFI). La Banque mondiale a financé un certain nombre de projets dans le pays, telles qu'une initiative visant à améliorer les infrastructures d'approvisionnement en eau et plusieurs projets de relèvement post-Ébola. Ces dernières années, la Guinée a enregistré une augmentation des investissements étrangers, principalement dans les secteurs de l'exploitation minière et forestière.

En raison de la porosité des frontières du pays et de la sécurité inadéquate de ses frontières, le trafic de drogues et d'êtres humains, ainsi que le commerce des armes légères et de petit calibre (ALPC) dans le cadre de réseaux régionaux plus vastes sont devenus une préoccupation croissante en Guinée. Certes, les actes de terrorisme et d'extrémisme violent restent faibles à l'intérieur des frontières du pays, mais il n'en demeure pas moins que la Guinée se trouve dans une région qui a connu de nombreux attentats terroristes ces

dernières années, ce qui suscite des inquiétudes quant aux répercussions potentielles. Il y a également eu des rapports faisant état d'affrontements transfrontaliers avec le Mali et la Côte d'Ivoire liés à des conflits entre éleveurs et agriculteurs et à d'autres questions relevant du foncier.

Les schémas migratoires régionaux affectent également la Guinée, les travailleurs y étant attirés par le potentiel d'emploi dans l'industrie minière. Inversement, certains Guinéens, en particulier les jeunes, ont commencé à émigrer vers l'Europe en quête de meilleures opportunités économiques, contribuant ainsi à la fuite des cerveaux hors du pays.

Enfin, la Guinée subit les pressions dues aux changements climatiques et à la dégradation de l'environnement. En effet, elle est sujette aux catastrophes naturelles, principalement les inondations et les sécheresses récurrentes.⁸² Elle est également vulnérable aux effets des changements climatiques, y compris les changements de régimes pluviométriques, les cycles de sécheresse et d'inondations, l'érosion côtière et l'élévation du niveau de la mer.⁸³ Certaines parties de l'est et du sud de la Guinée ont connu une déforestation importante ces dernières décennies, en raison de l'exploitation forestière et d'autres activités humaines, ainsi que de la pollution et de la dégradation de la qualité des sols. Dans les régions côtières, les mangroves qui assurent la protection contre l'érosion sont menacées par la croissance démographique, la pollution et les activités agricoles.⁸⁴

⁸² « Guinée: profil de désastre et risque », PreventionWeb

⁸³ « Résumé Des Études 2014-2016 », Programme des Nations Unies pour le développement

⁸⁴ "Guinea Environmental Threats and Opportunities Assessment", USAID, octobre 2012.

Considérations liées au genre

Les femmes et les filles en Guinée continuent d'être confrontées à d'importants défis dans les domaines social, politique et économique.

La violence basée sur le genre (VBG), les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF/E) ainsi que le mariage précoce sont fréquents en Guinée. Selon une étude menée en 2011, 91 % des femmes guinéennes ont été victimes de violence basée sur le genre et 49 % d'agressions sexuelles.⁸⁵ En outre, la Guinée enregistre le deuxième taux le plus élevé de mutilations génitales féminines/d'excision au monde : en 2012, l'UNICEF a estimé que 97 % des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans en Guinée avaient subi une certaine forme de mutilation génitale féminine/d'excision.⁸⁶ Les mutilations génitales féminines/l'excision sont largement pratiquées dans tous les groupes ethniques et toutes les régions, bien que les taux soient plus faibles chez les Guerzé dans la région *Forestière*.⁸⁷ Cette pratique est interdite par le gouvernement guinéen depuis près d'une décennie, mais elle reste profondément enracinée dans la culture guinéenne. En fait, des études récentes ont montré que le soutien aux mutilations génitales féminines/à l'excision chez les femmes et les filles s'est accru entre 1999 et 2012, passant de 65 à 76 %.⁸⁸ Les données de terrain ont également confirmé cette tendance. Par exemple, lors des groupes de discussion et des entretiens avec les informateurs clés qui ont été organisés avec des femmes dans toute la Guinée, de nombreuses participantes ont relevé que les mutilations génitales féminines/l'excision sont considérées comme un « rite de passage » par la plupart des familles et des communautés et que

les femmes qui ne s'y sont pas soumises ou qui tentent d'y échapper font l'objet de stigmatisation.

De l'avis des personnes interrogées, les campagnes de plaidoyer menées par divers groupes de la société civile ont servi à sensibiliser l'opinion publique aux risques sanitaires liés aux mutilations génitales féminines/à l'excision, mais cette pratique reste profondément ancrée dans la culture guinéenne. Pour remédier à cette situation, les personnes interrogées ont déclaré qu'il faut des efforts plus coordonnés à la base pour éduquer les leaders communautaires et les familles, qui peuvent dénoncer cette pratique. Enfin, certaines femmes interrogées ont relevé avec insistance que les mutilations génitales féminines/l'excision sont maintenant pratiquées clandestinement dans certaines communautés, par crainte d'arrestation et de répression par le gouvernement. Cette situation comporte également un risque connexe accru, dans la mesure où les personnes concernées sont plus réticentes à consulter un médecin ou un agent de santé en cas de problème pendant ou immédiatement après l'intervention. D'autres femmes interrogées, en particulier dans les régions de Mamou et de Labé, ont indiqué que les mutilations génitales féminines/l'excision sont encore pratiquées ouvertement et que les campagnes prônant son interdiction sont considérées comme principalement d'instigation étrangère et non représentatives des normes sociales et culturelles traditionnelles guinéennes.

Le mariage précoce est également courant dans le pays – selon l'Enquête démographique et sanitaire de 2012, l'âge médian de mariage était de 17,1 ans⁸⁹ et 51,7 % des femmes âgées de 20 à 24 ans se sont mariées avant l'âge de 18 ans.⁹⁰ Lors des entretiens sur le terrain, il a été confirmé que les pratiques de mariage précoce persistent en

⁸⁵ « Rapport sur les droits de l'homme 2016 de la Guinée », Département d'État des États-Unis

⁸⁶ « Les mutilations génitales féminines en Guinée en hausse - Zeid », Bureau du Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies, avril 2016

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Ibid.

⁸⁹ « Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDS-MICS 2012) » ICF International, novembre 2013.

⁹⁰ « Les femmes qui ont été mariées pour la première fois à 18 ans (% de femmes âgées de 20 à 24 ans), Banque mondiale

Guinée, en particulier dans les zones rurales. Souvent, les familles démunies consentent au mariage précoce de leurs filles afin d'alléger le fardeau financier pesant sur le ménage. D'autres personnes interrogées ont fait observer que les normes traditionnelles concernant le mariage précoce et l'éducation des familles nombreuses y jouent également un rôle. La pratique du mariage précoce implique également que moins de filles ont accès à l'éducation au-delà de l'enseignement primaire ou secondaire et que beaucoup d'entre elles continuent de courir le risque de mourir en couches suite aux complications liées à l'âge. À Mandiana, dans la région de Kankan, plusieurs groupes ont relaté l'histoire récente d'une jeune fille qui s'est suicidée plutôt que de se voir donnée en mariage par ses parents. D'autres personnes ont fait remarquer que le suicide pour éviter les mariages précoces peut être plus répandu qu'il n'est indiqué ou rapporté, car cela jetterait l'opprobre sur les familles. Certaines personnes interrogées ont estimé que la planification familiale et les campagnes de sensibilisation étaient inefficaces, et préconisent de faire plus pour s'assurer que les messages soient adaptés au contexte local, car beaucoup de ces messages ne sont pas présentés sous une forme facile à comprendre. D'autres personnes interrogées ont toutefois mentionné un programme de planification familiale mis en œuvre par une ONG internationale, Save the Children, à Mandiana, dans la région de Kankan, considéré comme très efficace et un modèle à reproduire dans d'autres parties du pays.

Les femmes restent également sous-représentées sur le plan politique en Guinée. Alors que le Code électoral guinéen prévoit que 30 % des candidats inscrits sur les listes de représentation proportionnelle doivent être des femmes, celles-ci ne représentaient que 22 % des députés à

l'Assemblée nationale en 2015.⁹¹ Les femmes occupaient également 15 % des postes ministériels et 24 % des postes dans l'administration publique au cours de la même période.⁹² Elles sont également sous-représentées au niveau local, en dépit des codes électoraux qui exigent qu'un tiers des sièges des conseils de district soit réservé aux femmes et qui prévoient que 30 % des candidats aux conseils communaux soient des femmes.⁹³ Dans le cadre des groupes de discussion et des entretiens avec les informateurs clés, il a été confirmé que les femmes et les jeunes restent sous-représentés dans la prise de décisions et aux postes politiques en Guinée, en particulier dans les collectivités rurales en dehors de la capitale. En dépit de la législation, les femmes et les filles se heurtent à des obstacles en termes d'accès à l'éducation et à une stigmatisation culturelle entourant la participation des femmes à la vie politique. Nombreux sont ceux qui ont participé aux groupes de discussion et aux entretiens avec les informateurs clés qui ont fait remarquer que la plupart des hommes s'opposent à l'implication des femmes en politique, estimant que leurs rôles traditionnels se confinent au foyer. Toutefois, un nombre croissant de femmes auraient été désignées à des postes nominatifs ou électifs, notamment en tant qu'adjointes au maire et chefs de district à Kankan, ainsi qu'à des postes ministériels à Conakry. Les personnes interrogées ont également noté que les femmes s'impliquent de plus en plus dans l'organisation des campagnes politiques, le vote et d'autres aspects de la vie des partis politiques. Certes, la participation et la contribution des femmes à la politique nationale tendent encore à avoir pour théâtre la capitale et les grands centres de population, plutôt que les zones rurales, mais la plupart des personnes interrogées estiment que la situation s'améliore progressivement, bien que des progrès bien plus importants restent à faire pour hisser le pays au

⁹¹ « Base de données sur les quotas de genre: Guinée », Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale

⁹² « Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes », Nations Unies, novembre 2014.

⁹³ « Base de données sur les quotas de genre: Guinée », Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale

même niveau que certains de ses voisins régionaux.

S'agissant du rôle des femmes dans l'économie, la majorité des Guinéennes interviennent dans le secteur informel, principalement dans la production et le commerce de produits agricoles. Les femmes ont un accès limité au crédit et aux services financiers⁹⁴ et le droit coutumier limite souvent leur capacité d'hériter de la terre.⁹⁵ Il subsiste également d'importantes disparités en matière d'éducation et d'alphabétisation – en 2015, le taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 ans et plus n'était que de 22,87 %, contre 38,09 % pour les hommes âgés de 15 ans et plus.⁹⁶ En raison de la prévalence des mariages précoces, le taux d'abandon scolaire chez les filles dans l'enseignement secondaire est très élevé.⁹⁷ Pendant les groupes de discussion et les entretiens avec les informateurs clés, aussi bien les femmes que les hommes ont relevé que l'économie était fortement tributaire de la contribution des femmes comme force de travail, bien que cela ne soit pas facile à mesurer ou à cerner, car elles interviennent principalement sur le marché informel. Les femmes font office de commerçantes tant à l'intérieur du pays qu'avec les pays voisins, où la porosité des frontières permet aux commerçants journaliers de passer assez régulièrement d'un pays à l'autre. Les femmes ont accès à des programmes de microcrédit, comme l'ont fait remarquer certaines personnes interrogées, et lorsque ces programmes étaient disponibles, ils ont pu aider les femmes à créer des entreprises ou à améliorer leur viabilité économique. La plupart des personnes interrogées ont toutefois indiqué que, de manière générale, les femmes continuent d'être confrontées à une discrimination généralisée en ce qui concerne l'accès au capital financier ou aux ressources. Il est vrai que les petits prêts et le microcrédit ont rendu

certaines femmes plus résilientes, mais il reste encore beaucoup à faire.

Une autre préoccupation majeure soulevée lors des entretiens à travers le pays est la question de l'héritage. À l'heure actuelle, bien que les codes juridique et civil formels offrent des protections aux femmes à bien des égards, aussi bien le système de justice formel et que le système de justice informel ne soutient pas les revendications des femmes en matière d'héritage. Selon le rapport de 2016 du Département d'État américain sur les droits de l'homme pour la Guinée, corroboré par des données supplémentaires de l'OCDE, les femmes en Guinée ne sont autorisées à détenir des droits fonciers que par un accord informel en vertu du droit traditionnel. Cet accord les autorise à travailler sur des terres appartenant à des parents et à percevoir un salaire, mais la propriété leur est déniée.⁹⁸ Les personnes interrogées ont confirmé que les pratiques traditionnelles en matière de propriété foncière fondées sur le droit religieux ou coutumier continuent de prévaloir dans toute la Guinée et que les femmes sont extrêmement vulnérables suite au décès de leur mari ou de membres de leur famille de sexe masculin, période où elles pourraient se retrouver sans abri. De plus, bien que le divorce soit légal, les personnes interrogées ont souligné qu'il favorise toujours les hommes, tant en ce qui concerne le partage des biens et des terres qui peuvent avoir été acquis dans le cadre du mariage qu'en ce qui concerne l'attribution de la garde légale des enfants au parent de sexe masculin ou à sa famille.

L'épidémie d'Ébola de 2014-2015 a eu un effet négatif disproportionné sur les femmes en Guinée, en particulier dans les zones rurales. Étant donné que les femmes jouent souvent un rôle de pourvoyeuse de soins dans la société guinéenne, elles ont été plus exposées au virus. Dans certaines régions touchées, les femmes

⁹⁴ « Profil Genre Guinée », Agence Française de Développement, août 2016.

⁹⁵ « Indice des institutions sociales et genre: Guinée », OCDE

⁹⁶ « Taux d'alphabétisation des femmes adultes (% de femmes âgées de 15 ans et plus) », Banque mondiale

⁹⁷ « Afrique pour les droits des femmes: Guinée Conakry », WikiGender

⁹⁸ « Rapport sur les droits de l'homme 2016 de la Guinée », Département d'État des États-Unis

représentaient jusqu'à 74 % des cas d'Ébola.⁹⁹ En outre, les femmes ont généralement des emplois économiques vulnérables – tels que l'agriculture et le commerce sur les marchés ou transfrontalier – qui ont été plus durement touchées par les quarantaines et les fermetures de frontières intervenues pendant l'épidémie.¹⁰⁰ Dans le cadre d'un groupe de discussion à Siguiri, les femmes ont signalé que les dispensaires manquent souvent d'électricité, d'équipement et de formation pour le personnel. Par conséquent, les patients doivent se rendre à Bamako, au Mali, ou à Conakry, la capitale, pour avoir accès aux soins de santé. Les participants à Conakry ont également confirmé que si les soins de santé sont largement accessibles dans la capitale et dans les grandes villes, il est difficile, voire impossible, pour les femmes de nombreuses zones rurales d'y accéder. Les personnes interrogées ont également indiqué que les soins de santé sont certes censés être gratuits selon la loi, mais l'on fait payer aux familles les instruments et les fournitures médicales utilisés pour les césariennes et les accouchements et souvent aussi pour d'autres fournitures de base. En outre, il y aurait très peu d'obstétriciens et de gynécologues disponibles dans le pays, ce à quoi beaucoup de femmes attribuent le taux élevé de mortalité maternelle, l'un des pires d'Afrique subsaharienne. À cette fin, le gouvernement a récemment distribué des trousseaux de césarienne aux centres de santé à travers le pays pour aider à

lutter contre le taux élevé de mortalité à la naissance.¹⁰¹ Les participants à la recherche ont également indiqué qu'il est nécessaire de renforcer la sensibilisation aux pratiques d'hygiène de base afin de prévenir les crises de santé publique, comme Ébola et d'autres épidémies évitables, étant donné que plusieurs protocoles adoptés pendant l'épidémie d'Ébola ont à présent été abandonnés.

Enfin, comme relevé plus haut, la violence domestique et la violence sexuelle sont monnaie courante dans l'ensemble du pays, en particulier dans les zones rurales, et elles sont rarement l'objet de poursuites, même si elles restent illégales. Selon les personnes interrogées au cours des travaux de recherche sur le terrain en Guinée, certaines femmes dans les zones rurales estiment que garder le silence sur la violence domestique aiderait à protéger leur mariage et à garder la famille soudée. D'autres femmes ont fait remarquer qu'elles ne dénoncent pas les agressions ou les abus sexuels de peur d'être humiliées ou stigmatisées par leur communauté, car on présume presque toujours que c'est la faute de la femme. Bien que les campagnes de sensibilisation et d'éveil des consciences sur le fléau de la violence domestique et des agressions sexuelles aient eu un impact dans les zones urbaines, selon un groupe de jeunes, elles n'ont guère prospéré en milieu rural.

⁹⁹ «Faire face à l'impact du virus Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone», Programme des Nations Unies pour le développement, janvier 2015.

¹⁰⁰ «Évaluation de l'impact de la maladie à virus Ebola en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone: le chemin du

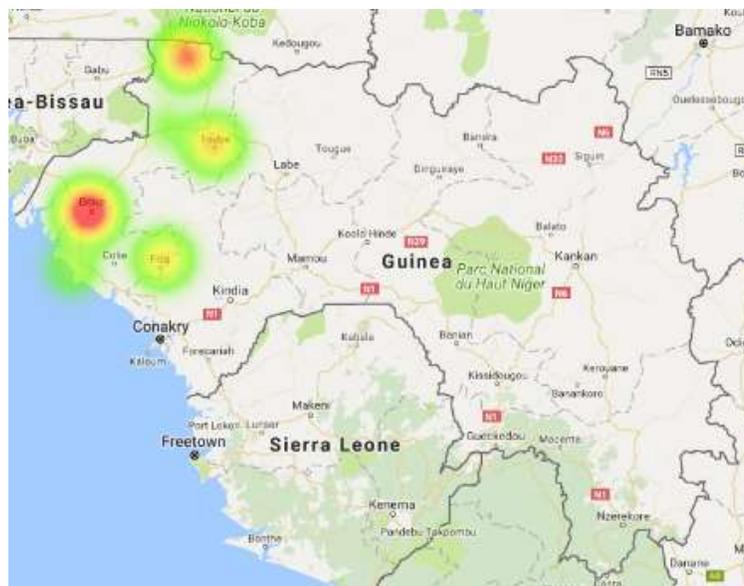
rétablissement», Programme des Nations Unies pour le développement, décembre 2014.

¹⁰¹ « Ministère de la Santé – Lancement de la Campagne de Distribution des Kits Sonu par le Ministre de la Santé », Gouvernement de la Guinée

Facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au niveau infranational : observations par région

Région de Boké

La région de Boké est située plus au nord-ouest de la Guinée, bordant la région de Labé à l'est et la région de Kindia au sud-est. Elle comptait 1 083 147 habitants lors du recensement de 2014.¹⁰² La région de Boké abrite 14 groupes ethniques différents et a des antécédents de tolérance interethnique et religieuse. Elle renferme également d'importants gisements de bauxite et abrite les deux plus grandes installations minières de la Guinée.



Vulnérabilités structurelles

- L'inflation
- La pauvreté
- Le chômage, en particulier chez les jeunes
- Le manque de confiance à l'égard du gouvernement et des politiciens
- L'instabilité politique
- Les perceptions de corruption et le manque de transparence au sein du gouvernement et du système judiciaire
- Le manque de services publics – notamment d'électricité et d'eau potable
- Le manque de sensibilisation ou d'intérêt pour une planification familiale efficace
- La non-application de la législation nationale protégeant les femmes et les enfants
- La dégradation de l'environnement, y compris la pollution et la déforestation
- L'accès limité aux soins de santé

¹⁰² "Prefectures of Guinea", Statoids

Risques induits par les événements

- Les grèves
- Les manifestations de protestation
- Les élections législatives de 2018 et l'élection présidentielle de 2020
- Les réformes constitutionnelles visant à proroger le mandat du président
- Les conflits liés à la propriété foncière

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- L'harmonie entre groupes ethniques et religieux
- La mise en place par le gouvernement d'un comité de crise pour fournir un mécanisme de règlement des griefs aux protestataires et aux manifestants potentiels
- Les réseaux d'OSC actifs, tels que *Boké Mou Kanama* (mouvement local de non-violence)
- Les responsables religieux et communautaires
- La formation aux modes alternatifs de résolution des conflits et l'application de ceux-ci
- L'efficacité et la transparence des initiatives des forces de sécurité et des services de police de proximité

Économie et ressources

L'exploitation minière, la culture de la noix de cajou, le commerce informel, la pêche et l'agriculture de subsistance sont les principales activités économiques dans la région de Boké. Les participants à la recherche sur le terrain ont indiqué que la pauvreté, les taux de chômage élevés et l'inflation constituaient les principales vulnérabilités économiques. Lors d'un EIC, un responsable de la société civile a déclaré qu'il y a eu une hausse des prix des produits parce qu'il n'existe pas de réglementation du marché. Les participantes aux groupes de discussion avec les femmes ont déclaré que le coût de la vie dans la région a augmenté du fait de la présence de nombreuses entreprises étrangères.

Bien que la région soit riche en ressources minérales, principalement en bauxite, les personnes interrogées ont fait remarquer que les sociétés minières embauchent principalement des personnes qui ne sont pas originaires de Boké, ce qui ne contribue guère à réduire le chômage dans la région. Au cours d'un entretien avec un informateur clé, un participant a relevé que les

jeunes n'ont pas la formation nécessaire pour postuler à des emplois dans le secteur minier et a mis l'accent sur le besoin de créer des centres de formation professionnelle.

Outre les défis en matière d'emploi, les participants aux EIC et aux groupes de discussion (GD) ont soulevé des préoccupations relatives aux mesures prises par les sociétés minières, affirmant que ces dernières n'apportent que peu d'avantages économiques aux collectivités locales. Au cours d'un EIC, un responsable de la société civile a indiqué que les infrastructures routières déjà en mauvais état se sont davantage dégradées à cause l'augmentation du trafic de des camions de ces sociétés. Les personnes interrogées ont déclaré que l'exploitation minière a eu une incidence considérable sur l'environnement, citant à cet effet la pollution accrue de l'eau et la déforestation. Au cours d'un GD avec les hommes, un participant a déclaré que certains villages ne peuvent pas pratiquer l'agriculture à cause de la pollution. De plus, les participants à la recherche ont signalé des cas de détournement de fonds et

des perceptions de corruption entre les chefs de communauté et les sociétés minières.

Outre les préoccupations liées à l'exploitation minière, les personnes interrogées ont relevé le manque de services publics comme constituant une vulnérabilité majeure. Les participants à la recherche ont indiqué que l'électricité est rationnée de nuit et qu'il y a souvent des coupures. Le manque d'accès à l'eau potable est également une préoccupation majeure, dans la mesure où certaines sources d'eau ont été polluées par l'exploitation minière de la bauxite. Les personnes interrogées ont exprimé des opinions divergentes à propos de l'infrastructure routière. Un participant a indiqué qu'elle s'était améliorée du fait de l'activité minière dans la région. Plusieurs personnes interrogées ont toutefois relevé que, en dépit de l'évolution, la qualité des routes demeure médiocre.

La concurrence pour l'accès aux ressources foncières a également été citée comme étant l'une des principales vulnérabilités lors de la recherche sur le terrain. Au cours d'un EIC, un responsable de la société civile a déclaré que la mauvaise gestion des ressources naturelles avait contribué aux conflits liés à l'accès à la terre et à la propriété foncière. Au cours d'un GD avec les hommes, un participant a décrit en détail les causes fondamentales de ce conflit, déclarant que la propriété foncière était par le passé informelle, mais que les gens ont commencé à revendiquer la propriété. Les contrats fonciers seraient mal rédigés et souvent modifiés sans que les collectivités locales n'en soient informées. Les personnes interrogées ont également déclaré que l'achat de terres par les sociétés minières a exacerbé la concurrence pour l'accès aux ressources foncières. Les participants à la recherche ont signalé qu'il y a également eu de petits conflits au sujet de la distribution des ressources minières et des petites parcelles de terre.

Les personnes interrogées ont exprimé des points de vue mitigés à propos de l'accès au crédit. Au cours d'un EIC, un responsable de la société civile a déclaré que les jeunes n'ont pas accès au crédit et que seules les ONG ou les groupes bénéficient de ces programmes. Les participantes au GD avec les femmes ont fait remarquer que, bien qu'elles aient parfois accès à des programmes de microcrédit, les femmes ont besoin d'un soutien économique supplémentaire pour saisir les occasions de se faire de l'argent.

Population et démographie

Selon les participants, le manque de services sociaux et la croissance démographique constituent les vulnérabilités démographiques majeures de la région. En effet, les personnes interrogées ont relevé des lacunes du système de soins de santé, affirmant qu'il est inaccessible à certaines franges de la population en raison des coûts élevés et du manque de connaissance de l'existence des hôpitaux. La méningite et le paludisme sont fréquents dans la région. Au cours d'un EIC, un membre de la société civile a déclaré que les gens ont abandonné les bonnes pratiques d'hygiène qui empêchaient la propagation d'Ébola, créant ainsi les conditions pour la résurgence de l'épidémie.

En réponse à la forte croissance démographique, certaines femmes ont commencé à pratiquer la planification familiale grâce aux campagnes de sensibilisation, mais, pour des raisons culturelles, cette pratique n'est pas encore répandue. Un participant a attribué la forte croissance démographique à la présence accrue des sociétés minières dans la région et à l'afflux de jeunes travailleurs de sexe masculin.

Les participants à la recherche ont souligné que les groupes ethniques vivant à Boké cohabitent en toute harmonie, indiquant que cela est spécifique à la région. Il y a peu de conflits entre les groupes et les mariages entre personnes de différentes ethnies sont courants et considérés comme une

source de résilience. Au cours d'un EIC, un responsable de la société civile a également relevé qu'il n'y avait presque pas de tensions entre les communautés religieuses musulmanes et chrétiennes.

« Si les responsables politiques nous disent de ne pas organiser des manifestations de protestation, nous pourrions passer 20 ou 40 ans sans élections locales, si les populations ne protestent pas pour les exiger ».

- EIC avec un membre de la société civile

Les personnes interrogées ont également fait état de la prévalence de la violence basée sur le genre (VBG), indiquant que la Guinée dispose certes de lois visant à protéger les femmes, mais qu'elles ne sont cependant pas appliquées et la violence domestique continue d'être répandue. Les participants à la recherche ont également relevé que les populations continuent de pratiquer discrètement la mutilation génitale féminine et l'excision (MGF/E), malgré les lois interdisant cette pratique. Le mariage précoce a été mentionné comme un problème, mais les personnes interrogées ont déclaré qu'elles estimaient que le mariage précoce devenait moins courant dans la région que par le passé.

Politique et gouvernance

Au cours de la recherche sur le terrain, les personnes interrogées ont identifié les perceptions de corruption, de méfiance à l'égard du gouvernement et d'insatisfaction au sujet du non-respect par les politiciens de leurs promesses électorales comme étant des vulnérabilités politiques clés. Les participants à la recherche ont déclaré que la population de Boké a le sentiment que les politiciens ne viennent dans la région que pendant les élections pour faire des promesses, mais qu'ils sont par ailleurs négligés. Lors d'un EIC, un membre de la société civile a déclaré que la

protestation était le seul moyen pour la population locale d'attirer l'attention du gouvernement à Conakry.

Les personnes interrogées ont également évoqué des sentiments de frustration liés au manque d'élections locales, qui n'ont pas eu lieu depuis 2005. Au cours d'un EIC, un responsable de la société civile a fait part d'antécédents d'élections mal organisées et de préoccupations concernant le truquage et la manipulation des élections. Les participants à la recherche ont également indiqué que les personnes qui ne sont pas membres du parti au pouvoir, le Rassemblement du peuple guinéen (RPG), sont ignorées.

Alors que certaines régions de la Guinée ont enregistré des actes de violence après les élections de 2010 et de 2015, les personnes interrogées ont relevé qu'à Boké, les deux élections avaient été transparentes et s'étaient déroulées sans violence ni problèmes graves. Une personne interrogée a toutefois fait état d'un manque de confiance dans l'intégrité des élections et de la perception selon laquelle les élections sont facilement truquées et manipulées.

Les participants à la recherche ont souligné la préoccupation généralisée concernant un troisième mandat en 2020 du président Condé, qui a accédé au pouvoir après avoir remporté l'élection présidentielle en 2010. Actuellement, la constitution guinéenne n'autorise que deux mandats de cinq ans pour un président. De nombreuses personnes interrogées ont évoqué la possibilité de manifestations violentes ou d'un coup d'État militaire si le président cherchait à briguer un troisième mandat.

Les personnes interrogées ont indiqué que les femmes votent dans la région et ont récemment commencé à se présenter aux élections, en particulier au niveau local. Au cours d'un EIC, un responsable de la société civile a fait remarquer que les femmes sont certes impliquées en politique au niveau local à Boké, mais qu'elles ont

besoin d'un soutien pour aller plus loin.

Sécurité

Aux dires des personnes interrogées, la région de Boké est résiliente en matière de sécurité. Lors des EIC et des GD, les participants ont largement reconnu que les cas de banditisme sont rares dans la région et que d'autres facteurs de risque, tels que l'extrémisme violent et les abus commis par les forces de sécurité, ne sont pas répandus. Cependant, la possibilité que les protestations deviennent violentes et les mesures de répression des manifestants qui en ont résulté ont été les principales préoccupations sécuritaires qui se sont dégagées lors de la recherche sur le terrain. Au cours d'un EIC, un responsable de la société civile a évoqué une manifestation de grande envergure liée au manque d'eau, d'électricité et d'emplois pour les jeunes. Pendant la manifestation, certains participants ont commencé à lancer des pierres et les forces de sécurité ont riposté en tirant sur les manifestants, ce qui aurait fait au moins deux morts. Un participant à la recherche a fait observer que la région ne disposait pas d'agents de police de proximité en nombre suffisant, mais que cette lacune avait été comblée par des représentants de la police ou de la gendarmerie nationale. Les agents de police de proximité et de la gendarmerie nationale sont, dans l'ensemble, considérés comme professionnels et peu réputés pour les abus extrajudiciaires. Les organisations de jeunes et les groupes de services de police de proximité ont également contribué efficacement à la sécurité de la région en comblant les faiblesses là où la police et les forces de sécurité ne sont pas présentes ou ne sont pas à même de réagir à temps aux situations d'urgence ou à d'autres incidents.

État de droit

Selon les participants à la recherche, les perceptions d'impunité, de corruption et d'inefficacité au sein du système judiciaire formel sont des vulnérabilités clés. La séparation des

pouvoirs constitue également un sujet de préoccupation et, au cours d'un EIC, un responsable de la société civile a signalé que le pouvoir exécutif interférait dans le système judiciaire. Les participants à la recherche ont exprimé des opinions mitigées concernant d'autres aspects de la procédure judiciaire. Certaines personnes interrogées ont indiqué que les décisions de justice sont généralement respectées, mais que la procédure judiciaire est souvent longue et lente. Toutefois, au cours d'un autre GD, les personnes interrogées ont souligné que les décisions judiciaires ne sont pas respectées et qu'il y a eu une tendance de condamnations sans fondement. Pour cette raison, les populations préfèrent résoudre les conflits par l'intermédiaire des chefs de quartier et des chefs traditionnels avant de faire remonter les problèmes au niveau du système de justice officiel.

Le mauvais état du système carcéral a également fait l'objet de discussions au cours de la recherche sur le terrain. Les participants au GD avec les hommes ont déclaré que la région ne dispose pas d'une infrastructure pénitentiaire adéquate et que les évasions de prison sont fréquentes. En outre, les personnes interrogées ont fait état d'allégations de pots-de-vin versés aux forces de sécurité et aux agents pénitentiaires, afin d'obtenir la libération des criminels condamnés.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Au cours des EIC et des GD, plusieurs facteurs de résilience ont été identifiés à Boké. Comme indiqué plus haut, les chefs de communauté, les chefs religieux et les organisations de la société civile jouent un rôle important dans la mise en œuvre des modes alternatifs de résolution des conflits (MARC) pour régler les conflits potentiels. De plus, les chefs de communauté sont intervenus efficacement lors des manifestations de protestation pour prévenir la violence. De nombreuses personnes interrogées ont signalé une initiative du gouvernement qui a mis sur pied un comité de crise composé d'anciens leaders de

manifestations de protestation, dans le but d'offrir un mécanisme d'expression de griefs aux populations locales, afin qu'elles puissent exprimer leurs préoccupations avant de descendre dans la rue. En outre, le mouvement *Boké Mun Kanama* a été cité comme facteur de résilience. L'objectif du mouvement est d'accroître la prise de conscience de « la paix et la cohésion sociale » et de prévenir les actes de violence observés lors des précédentes manifestations de protestation. Les ONG et les ONG internationales ont également été citées comme facteurs de résilience. Par exemple, l'ONG internationale *Search for Common Ground* a travaillé avec des jeunes de Boké dans le cadre d'un programme populaire et couronné de succès à sensibiliser les populations de toute la région à la prévention des conflits liées aux activités

minières. Les ONG locales qui travaillent à des campagnes de sensibilisation axées sur la santé, la protection des femmes et des enfants et l'engagement non-violent ont également été cités comme ayant des effets très positifs. Enfin, la prévalence des mariages entre personnes de groupes ethniques et religieux différents a été relevée à maintes reprises comme un facteur de résilience, en particulier dans un pays où de nombreuses personnes estimaient que la manipulation politique des identités ethniques était un facteur de risque répandu et dangereux. Les membres des communautés et les chefs de communauté ont indiqué à plusieurs reprises que la riche histoire de tolérance interethnique a aidé à protéger la région en période de crises ou d'événements litigieux tels que les élections.

Région de Conakry

Conakry abrite la capitale du pays et en 2014, la ville comptait plus de 1,6 million d'habitants.¹⁰³ En tant que centre économique et politique du pays, Conakry présente des taux de pauvreté plus faibles et sa population a un meilleur accès aux soins de santé, à l'électricité et à l'eau potable par rapport aux autres régions du pays.¹⁰⁴ Bien que le pays soit majoritairement musulman, la région de Conakry abrite aussi bien des chrétiens que des musulmans.¹⁰⁵ Conakry est aussi considérée comme « ethniquement hétérogène »¹⁰⁶.



Vulnérabilités structurelles

- La pauvreté
- Le chômage, en particulier chez les jeunes
- La piètre qualité de l'infrastructure, notamment en matière d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins de santé
- Le manque de personnel dans les écoles et les établissements de santé
- La croissance urbaine rapide
- Le manque de système de gestion des déchets
- La sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décisions politiques
- La violence basée sur le genre, y compris la discrimination et la coercition sexuelle dont les femmes sont victimes sur le marché du travail
- La volatilité des prix
- Les conflits fonciers
- La polarisation ethnique en politique
- La criminalité
- La porosité des frontières
- La faible confiance dans la police et les forces de sécurité
- Le manque de ressources et de formation pour les forces de sécurité
- Le manque de ressources et de formation pour le système judiciaire
- Le faible niveau de confiance dans le système judiciaire, en raison des perceptions de corruption, d'impunité et de partialité

¹⁰³ "Conakry", Institut national de la statistique, Données ouvertes pour l'Afrique

¹⁰⁴ Ibid.

¹⁰⁵ « Guinée », Rapport sur les droits de l'homme, Département d'État des États-Unis

¹⁰⁶ « 2013 Rapport sur les droits de l'homme : Guinée », Département d'État des États-Unis, 2014

Risques induits par les événements	<ul style="list-style-type: none"> • Protests and strikes • 2018 legislative elections and 2020 presidential elections • Attempts to extend presidential mandate • Outbreak of disease • Les manifestations de protestation et les grèves • Les élections législatives de 2018 et l'élection présidentielle de 2020 • Les tentatives de prorogation du mandat présidentiel • La résurgence de l'épidémie
Facteurs de résilience sociale/institutionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Les organisations de la société civile, y compris les ONG et les groupes de femmes et de jeunes • Les chefs traditionnels et les leaders d'opinion locaux (comme les griots) • Le « cousinage à plaisanterie » et les pactes communautaires • Les comités locaux de paix • Les initiatives axées sur l'éducation civique et la citoyenneté

Économie et ressources

En tant que la capitale nationale et la plus grande ville de la Guinée, l'économie de la région de Conakry repose en grande partie sur le petit commerce, le transport maritime et la manufacture plutôt que sur l'agriculture. Les principales vulnérabilités économiques de la région de Conakry sont la pauvreté généralisée - plus d'un quart de la population vivait en dessous du seuil de pauvreté en 2012¹⁰⁷ - et la piètre qualité des infrastructures, y compris les routes, l'eau potable et l'assainissement. Un participant a également fait remarquer que la Guinée ne dispose pas de chemin de fer, ce qui constitue une entrave pour le commerce et l'économie de façon générale. Les participants ont également exprimé des inquiétudes en ce qui concerne la volatilité des prix, indiquant qu'il n'y a pas de contrôle des prix au niveau gouvernemental, de sorte que les prix flambent rapidement même pour les produits alimentaires de base tels que le riz.

De nombreux participants ont estimé que la pauvreté à Conakry était en partie due à une

mauvaise affectation des ressources financières et naturelles. Si certaines personnes interrogées ont relevé que l'exploitation des ressources disponibles a eu un impact négatif sur la santé, l'environnement et l'économie, d'autres en revanche avaient l'impression que les profits étaient utilisés à mauvais escient. Beaucoup d'entre eux ont fait part de leur frustration, citant la perception selon laquelle les responsables gouvernementaux et certains chefs religieux dépensaient excessivement ou utilisaient les fonds à des fins personnelles.

Les personnes interrogées ont également mentionné les conflits fréquents liés à la terre dans la région de Conakry, induits par la croissance urbaine rapide. Nombreux étaient ceux qui estimaient que le processus d'obtention d'un titre foncier n'était pas clair ou connu, ce qui augmentait les risques d'affrontements liés à la propriété foncière. Un groupe de discussion a débattu de la façon dont les terres sont parfois revendiquées par la communauté, ce qui peut créer des problèmes entre les membres de la communauté lorsqu'on découvre des ressources

¹⁰⁷ « Base de données socio-économiques de Guinée, 1983-2012 », Institut national de la statistique, Données ouvertes pour l'Afrique

sur les terres en question ou lorsqu'on paie des droits pour exploiter les terres.

Selon les participants au groupe de discussion (GD) incluant les jeunes, les initiatives de microfinance sont largement inefficaces. Ils ont déclaré à cet effet qu'il y avait à la fois un manque d'information sur la possibilité de recourir à la microfinance et une faible accessibilité pour ceux qui en avaient besoin. Certains participants ont indiqué que les banques et les institutions financières n'étaient pas motivées pour participer en raison d'un risque élevé de non-remboursement et quand elles octroyaient des prêts, les intérêts sur le remboursement étaient élevés.

Population et démographie

Les principales vulnérabilités de la région de Conakry sont le manque d'infrastructures et de services sociaux, y compris un accès insuffisant aux soins de santé et à l'éducation, les divisions entre les groupes ethniques et la croissance urbaine rapide. Les participants ont fait remarquer que l'urbanisation a déjà entraîné le surpeuplement de certaines zones et des difficultés d'accès. De nombreux participants ont également relevé l'insuffisance des infrastructures, y compris un accès limité à l'eau et un assainissement de piètre qualité. Bien qu'un participant ait indiqué que la disponibilité de l'électricité s'améliorait avec la construction du barrage de Kaleta en 2015, les participants ont également mentionné des zones où les résidents disposent de robinets, mais pas d'eau courante. Une personne interrogée a également relevé qu'un dépotoir en service depuis les années 80 s'était récemment effondré sur les habitations voisines. Des pluies torrentielles ont été à l'origine de cet effondrement le 22 août 2017. Huit personnes ont perdu la vie dans l'incident et les ordures de la décharge ont détruit de nombreuses maisons construites à la base.¹⁰⁸

¹⁰⁸ «La coulée de boue au dépotoir de Guinée tue au moins huit personnes», Samb, S., Reuters, août 2017.

Les participants ont également estimé que les divisions entre les groupes ethniques de la région de Conakry s'accroissaient. Plusieurs d'entre eux ont relevé la manière dont les affiliations politiques reposent sur des bases ethniques, ce qui exacerbe les tensions. Un participant a également indiqué avoir entendu différentes ethnies être utilisées dans différents hôpitaux ou sur différentes chaînes de radio qui utilisent d'habitude une ethnie. Il avait le sentiment que cela dénotait des divisions croissantes entre les groupes ethniques de la région.

Le système de soins de santé a également été cité au nombre des vulnérabilités, un participant indique qu'il n'y avait que deux hôpitaux pour desservir toute une population à croissance rapide. Les participants se sont dits préoccupés par le fait que les bonnes pratiques d'hygiène instaurées pendant la crise d'Ébola aient été abandonnées. Beaucoup d'entre eux ont fait remarquer que la planification familiale est rarement pratiquée en raison de la stigmatisation sociale dont elle fait l'objet. Certaines des personnes interrogées ont indiqué que de nombreux hommes ne sont pas favorables à la planification familiale, de sorte que leurs épouses ne participent pas aux programmes de planification familiale ou la pratiquent en secret. Les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF), ainsi que le mariage précoce, seraient encore largement pratiquées dans cette région. Les participantes au GD avec les femmes ont noté que les MGF/ peuvent apporter des ressources financières et matérielles aux familles grâce aux dons des parrains et que cette pratique est considérée comme une tradition culturelle importante, ce qui entrave les efforts visant à la bannir. Certes les MGF ont été interdites par le gouvernement guinéen, mais certains participants ont relevé que les préfets et les juges sont parfois menacés de mort par sorcellerie en cas d'ingérence.

La situation des femmes est également considérée comme une vulnérabilité dans la région de Conakry. À cet effet, les participants ont cité les disparités entre les sexes en matière de scolarisation et ont déclaré que les filles étaient susceptibles d'abandonner l'école du fait de la pauvreté. D'autres participants ont indiqué que les femmes et les jeunes sont peu représentés en politique. Par ailleurs, les femmes de cette région continuent d'être confrontées à la violence basée sur le genre et de nombreux participants ont cité des cas où les femmes sont victimes de coercition sexuelle et de harcèlement en politique ou sur le marché du travail. Une femme d'un groupe de discussion a partagé ce qui suit : « Ma fille a terminé ses études cette année. Je l'ai envoyée faire un stage et le monsieur a demandé à ma fille de coucher avec lui, déclarant que c'était à prendre ou à laisser. Je lui ai donné une paire de gifles. »

Politique et gouvernance

Comme indiqué plus haut, la polarisation ethnique a été identifiée comme l'une des principales préoccupations politiques dans la région de Conakry. Les nominations politiques, de même que l'affiliation à un parti, seraient fondées sur des considérations ethniques plutôt que sur des programmes politiques ou des qualifications personnelles. Une personne interrogée a souligné que les identités ethniques et politiques ont supplanté l'identité nationale guinéenne et a appelé à davantage d'efforts d'éducation civique pour encourager la cohésion sociale et informer les populations locales de leurs droits et devoirs. Outre les préoccupations suscitées par la polarisation ethnique croissante, les principales questions politiques qui se posent dans la région de Conakry tiennent à la mauvaise application des accords politiques – en particulier le retard accusé dans l'organisation des élections locales – et les tensions liées à l'éventualité d'un troisième mandat du président Condé. Les personnes interrogées ont attribué la non-application des accords à un manque de volonté politique et au non-respect des accords. Certes, certains

participants ont relevé que les partisans du RPG avaient des opinions mitigées par rapport à l'idée d'un troisième mandat, mais toutes les personnes interrogées ont convenu que les tentatives de réforme de la Constitution pourraient accroître les tensions et conduire à la violence avant l'élection présidentielle de 2020. Nombreux sont ceux qui ont également reconnu qu'il y avait un risque de coup d'État militaire si le débat sur un troisième mandat entraînait l'insécurité.

Les femmes et les jeunes seraient sous-représentés dans la prise de décisions politiques, souvent du fait des contraintes et des attentes sociales. Les participants au GD avec les jeunes ont indiqué que le gouvernement actuel a nommé plusieurs jeunes ministres, initiative dont ils se sont réjouis.

« Les conditions des hommes et des femmes sont nettement différentes. À cause des coutumes, les femmes sont désavantagées et reléguées au second plan. Les femmes sont peu représentées dans les organes de prise de décision. »

- EIC avec un chef religieux à Conakry

Enfin, les groupes de la société civile ont été identifiés comme jouant un rôle important dans le plaidoyer et l'alerte précoce, ainsi que dans l'apaisement des tensions et le règlement des différends. Toutefois, plusieurs des personnes interrogées ont fait remarquer que la société civile est souvent divisée et a besoin d'un soutien et d'un financement plus importants pour jouer pleinement son rôle. Les membres du groupe de discussion avec les jeunes se sont également dits préoccupés par le fait que la presse et les médias peuvent parfois jouer un rôle dans l'exacerbation des tensions et ont recommandé la formation ainsi que le renforcement des capacités des journalistes.

Sécurité

Au nombre des principales préoccupations en matière de sécurité dans la région de Conakry, figurent le banditisme et la criminalité, comme le vol de motocyclettes, les conflits fonciers et les manifestations politiques violentes ainsi que les grèves. Le terrorisme et l'extrémisme violent n'ont pas été identifiés comme une menace immédiate, bien que les personnes interrogées se soient déclarées préoccupées par le risque d'un futur attentat terroriste en raison de la porosité des frontières du pays, de la participation des forces guinéennes aux opérations antiterroristes et de la vulnérabilité des jeunes vis-à-vis au radicalisme découlant de la pauvreté et du chômage. Deux personnes interrogées à Conakry ont également signalé qu'il y a eu des assassinats et des disparitions de personnes très en vue, notamment des journalistes, des avocats et des militants des droits de l'homme.

Les participants à la recherche ont relevé des tensions et une méfiance entre les forces de sécurité et les populations locales, lesquelles sont dues principalement à la corruption perçue au sein des forces de sécurité. Il semblerait que celles-ci soient en sous-effectif et manquent de ressources, ce qui contribue à la corruption et perpétue les mauvaises pratiques de recrutement. Les participantes au groupe de discussion (GD) avec les femmes ont également souligné la nécessité de recruter davantage de femmes, afin de renforcer la confiance dans les forces de sécurité, en particulier lorsqu'il s'agit de signaler les cas de viol et d'agression sexuelle. Comme l'a déclaré une femme : « Les femmes doivent faire partie de ces forces de police pour encourager les victimes, souvent des femmes, à venir porter plainte. Les hommes ont tendance à croire que les femmes sont complices des viols du fait de leur habillement. »

Les personnes interrogées lors de la recherche sur le terrain ont exprimé des opinions mitigées quant au succès des récentes initiatives de réforme du

secteur de la sécurité (RSS) dans la région. Les participants au GD avec les jeunes ont souligné les améliorations dans le comportement des forces de sécurité, indiquant qu'aujourd'hui « il est rare de rencontrer des militaires armés dans la rue ». D'autres ont toutefois laissé entendre que l'application de la RSS était incomplète ou n'avait pas été efficace.

État de droit

En tant que capitale, Conakry dispose de plus d'infrastructures judiciaires (y compris les tribunaux et les prisons) que les autres régions du pays, mais le fonctionnement du système judiciaire continuerait d'être entravé par le manque de ressources matérielles et de personnel de justice. De plus, les participants à la recherche ont relevé une méfiance généralisée à l'égard du système judiciaire en raison du manque d'accès des communautés démunies à ce système et des perceptions de corruption, d'impunité et de parti pris en faveur des personnes aisées. Plusieurs des personnes interrogées ont également indiqué que les protections constitutionnelles et les lois sont constamment violées ou peu appliquées, citant des cas d'arrestations arbitraires et de détentions prolongées, et ont fait part de préoccupations concernant l'ingérence de l'exécutif dans le système judiciaire.

Du fait de ce manque de confiance, de nombreuses personnes interrogées ont indiqué que les populations locales préfèrent régler les différends en ayant recours à des mécanismes alternatifs, tels que la médiation par des groupes de la société civile ou des chefs religieux. Cette méfiance a également contribué à des cas de justice populaire, qui seraient légion dans la région de Conakry.

Plusieurs personnes interrogées ont également souligné la nécessité d'améliorer le système pénitentiaire, notamment en construisant des prisons modernes, en améliorant la formation du personnel et en décentralisant les prisons vers les

zones rurales. Toutefois, il a été relevé que la construction de prisons est entravée par un mythe populaire selon lequel « celui qui construit une prison finira à l'intérieur d'une cellule ».

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Les participants à la recherche ont mis en exergue plusieurs facteurs clés de résilience sociale et institutionnelle dans la région de Conakry. Les groupes de la société civile – y compris les ONG locales et internationales, les groupes de jeunes et les comités locaux pour la paix – ont été identifiés comme jouant un rôle clé dans la consolidation de la paix, le règlement des différends et la sensibilisation aux questions telles que les droits des femmes. Les participants ont notamment cité le travail du Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP), de Search for Common Ground (SFCG), de la Plateforme nationale des citoyens unis pour le développement (PCUD) et du Centre africain de formation pour le développement et de la consolidation de la paix. Une personne interrogée a également indiqué

qu'une ONG dénommée Baïonnette intelligente (BI) travaille avec des jeunes à Conakry pour assurer des formations sur la consolidation de la paix et les méthodes de protestation non violentes.

Les participants ont également souligné le rôle important joué par les notables, les chefs religieux et les chefs traditionnels des communautés (tels que les griots) dans le règlement des différends. Une des personnes interrogées a souligné que les notables de Conakry sensibilisent les jeunes sur les manifestations de protestation. Le « cousinage à plaisanterie », les comités locaux pour la paix et les pactes entre communautés ont également été cités comme modes alternatifs de résolution des conflits.

Pour finir, les initiatives axées sur l'éducation civique et la citoyenneté ont été identifiées comme étant bénéfiques pour la cohésion sociale, l'identité nationale et la promotion d'élections pacifiques. Une personne interrogée a fait particulièrement mention de l'instauration d'une Semaine de la citoyenneté.

Région de Faranah

Située dans le centre-est du pays, la région de Faranah, qui comprend les préfectures de Dabola, de Dinguiraye, de Faranah et de Kissidougou, compte plus de 900 000 Guinéens. Les Kissi, les Malinké, les Fula et les Loma, qui sont les principaux groupes ethniques de la région, s'adonnent essentiellement à l'agriculture, à l'exploitation minière, au commerce, à la pêche et à l'élevage comme activités économiques principales.



Vulnérabilités structurelles

- La prestation limitée de services publics, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la sécurité et de la santé
- L'équipement inadéquat des administrations préfectorales
- Le manque de confiance dans le système judiciaire du fait des perceptions de corruption, de partialité, d'impunité et d'inégalité d'accès
- Le mécontentement politique dû aux perceptions de promesses politiques non tenues et à la manipulation des jeunes
- Les retards accusés dans l'organisation des élections locales
- La polarisation ethnique en politique
- La sous-représentation des femmes et des jeunes en politique
- La répartition inéquitable des ressources et des bénéfices
- L'insuffisance de l'infrastructure routière
- La volatilité des prix
- La dégradation de l'environnement due à l'exploitation minière
- La concurrence pour l'accès à la terre et aux ressources
- L'exploitation des enfants dans le secteur minier
- La violence basée sur le genre : la prostitution, le viol, la violence domestique, le mariage précoce, les MGF
- Les conflits fonciers, en particulier ceux qui touchent les femmes
- Les affrontements entre éleveurs et agriculteurs
- Le banditisme à main armée, les attaques sur les routes

Risques induits par les événements

- Les tentatives de prorogation du mandat présidentiel
- Les élections législatives de 2018 et l'élection présidentielle de 2020
- Les protestations et les manifestations

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- Les ONG et les organisations de la société civile, y compris les groupes de femmes et de jeunes
- Les chefs traditionnels et religieux
- Les initiatives de microfinance
- Le service forestier et les gardes des eaux et forêts
- Les monuments de la paix
- Les comités d'urgence sanitaire
- Les radios de proximité et les médias communautaires
- Les groupes de chasseurs
- Les cadres de consultation des jeunes

Économie et ressources

L'économie de la région de Faranah est largement tributaire de l'exploitation minière (minerai d'or et de fer), de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche et du commerce informel. Le chômage des jeunes, la répartition inéquitable des ressources, la piètre qualité de l'infrastructure routière et la volatilité des prix ont été identifiés par les participants à la recherche comme des vulnérabilités économiques clés de la région. Les personnes interrogées ont déclaré qu'il y a de fortes variations des prix sur le marché en fonction des saisons, ce qui affecte particulièrement les populations démunies, et que le commerce est entravé par le mauvais état des routes.

Les personnes interrogées ont également mentionné les impacts des sociétés minières dans la région, indiquant que des effets négatifs ont été enregistrés, notamment des conflits fonciers, l'augmentation du coût de la vie dans les environs des sites miniers et la dégradation de l'environnement. Les participants ont cité la déforestation rapide et la pollution comme préoccupations principales. De plus, les personnes interrogées ont indiqué que les sociétés minières ne sont pas disposées à respecter les codes miniers et que les fonds de ces sociétés destinés à des projets de développement communautaire sont souvent détournés du fait de la corruption. Par ailleurs, les participantes au groupe de discussion (GD) avec les femmes à Dinguiraye ont déclaré que les compagnies minières n'ont pas fait grand-

chose pour réduire le chômage, parce qu'elles embauchent principalement des étrangers venant de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Burkina Faso ou des travailleurs d'autres régions de la Guinée. Ils ont également fait remarquer que la présence des sociétés minières a accru le taux d'abandon scolaire, les jeunes quittant l'école pour aller travailler dans les mines. La fermeture de mines peut également avoir une incidence sur les communautés ; par exemple, le GD avec les hommes à Faranah a rapporté que la fermeture d'une mine de minerai de fer à Kalia a eu des répercussions économiques négatives en aggravant le chômage et en mettant fin aux projets de développement. Ces problèmes ont contribué aux frustrations des populations locales et accru le risque de confrontations entre les sociétés minières et les populations locales.

Outre la déforestation et de la dégradation de l'environnement causées par l'exploitation minière et d'autres activités humaines (telles que la production de charbon de bois), les participants à la recherche ont indiqué que la région a connu une baisse de la pluviométrie. Une personne interrogée à Dinguiraye a indiqué que : « Les sources d'eau sont en train de disparaître. Les gens creusent même dans le lit de la rivière. Les hippopotames sont coincés dans la rivière et ne peuvent pas se déplacer pour accéder au riz. »

La mauvaise gestion des ressources était une préoccupation généralisée et il a été fait cas de conflits fonciers ainsi que de conflits liés aux

ressources, tant entre éleveurs et agriculteurs qu'entre individus et communautés dans le cadre des conflits frontaliers. Une personne interrogée a cité l'exemple d'un différend entre deux villages pour savoir quelle communauté bénéficierait des droits sur un pylône de réseau nouvellement installé par Orange.

Les banques formelles étant en nombre réduit et l'accès au crédit également limité dans la région de Faranah, les initiatives de microfinance ont joué un rôle important. En effet, les personnes interrogées ont notamment identifié les programmes de la Mutuelle financière pour les femmes d'Afrique (MUFFA), de Plan Guinée et de l'Union pour le développement économique et social de Kissidougou (UDESKI). Cependant, les attitudes à l'égard du système de microfinancement étaient mitigées chez les participants à la recherche. Alors que certaines personnes interrogées ont identifié les programmes de microfinance comme un facteur de résilience, d'autres intervenants ont présenté ces programmes comme étant inefficaces, citant l'accès limité au crédit, les taux d'intérêt élevés, les courts délais de remboursement, l'absence de programmes de microfinance axés sur les jeunes et la corruption comme des facteurs minant le système.

Population et démographie

Les principales vulnérabilités démographiques de Faranah sont le chômage des jeunes, le manque de services sociaux, y compris des systèmes de santé et d'éducation inadéquats et la polarisation ethnique pendant les élections. La forte croissance démographique due à l'absence de planification familiale et la forte population de jeunes ont également été citées comme des vulnérabilités lors de la recherche sur le terrain.

Les participants à la recherche ont évoqué les divisions ethniques, affirmant que les groupes ethniques de la région ont coexisté pacifiquement par le passé, mais que les dissensions découlant de la dernière élection avaient créé des tensions

entre les groupes ethniques peulhs et malinkés. Dans le cadre du GD avec les femmes, les participantes ont relevé une diminution du nombre de mariages entre les groupes ethniques depuis l'élection de 2010.

Des épisodes récurrents d'antagonisme et de tensions entre agriculteurs et éleveurs ont constitué des facteurs de risque majeurs pour la cohésion sociale dans la région de Faranah. Toutefois, dans certains cas, les notables ont encore une fois été cités comme des facteurs de résilience. Les conflits fonciers dus à la méconnaissance des droits de succession et à la mauvaise gestion du cadastre ont également été signalés comme étant des vulnérabilités.

Les participants à la recherche ont indiqué que la planification familiale n'est pas très répandue dans la région de Faranah, car elle est considérée comme un tabou culturel et religieux et est cachée aux hommes. Toutefois, certains participants ont noté qu'il y avait une acceptation croissante de la planification familiale grâce aux campagnes de sensibilisation et d'éveil des consciences menées par les ONG et les radios communautaires. D'autres participants ont souligné que l'insécurité alimentaire croissante a conduit à une plus grande acceptation de la planification familiale, car les familles craignent de ne pouvoir subvenir aux besoins de plusieurs enfants.

Bien que les MGF soient illégaux dans le pays, les participants à la recherche ont signalé que cette pratique a toujours cours en secret. Toutefois, des organisations telles que l'Union musulmane et le Groupe biblique des chrétiens, qui luttent contre les pratiques de MGF, ont été identifiées comme des structures de résilience. La violence basée sur le genre, comme la violence domestique, le viol et la marginalisation des femmes en matière d'héritage de terres, ont également été identifiés comme des vulnérabilités clés. Au cours d'un EIC, un participant a fait remarquer que même si les taux de mariages précoces ont diminué, ils demeurent cependant préoccupants dans les zones rurales.

Les personnes interrogées ont cité le chômage des jeunes et leur sous-représentation aux postes décisionnels comme principales vulnérabilités. Les participants à la recherche se sont également dits préoccupés par le fait que les jeunes soient facilement manipulés pendant le processus politique.

Le système de soins de santé a également été mentionné comme un point de vulnérabilité. En effet, les participants à la recherche ont mentionné l'insuffisance des ressources, la circulation des médicaments périmés et les prix exorbitants des médicaments comme problèmes clés. De plus, les hôpitaux manquent d'équipements spécialisés et de personnel qualifié. Par ailleurs, les personnes interrogées se sont dites préoccupées par l'abandon des pratiques de prévention de l'Ébola dans certaines localités. Elles ont également signalé la mauvaise gestion du système d'enlèvement et d'élimination des ordures et la mauvaise organisation du système d'assainissement. Bien que les groupes d'assainissement composés de femmes aient été considérés comme des sources de résilience, les personnes interrogées ont noté que le manque de soutien et le détournement des ressources à des fins personnelles par les autorités ont amoindri leur impact.

Politique et gouvernance

Comme dans d'autres régions du pays, la polarisation ethnique en politique constitue une préoccupation croissante dans la région de Faranah, en particulier avant les élections législatives de 2018 et l'élection présidentielle de 2020. Certains participants à la recherche ont relevé un sentiment d'exacerbation de l'ethnocentrisme en politique depuis les élections de 2010 et ont exprimé des inquiétudes quant au risque de violence fondée sur les lignes ethniques à l'approche des prochaines élections. Certains participants ont indiqué que ces tensions ont une incidence sur les interactions quotidiennes. À cet effet, un responsable de la société civile à Faranah

a déclaré que : « Les Peuhls sont mécontents du régime actuel. On peut le voir au niveau du marché. Quand vous voulez acheter quelque chose, il vaut mieux s'adresser au vendeur en Peulh. Sinon, il peut augmenter le prix. » L'éducation civique, le dialogue politique et la formation à la non-violence ont été identifiés comme des mesures nécessaires pour prévenir la violence.

La question du truquage des votes et d'autres formes de mauvaises pratiques électorales ont été évoquées au cours d'un GD avec des dirigeants communautaires de Dinguiraye comme facteurs sapant l'intégrité des élections en Guinée et la légitimité des autorités politiques. Les participants ont souligné que les résultats définitifs déclarés par la Commission électorale sont souvent gonflés et ne reflètent pas les résultats des bureaux de vote.

En outre, de nombreux participants à la recherche ont souligné le sentiment de désillusion et d'insatisfaction des populations locales vis-à-vis de la politique, sentiment découlant de l'impossibilité perçue de tenir les promesses électorales, des rapports de corruption et de la non-application des accords politiques. Les personnes interrogées ont également fait part d'opinions mitigées en ce qui concerne la probabilité et la validité d'un troisième mandat du président Condé ainsi que la possibilité d'un coup d'État militaire, mais ont indiqué que le débat contribue à accroître les tensions dans la région. Le retard accusé dans l'organisation des élections locales a également été une préoccupation majeure et certaines personnes interrogées ont déclaré que ce retard entachait la légitimité des dirigeants locaux. Comme l'a déclaré une femme leader à Kissidougou : « À mon avis, les élections communales ont été retardées trop longtemps. Les anciens chefs ne sont plus des dirigeants, leur mandat étant épuisé. D'autres sont fatigués et ne peuvent plus répondre aux besoins. »

Malgré ces préoccupations, plusieurs des personnes interrogées ont souligné quelques exemples d'améliorations en matière de

gouvernance, se traduisant notamment par un meilleur partage de l'information, la liberté d'expression et la transparence. Deux personnes interrogées à Kissidougou ont également relevé la mise en place dans la préfecture des comités de surveillance de la bonne gouvernance appuyés par le PNUD.

« Lorsque l'État s'approche des élections, il réalise à quelle enseigne les populations sont déçues et qu'ils vont perdre leurs fiefs – même les fonctionnaires du régime sont déçus. »

- GD avec les hommes à Dinguiraye

Les femmes continuent d'être sous-représentées en politique et dans la prise de décisions dans la région de Faranah, bien que les participants à Dinguiraye aient fait remarquer que le dernier chef du conseil communal et un ancien maire étaient des femmes. Les femmes seraient également engagées dans des activités au sein des partis politiques et occupent souvent des postes dans les bureaux des femmes de ces partis. Certains participants ont souligné que les jeunes sont largement exclus de la prise de décisions (bien qu'ils soient souvent impliqués dans des manifestations politiques), ce qui a contribué à un sentiment d'être laissées pour compte en politique.

Enfin, les participants à la recherche ont indiqué que la société civile est impliquée dans la sensibilisation et joue un rôle de veille auprès du gouvernement, mais qu'elle manque de ressources et de soutien adéquats.

Sécurité

Bien que les participants aient indiqué qu'il n'y avait pas eu de cas d'extrémisme violent à Faranah, ils ont relevé que la porosité des frontières et la complicité des forces de sécurité dans la mauvaise gestion du contrôle des

frontières constituaient les principales vulnérabilités. La circulation des armes légères et de petit calibre (ALPC), la recrudescence du banditisme sur les routes et les attaques armées ont également été citées parmi les principales

« Si vous tuez quelqu'un, vous payez juste un peu d'argent et on vous laisse partir libre. »

- GD avec les hommes à Dinguiraye

préoccupations en matière de sécurité. Toutefois, certains participants ont noté que l'obligation d'enregistrer les armes auprès du Service des eaux et forêts a servi de contre-mesures pour parer aux risques que représentent les armes légères et de petit calibre.

Les personnes interrogées ont déclaré que les forces de sécurité dans la région ne sont pas bien dotées en personnel et disposent de ressources insuffisantes, ce qui a amené de nombreux agents à préférer les postes de police à Conakry. Au cours d'un EIC, un participant a déclaré que la population locale perçoit les forces de sécurité comme étant négligentes et corrompues. En outre, en raison du manque de personnel, les cas de banditisme et de vols à main armée se sont accrus dans la région. Plusieurs personnes interrogées ont déclaré que des actes de banditisme à main armée se produisent à proximité des postes de police et que, même dans ce cas, les forces de sécurité n'interviennent pas. Les participants à la recherche ont déclaré que lorsque les auteurs sont arrêtés ils sont souvent libérés sans conséquence en raison de l'impunité.

État de droit

La méfiance à l'égard du système judiciaire est fréquente dans la région de Faranah, en raison des perceptions de corruption, d'impunité, de partialité en faveur des riches et d'inégalité d'accès au système. Certaines personnes interrogées ont relevé que les sentences sont mal appliquées et que les délais de traitement sont lents. L'une des

personnes interrogées a souligné que le manque de ressources matérielles allouées aux tribunaux et aux forces de sécurité entravait leur efficacité, mais d'autres personnes interrogées ont indiqué que les juges figuraient parmi les agents les mieux rémunérés de la fonction publique.

Ce manque de confiance à l'égard du système judiciaire a contribué au phénomène de la justice populaire et à la préférence pour des modes alternatifs de résolution des conflits, comme la médiation par les notables des communautés. Le GD avec les femmes à Dinguiraye a toutefois relevé que dans les affaires impliquant le foncier, de nombreuses femmes préfèrent recourir au système judiciaire, dans la mesure où les conseils communautaires tranchent souvent en leur défaveur. Certains participants ont également indiqué que les campagnes de sensibilisation menées par le biais de la radio communautaire ont également contribué à réduire les cas de justice populaire.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Au cours des EIC et des DG, plusieurs facteurs de résilience sociale et institutionnelle ont été identifiés à Faranah. Les chefs traditionnels (comme le Conseil des notables), les chefs religieux et les acteurs de la paix composés de femmes et de jeunes étaient perçus comme les principales sources de résilience communautaire. Par exemple, le Conseil préfectoral des notables a joué un rôle important dans le règlement des différends et la promotion de la paix.

Des campagnes de sensibilisation sur la sécurité, les MGF et la planification familiale, diffusées par le canal de la radio, ont également été présentées comme des outils de sensibilisation et de résilience. De plus, la syndicalisation de l'industrie des motos-taxis a été citée comme facteur de résilience.

Les organismes gouvernementaux qui interviennent dans les domaines du développement de l'infrastructure et des services

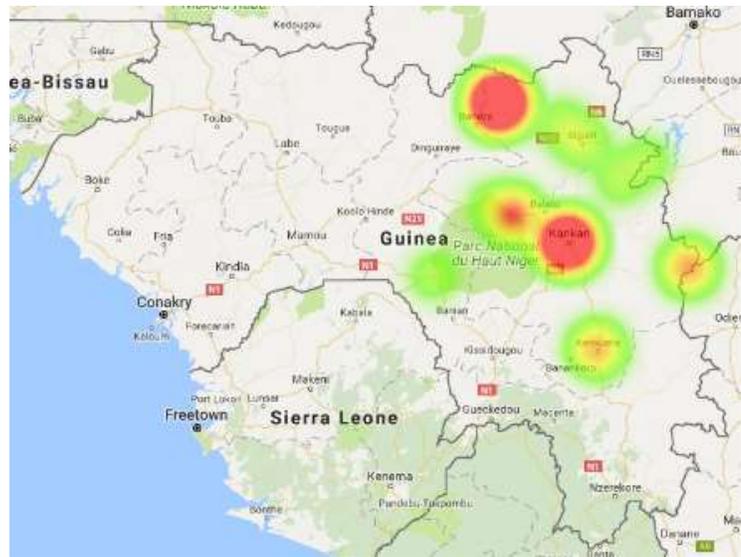
sociaux ont également été cités comme facteurs de résilience – les personnes interrogées ont, en particulier, cité le Service forestier et le Service des eaux et forêts. En outre, l'Union européenne (UE) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont également été cités comme sources de résilience. Au nombre des programmes spécifiques pilotés par l'UE, figuraient la construction de monuments de la paix, des activités génératrices de revenus pour les jeunes et des projets de développement communautaires ; et ceux pilotés par le PNUD comprenaient des projets de bonne gouvernance. Les initiatives de reboisement, pilotées par le Service forestier et les citoyens, ont été présentées comme des facteurs de résilience aux problèmes de déforestation. De plus, les restrictions de l'emploi des jeunes et des femmes dans le secteur minier, qui peuvent s'avérer nuisibles à leur santé, ont été citées comme facteurs de résilience.

Certains participants à la recherche ont identifié les organisations de la société civile comme des instruments d'atténuation des conflits. Les organisations locales et internationales de la société civile qui ont été citées comme facteurs de résilience sont notamment : La Gestion de leadership en milieu électoral (EGES), la SICAP, le Plan Guinée, l'Union du fleuve Mano, l'Union musulmane et le Groupe biblique des chrétiens, le Réseau national des médiateurs de Guinée (RENAMEG), l'Union pour le développement économique et social de Kissidougou (UDESKI), l'Association des volontaires pour le développement rural (AVDR) et l'ONG internationale *Search for Common Ground*.

Les personnes interrogées ont exprimé des avis mitigés sur la microfinance et les systèmes de crédit. Alors que certains participants à la recherche se sont dits préoccupés par les perceptions de corruption et la gestion insuffisante des structures, d'autres ont reconnu leur contribution à la création de possibilités économiques.

Région de Kankan

La région de Kankan est située dans l'est de la Haute Guinée, le long des frontières communes avec le Mali et la Côte d'Ivoire. En 2014, la région comptait plus de 1,9 million d'habitants.¹⁰⁹ Au nombre des principales sources de subsistance, on peut citer l'élevage et l'orpaillage.¹¹⁰ La population de Kankan est majoritairement malinké et les Peulhs constituent le plus grand groupe minoritaire de la région¹¹¹.



Vulnérabilités structurelles

- La prestation limitée ou inadéquate de services de santé, d'éducation et de services sociaux
- Le chômage et le faible nombre de possibilités de formation professionnelle, en particulier pour les jeunes
- Les conflits liés aux terres et aux ressources
- La dégradation de l'environnement, y compris la pollution de l'eau, l'accentuation de la dégradation de la qualité des sols et la déforestation
- Les tendances croissantes de sécheresse et de désertification
- L'afflux de travailleurs en provenance d'autres régions et pays
- Les perceptions de corruption au sein des systèmes politique et judiciaire
- Les divisions ethniques entre partis politiques
- L'application limitée ou incomplète des accords politiques
- La sous-représentation des femmes et des jeunes dans les processus décisionnels
- Le manque de ressources et de formation pour les forces de sécurité
- La prolifération des armes légères et de petit calibre (ALPC)

Risques induits par les événements

- Les élections législatives de 2018 et l'élection présidentielle de 2020
- Les tentatives de prorogation du mandat présidentiel

¹⁰⁹ "Kankan", Institut national de la statistique, Données ouvertes pour l'Afrique

¹¹⁰ "République de Guinée – Zones de Moyens d'Existence", USAID

¹¹¹ "Politics of ethnicity in Monrovia, Liberia and Kankan, Guinea - A comparative analysis", Ammann, C. et Kaufmann, A., Mande Studies, 2012.

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- Les chefs locaux et traditionnels, impliqués en particulier dans le règlement des différends
- Les chefs religieux
- Les organisations de la société civile, y compris les groupes de femmes et de jeunes
- Les activités de sensibilisation menées par les radios communautaires et autres médias
- Les groupes de sécurité communautaires

Économie et ressources

Les principales activités économiques dans la région de Kankan sont l'agriculture (y compris l'élevage et la pêche), le commerce et l'exploitation aurifère. La région de Kankan est l'une des plus grandes régions commerciales de la production de la noix de cajou du pays, en particulier dans les environs des villes de Kankan et de Mandiana.¹¹² La région abrite également des activités d'orpaillage à grande échelle, concentrées dans les préfectures de Mandiana et de Siguiri.

« Le grand problème, c'est qu'il n'y a pas de centre de formation professionnelle dans la préfecture. Même si l'on crée une usine, les ouvriers viendront d'ailleurs parce que les gens ici ne connaissent pas ces métiers. »

- GD avec les jeunes à Mandiana

Les participants à la recherche ont noté que malgré la richesse de la région en termes de ressources naturelles, une grande partie de la population vit dans la pauvreté. En effet, près de la moitié de la population de la région de Kankan vivait en dessous du seuil de pauvreté en 2012.¹¹³ L'inflation et la hausse des prix des denrées

alimentaires, en particulier pendant la saison sèche, ont été identifiées comme des préoccupations majeures, bien qu'il ait été reconnu que ce problème se pose à l'échelle nationale. Les personnes interrogées ont également souligné la nécessité d'améliorer les infrastructures (notamment les routes, l'eau et l'électricité) et les services sociaux tels que les soins de santé et l'éducation.

« L'activité minière cause suffisamment de problèmes aux populations. Aucune disposition n'est prise pour la gestion de l'environnement. À Kankan, la rivière Milo est menacée par l'avancée de la sécheresse – si des dispositions ne sont pas prises, la rivière disparaîtra un jour. »

- EIC avec un journaliste à Kankan

Le chômage des jeunes a été l'une des principales préoccupations des participants à la recherche, et les personnes interrogées ont établi un lien entre celui-ci et le manque de formation professionnelle dans la région. Certains ont fait remarquer que les jeunes travaillent dans les mines d'or parce qu'ils n'ont pas suffisamment d'instruction ou de formation pour chercher d'autres emplois.

¹¹² "Sustainable Cashew Production in Guinea", Gaye, M. et Moreau, O., Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

¹¹³ « Base de données socio-économiques de Guinée, 1983-2012 », Institut national de la statistique, Données ouvertes pour l'Afrique

D'autres personnes interrogées ont cité le manque de possibilités d'emploi comme facteur de migration des jeunes et comme contribuant à la vulnérabilité des jeunes à la manipulation politique.

Comme indiqué plus haut, la région de Kankan abrite des exploitations artisanales d'or à grande échelle. Les entretiens avec des participants à la recherche à Siguiri ont révélé le rôle important que les sociétés minières ont joué dans ces communautés, y compris en matière de développement et de prestation de services. Les femmes participant à un groupe de discussion (GD) à Siguiri ont rapporté que les sociétés minières – dont la plus importante est la Société AngloGold Ashanti (SAG) – ont pris sur elles d'assurer les soins de santé et l'alimentation de leurs employés et de leurs familles. Ils ont également indiqué que la SAG a commencé à fournir de l'électricité en 2007 en réponse aux protestations des jeunes. Comme l'a déclaré une femme : « À Siguiri, quand il y a un problème, c'est d'abord à la SAG qu'on demande de l'aide. »

Si certaines personnes interrogées ont estimé que l'exploitation minière avait profité à la région en créant des emplois et des services, d'autres par contre ont estimé que l'exploitation de l'or avait provoqué des conflits (en raison de la perception de pratiques injustes de recrutement, d'une répartition inéquitable des ressources et d'une concurrence accrue pour l'accès aux terres) et dégradé l'environnement. L'activité minière aurait détérioré la qualité du sol et les exploitations minières artisanales et formelles utilisent du cyanure et du mercure pour traiter l'or, pratique qui a pollué les sources d'eau. L'exploitation minière et d'autres activités humaines – telles que la coupe de bois pour produire du charbon de bois et des fours en briques réfractaires – ont contribué à la déforestation dans la région de Kankan. En outre, l'exploitation minière (tant artisanale que formelle)

aurait contribué aux glissements de terrain et aux décès dans les mines.

Les personnes interrogées ont également indiqué que Kankan connaît une sécheresse et une désertification croissante, qui ont eu une incidence sur les productions agricoles. Une personne interrogée à Mandiana s'est également dite préoccupée par le fait que ces tendances pourraient exacerber les conflits entre éleveurs et agriculteurs à mesure que s'intensifie la concurrence pour l'accès aux terres.

Enfin, les personnes interrogées ont indiqué que la terre est une source récurrente de conflits dans la région de Kankan. En effet, des conflits ont éclaté au sein des familles et entre elles, ainsi qu'entre les communautés, au sujet de l'accès à la terre pour l'exploitation aurifère, la culture de la noix de cajou, l'agriculture et le pâturage. Les vols de bétail et les conflits entre éleveurs et agriculteurs sont également fréquents. Les vols de bétail auraient été particulièrement fréquents le long de la frontière avec le Mali. Une personne interrogée à Mandiana a indiqué qu'il y a également eu des cas de violence transfrontalière entre les communautés de part et d'autre de la frontière entre le Mali et la Guinée à propos de la répartition des bénéfices en cas de découverte d'or sur des terres familiales en partage.

Population et démographie

La population de la Haute Guinée est majoritairement Malinké, tandis que les Peulhs constituent le groupe minoritaire le plus important.¹¹⁴ Les participants à l'étude de terrain ont indiqué que les relations entre les groupes ethniques et religieux dans la région de Kankan sont généralement bonnes, bien que des tensions interethniques éclatent avant les élections du fait de l'alignement des identités des partis politiques sur les identités ethniques. Du fait de la présence d'activités minières, Kankan a également attiré des travailleurs et des commerçants d'autres

¹¹⁴ "Politics of ethnicity in Monrovia, Liberia and Kankan, Guinea - A comparative analysis", Ammann, C. et Kaufmann, A., Mande Studies, 2012.

régions de la Guinée et des pays voisins comme le Sénégal, le Burkina Faso et le Mali. À Mandiana, l'une des personnes interrogées a signalé que certaines communautés locales ont refusé de laisser des mineurs étrangers s'installer dans leur communauté, parce qu'elles craignent que ceux-ci n'entraînent la criminalité et la consommation de drogues. L'afflux de travailleurs a également accru les préoccupations concernant des questions de santé publique, telles que le VIH et la prostitution. Les travailleurs des mines artisanales et formelles sont également exposés au risque de traumatismes et à des problèmes de santé comme la déshydratation due à la mauvaise hygiène et aux mauvaises conditions de travail dans les mines.

Le manque d'infrastructures (électricité, eau potable et routes) et de services sociaux dans la région, en particulier dans le domaine des soins de santé, a constitué une préoccupation majeure pour les participants à la recherche. Les femmes interrogées dans le cadre d'un GD à Siguiiri ont indiqué que les dispensaires manquent souvent d'électricité, d'équipement et de formation du personnel. Par conséquent, les populations doivent se rendre à Bamako, au Mali, ou à Conakry, la capitale, pour avoir accès aux soins de santé. Il y aurait très peu d'obstétriciens et de gynécologues à Siguiiri, ce qui, selon les femmes, est lié au taux élevé de mortalité maternelle (le taux de mortalité

« Les routes sont dans un état terrible ; il n'y a pas d'électricité, pas d'eau. L'électricité n'est arrivée qu'en 2007, après qu'on l'ait exigée de la Société AngloGold Ashanti (SAG). Les jeunes se sont levés contre la SAG, jetant des pierres et occupant l'entrée de leurs locaux. La SAG fournit à présent l'électricité durant certaines heures, mais il y a des coupures régulières. Ce n'est pas suffisant. On peut passer trois à cinq jours sans électricité ».

- GD avec les femmes à Siguiiri

¹¹⁵ "Ratio de mortalité maternelle (estimation modélisée pour 100 000 naissances vivantes)", Banque mondiale

maternelle de 679 pour 100 000 naissances de la Guinée est supérieur à la moyenne en Afrique subsaharienne¹¹⁵). Les participants à la recherche ont également indiqué qu'il est nécessaire de sensibiliser davantage les populations aux pratiques d'hygiène pour prévenir les épidémies, étant donné que plusieurs protocoles adoptés pendant l'épidémie d'Ébola ont été abandonnés.

En outre, la planification familiale ne serait pas massivement pratiquée dans la région de Kankan. Des campagnes de sensibilisation ont été menées par des ONG, des centres de santé et même certains chefs religieux, mais elles sont entravées par les coutumes religieuses et sociales. Toutefois, il a été indiqué qu'un nombre accru de jeunes ont commencé à adopter des méthodes de planification familiale et que certaines communautés ont commencé à constater une baisse du taux de natalité.

Les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF), les mariages précoces, ainsi que les violences domestiques et sexuelles sont également des sujets de préoccupation importants pour les femmes et les filles de la région. La pratique des mutilations génitales féminines et de l'excision serait répandue mais pratiquée clandestinement, cette pratique étant interdite par la loi guinéenne. Des mariages précoces sont également signalés et des personnes interrogées à Mandiana ont relaté l'histoire d'une jeune fille qui s'est suicidée récemment suite à l'insistance de ses parents pour qu'elle se marie. Tant à Siguiiri qu'à Mandiana, les femmes ont signalé des niveaux élevés de violence domestique et sexuelle, en particulier dans les zones rurales.

Politique et gouvernance

La polarisation ethnique autour de la politique serait élevée dans la région de Kankan et s'est accentuée depuis 2010. En tant que région majoritairement malinké, Kankan est dominée au

plan politique par le parti Rassemblement du peuple guinéen-Arc-en-ciel (RPG-Arc-en-ciel) et les participants à la recherche ont rapporté que les élections sont basées principalement sur des considérations ethniques. Certains participants à Mandiana ont également fait état d'une discrimination fondée sur l'appartenance politique, une personne interrogée indiquant à cet effet que « 90 % des populations locales sont pour « La Mouvance » (le RPG) et les autres sont considérées comme étant contre le progrès ou les intérêts de Mandiana ». Les participants à la recherche ont également soulevé des préoccupations au sujet de la possibilité de conflit entre les Malinkés et les Peulhs et de la manipulation des jeunes avant les élections législatives de 2018 et l'élection présidentielle de 2020.

Outre le risque de violence politique, l'une des principales préoccupations dans la région de Kankan a trait à la non-application des accords politiques et au report des élections locales, qui n'ont pas eu lieu depuis 2005. Les participants ont indiqué que les accords politiques n'ont pas été mis en œuvre faute de volonté politique au niveau national et du fait de l'intention du parti au pouvoir de conserver le pouvoir au niveau local. Les collectivités locales sont administrées par des délégations spéciales depuis 2010 et certaines personnes interrogées ont indiqué que ces responsables ont peu de crédibilité auprès des populations locales en raison des perceptions de corruption et du fait qu'ils ont été nommés et non élus. Ces questions contribuent aux tensions politiques dans la région de Kankan. Une personne interrogée à Siguiri a déclaré à ce propos que « cette situation conduit à un réel désengagement politique et à une véritable tension, faisant courir un risque de soulèvement populaire sans précédent ».

Dans la perspective de l'élection présidentielle de 2020, les habitants de la région de Kankan se sont dits préoccupés par la possibilité d'un troisième mandat pour le Président Condé. Certains ont laissé entendre que les tentatives de modifier la

Constitution pour permettre un troisième mandat déclencherait une crise ou un soulèvement populaire, ce qui pourrait inciter les militaires à intervenir dans les affaires politiques. Les personnes interrogées ont exprimé des opinions mitigées au sujet de possibilité d'une intervention militaire – certains l'ont jugée hautement probable, tandis que d'autres ont indiqué que les récentes réformes du secteur de la sécurité ont renforcé la discipline de l'armée et placé les alliés du président à de hauts postes.

Les femmes et les jeunes restent sous-représentés dans la prise de décisions et aux postes politiques à Kankan. Les femmes se heurtent à des obstacles en matière d'éducation et à la stigmatisation culturelle, de nombreux hommes s'opposant à leur participation à la vie politique. Toutefois, un nombre croissant de femmes seraient nommées et élues à des postes (notamment comme adjointes au maire et chefs de district à Mandiana) et les femmes participent également aux campagnes politiques, au vote et à d'autres aspects de la vie des partis politiques. Le maire de Mandiana aurait également fait des efforts pour commencer à impliquer les femmes à la prise de décisions.

Enfin, les participants à la recherche ont exprimé des opinions divergentes sur le rôle et la force des organisations de la société civile dans la région de Kankan. De nombreuses personnes interrogées ont soutenu que les ONG et autres organisations de la société civile jouent un rôle important dans la médiation, la sensibilisation et la conscientisation sur des questions telles que les MGF, la santé et le développement. D'autres personnes interrogées ont toutefois fait remarquer que les organisations de la société civile manquent de ressources ou sont perçus comme partisans (ce qui les rend incapables de jouer le rôle de contrepoids face aux pouvoirs publics).

Sécurité

Le banditisme à main armée, la criminalité et les conflits intercommunautaires au sujet des terres et des ressources sont les principales préoccupations en matière de sécurité dans la région de Kankan. Le trafic de drogues a également été évoqué comme un problème à Siguiri. Les vendeurs et les négociants d'or sont la cible de bandits, en particulier entre Mandiana et Siguiri. Comme indiqué plus haut, les conflits entre éleveurs et agriculteurs, y compris par-delà la frontière entre le Mali et la Guinée, et les conflits liés aux frontières terrestres, à la répartition des ressources et aux pratiques de recrutement dans le secteur minier sont fréquents.

Le terrorisme et l'extrémisme violent ne sont pas considérés comme des menaces immédiates à Kankan, mais les personnes interrogées ont fait remarquer que le soutien public de la Guinée aux pays voisins confrontés au terrorisme (par exemple, le Mali) pourrait accroître le risque d'attentats en Guinée. Certains participants de Kankan ont également indiqué que les communautés participent activement à la surveillance et à la notification des activités des ressortissants étrangers qui peuvent susciter des controverses sur la religion. Ils ont également fait état des efforts déployés par la communauté pour surveiller les figures religieuses dans les mosquées afin d'empêcher la rhétorique extrémiste.

Selon les participants à la recherche, la police de la région de Kankan est en sous-effectif, manque de ressources et sa présence est limitée voire inexistante dans la plupart des régions. Dans la majorité des cas, la sécurité est assurée par l'armée, ce qui, selon certains participants, aurait permis de réduire la prévalence du banditisme à main armée. Alors que de nombreux participants ont indiqué qu'il existait généralement une bonne coopération entre les forces de sécurité et les civils, les femmes et les jeunes de Siguiri ont cité des exemples de menaces et de bastonnades des civils par la police locale.

« La plupart des conflits à Mandiana sont réglés sous l'arbre à palabre avec la participation des leaders d'opinion (un griot par exemple) et la société civile, sous-tendus par des plaisanteries amicales. »

- GD avec les hommes à Mandiana

Pour compenser le manque de présence policière dans la région, de nombreuses communautés de Kankan ont créé des groupes de surveillance de quartier. À Mandiana, il a également été signalé qu'un groupe de chasseurs, connu sous le nom de *donso*, faisait office de force de sécurité organisée depuis 2010. Il semblerait que les *donso* travaillent en coordination avec l'armée et reçoivent une autorisation avant de mener des actions.

État de droit

La méfiance à l'égard du système judiciaire formel était répandue à Kankan, en raison des perceptions de corruption, d'impunité et de partialité en faveur des riches et des personnes ayant un carnet d'adresses de personnalités politiques bien fourni dans le système judiciaire. Les personnes interrogées lors de la recherche sur le terrain ont également relevé que les peines sont mal appliquées, plusieurs d'entre elles ont souligné que les criminels accusés de banditisme sont souvent libérés et retrouvés dans la rue après avoir été condamnés.

Le faible niveau de confiance dans le système judiciaire a contribué à des cas de justice populaire ou d'autodéfense à Kankan et à un recours accru à des modes alternatifs de résolution des conflits. Les participants à la recherche ont indiqué qu'il existe plusieurs mécanismes de résolution des conflits dans la région de Kankan, à savoir le dialogue mené par des acteurs de la société civile, des notables ou des ONG et les accords de paix communautaires. Une personne interrogée à Mandiana a signalé qu'il existe aussi un groupe

traditionnel appelé *tomboloma*, qui est composé de jeunes, de notables et de travailleurs pour surveiller et régler les conflits liés à l'exploitation minière. En outre, les jeunes de Mandiana et de Siguiiri ont indiqué que la gendarmerie imposait parfois des jugements et des amendes plutôt que de porter les affaires devant la justice.

Les tribunaux et le système pénitentiaire de Kankan souffrent d'un manque de personnel et de ressources. Une personne interrogée à Mandiana a indiqué que le tribunal local se compose d'un seul juge et d'un greffier à la retraite, ainsi que de jeunes bénévoles, ce qui contribue à l'accumulation des affaires. Le système carcéral de Kankan est également dépassé et le personnel pénitentiaire est mal formé, ce qui contribue à un phénomène récurrent d'évasions. À Siguiiri, en particulier, les évasions se produisent à la fois du fait des prisonniers et lorsque les communautés locales s'en prennent aux prisons par mécontentement à l'égard des services de sécurité.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Plusieurs facteurs de résilience ont été identifiés à Kankan au cours des entretiens avec les informateurs clés et les groupes de discussion. Comme indiqué plus haut, les organisations de la société civile, y compris les groupes de femmes et de jeunes, sont activement impliquées dans la résolution des conflits, la médiation, le

développement économique et la sensibilisation autour de questions telles que les MGF et la santé. Les jeunes de Mandiana ont mentionné une campagne particulièrement efficace menée par une ONG, Save the Children, visant à promouvoir la planification familiale. À Siguiiri, l'Association de la jeunesse pour la solidarité islamique utilise la radio communautaire pour sensibiliser la population aux questions de paix et de résolution des conflits. Les radios communautaires et d'autres médias sont également activement impliqués dans la sensibilisation et même la médiation.

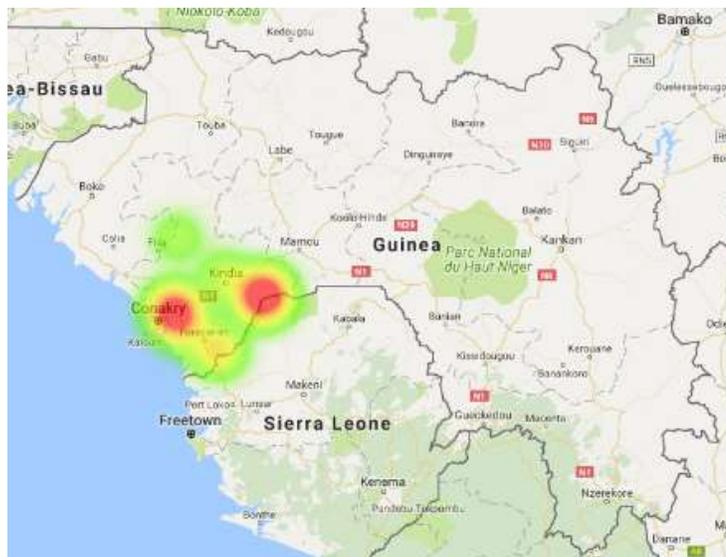
De plus, des leaders d'opinion locaux (comme les griots) et des chefs religieux sont impliqués dans le règlement des différends et la promotion de la paix. À Siguiiri, les imams prêcheraient contre la justice populaire et utiliseraient les radios communautaires pour promouvoir la tolérance.

La pratique du « cousinage à plaisanterie » a également été identifiée comme un facteur important de résilience culturelle dans le maintien des relations entre les communautés.

Enfin, la création de groupes de surveillance de quartier et la présence de groupes de chasseurs (les *donso*) ont été identifiées dans certains cas par les participants comme étant une source de sécurité et de résilience, bien que ces participants les considèrent dans le même temps comme une vulnérabilité, car les services de sécurité ne disposent pas de capacité nécessaire pour assurer les services qui requièrent leur présence.

Région de Kindia

La région de Kindia est située dans la partie ouest de la Guinée, partageant une frontière nationale avec la Sierra Leone et des frontières intérieures avec les régions de Conakry, de Labé, de Mamou et de Boké. La région compte 1 561 374 habitants. Elle est économiquement tributaire de l'agriculture, de l'élevage et du petit commerce. Une compagnie minière internationale y exploite également de la bauxite.



Vulnérabilités structurelles

- La piètre qualité de l'infrastructure, y compris les routes mal entretenues, une électricité peu fiable et la limitation de l'accès aux établissements sanitaires
- Le chômage des jeunes
- Les écoles en manquant de personnel
- La pauvreté
- La sous-représentation des femmes dans la prise de décisions politiques
- La polarisation ethnique en politique
- La volatilité des prix des cultures de base et la hausse du coût de la vie
- Les perceptions de corruption au niveau du système judiciaire
- Le manque d'équipements pour les forces de sécurité
- La dégradation de l'environnement due à l'exploitation minière
- Les conflits fonciers
- La criminalité

Risques induits par les événements

- Les élections législatives de 2018 et l'élection présidentielle de 2020

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- Le cousinage à plaisanterie
- Les chefs traditionnels et coutumiers ; les chefs religieux
- La coexistence entre chrétiens et musulmans
- Les coopératives de crédit et la microfinance
- Les femmes occupant des postes importants

Économie et ressources

La pauvreté, les conflits fonciers et la dégradation de l'environnement sont les principales vulnérabilités économiques de la région de Kindia. Les principales sources de revenus dans la région sont l'agriculture, le petit commerce, les motos-taxis, la pêche et l'élevage. Bien qu'il y ait une exploitation minière de ressources naturelles telles que la bauxite, le fer et le granit, les participants à la recherche ont estimé que la population locale n'en tire pas suffisamment de profit.

Les participants ont indiqué que la compagnie minière de bauxite (RUSAL) est certes censée redistribuer des bénéfices aux villes locales, mais plusieurs d'entre eux ont estimé que l'argent restait aux mains de la compagnie et des autorités. Il prévaut également le sentiment que les sociétés minières se sont emparées de terres appartenant à des populations démunies pour étendre leurs activités. Les participants ont fait part de leur frustration à l'égard de la compagnie minière pour avoir laissé les sites miniers qu'elle a fini d'exploiter ouverts, augmentant ainsi le risque que le bétail y tombe et trouve la mort, ainsi que par rapport aux effets de l'exploitation minière, tels que la pollution des terres et de l'eau, l'assèchement des rivières, la déforestation et la destruction des bassins d'eau profonde. L'exploitation artisanale du diamant a constitué également une source de préoccupation, certains participants estimant qu'elle entraînait la destruction de l'environnement et des plaines.

Certains participants ont mentionné le problème de la volatilité des prix, en soulignant le fait que les produits coûtent plus cher pendant le Ramadan et que les aliments sont parfois plus chers dans la région de Kindia qu'à Conakry. De nombreux participants ont estimé que le poisson était plus cher à Kindia parce que les populations préféraient vendre leur poisson dans la capitale. Les personnes interrogées ont également fait part d'un manque de développement agricole moderne, affirmant que les méthodes agricoles

traditionnelles ne permettent qu'une sécurité alimentaire minimale. Le régime foncier a également été évoqué comme un problème dans le secteur agricole, de nombreuses personnes estimant qu'en l'absence de contrat écrit, elles n'avaient aucun recours lorsque les terres qu'elles louaient étaient attribuées à quelqu'un d'autre.

Un participant a fait remarquer que les usines à Forécariah, telles que l'usine de fabrication de jus d'ananas, bénéficient d'allègements fiscaux, chose utile à la population locale. Le crédit est également accessible à une partie de la population, mais pas à tout le monde, et il existe de nombreux services financiers dans la région, tels que MUFFA, MC2, Yètè Mali, Crédit rural et ASF. Le microcrédit a été cité comme un instrument qui peut se révéler utile, mais certains ont estimé qu'il a eu peu de succès, car les prêts n'ont pas toujours été remboursés à temps. Certains participants ont estimé qu'une vulnérabilité particulière à cet égard tenait au fait que, si certaines femmes peuvent avoir accès au crédit, les femmes n'ont généralement que peu de sources de revenus et, sans accès aux prêts ou au capital financier, elles n'ont pas de moyens viables pour subvenir à leurs besoins ou à ceux de leur famille.

Population et démographie

Les participants de la région de Kindia ont indiqué que la piètre qualité des infrastructures constituait une vulnérabilité clé, tandis que la cohésion sociale était une source de résilience malgré les désaccords politiques. Nombreux étaient les participants qui estimaient que l'infrastructure – y compris les routes mal entretenues, l'électricité peu fiable, les écoles en manque de personnel et l'accès limité aux établissements de santé – avait un impact négatif sur l'économie locale, les jeunes et les femmes.

Les participants ont indiqué que l'enseignement public était certes gratuit, mais qu'ils étaient insatisfaits du manque de personnel dans les écoles. L'une des perceptions était qu'en raison de

la pauvreté et du mauvais état des écoles, les jeunes abandonnaient l'école pour aller travailler dans les mines. Les personnes interrogées ont souligné que le chômage des jeunes était une question particulièrement importante et certains participants se sont dits préoccupés par le taux élevé d'analphabétisme, en particulier chez les femmes. Ces participantes ont estimé que cette situation contribuait au manque d'implication des femmes en politique. Certaines personnes interrogées se sont dites préoccupées par le taux plus élevé d'abandon scolaire chez les femmes, estimant que cela les rend vulnérables à la prostitution et aux risques liés à la santé.

Les personnes interrogées ont également indiqué que la pratique de la planification familiale était faible, certaines d'entre elles ont mentionné qu'elle était comprise par certaines personnes et pas par d'autres. Dans cette région, une participante a indiqué que les femmes ont en moyenne quatre enfants et que les grossesses précoces sont fréquentes. Les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF) persistent, bien que les participants aient signalé que des politiques sont en place et que des campagnes de sensibilisation sont menées à la radio et par la société civile. Certes les participants ont signalé une plus grande sensibilisation aux questions de santé et à l'existence de meilleures pratiques telles que le lavage des mains en raison de la crise d'Ébola, mais certains d'entre eux ont également relevé que, si les soins de santé sont facilement accessibles dans les grandes villes, il est difficile d'y accéder dans de nombreuses zones rurales. De plus, alors que les soins de santé publics sont en principe gratuits, les participants signalent que l'on fait payer aux familles les instruments et les fournitures médicales utilisés pour les césariennes et les accouchements.

Politique et gouvernance

Bien que les personnes interrogées aient fait part de leur inquiétude en ce qui concerne l'environnement politique incertain, la confiance dans le système politique s'est renforcée depuis l'Accord sur le dialogue politique inter-guinéen du 20 août 2015 et l'élection d'Alpha Condé à la tête du pays. Aux fins de cet accord, l'ONU a réuni le gouvernement et les partis de l'opposition pour confirmer l'élection présidentielle du 11 octobre 2015 et la nécessité de tenir des élections locales.¹¹⁶ Toutefois, les élections locales n'ont pas encore été organisées et de nombreux participants se sont dits frustrés par leur report incessant. Bien que certains participants soient satisfaits de l'efficacité du gouvernement au cours du premier mandat de Condé, relevant que les responsables politiques ont pu collaborer à la réfection des routes, d'autres ont estimé qu'il était moins efficace au cours de son deuxième mandat et que l'on n'avait pas fait assez d'efforts pour améliorer le système politique.

Certains participants ont estimé que les politiciens utilisaient les clivages ethniques existants à leur avantage, exploitant le manque d'unité entre les citoyens et exacerbant les tensions ethniques. Les participants ont également indiqué qu'il n'y a pas suffisamment de femmes aux postes de décision. Beaucoup d'entre eux ont également estimé que la société civile pourrait faire davantage pour éduquer et responsabiliser les politiciens, tout en relevant qu'il n'y a pas un nombre suffisant de subventions pour permettre aux organisations de la société civile locale d'être suffisamment efficaces.

Les participants ont également fait part de leur frustration en constatant que, si les postes administratifs dans la région sont occupés principalement par le parti au pouvoir, la plupart des postes sont détenus au niveau local par l'UFDG et sont ensuite dominés par un groupe ethnique.

¹¹⁶ «Situation des droits de l'homme en Guinée - Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme»,

Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, janvier 2016.

Cette frustration s'étend à l'absence d'élections locales régulières promises par l'Accord sur le dialogue politique inter-guinéen du 20 août 2015. Plusieurs participants ont indiqué que les retards accusés dans l'organisation des élections sont fréquents et craignent que les militaires ne reprennent le pouvoir si l'accord électoral n'est pas respecté.

Sécurité

Les principales vulnérabilités citées par les participants étaient la criminalité et l'insuffisance de dotation des forces de sécurité en personnel et en armes. Certes, de nombreux participants ont dit être préoccupés par le terrorisme en général en Guinée, eu égard à la proximité de la frontière malienne, mais aucun d'entre eux ne semblait s'inquiéter pour Kindia en particulier. La plupart des participants ont indiqué que le banditisme était une préoccupation majeure dans la région. Plusieurs d'entre eux ont également indiqué que les conducteurs de motos-taxis sont le plus souvent victimes de vols qualifiés et de meurtres, dont au moins un cas a donné lieu à une justice populaire. Les personnes interrogées ont indiqué que la gendarmerie et la police assuraient la sécurité, mais ont estimé qu'il n'y avait pas suffisamment de forces de sécurité ou d'armes pour les rendre efficaces.

État de droit

Les participants de la région de Kindia ont indiqué qu'ils avaient l'impression que le système judiciaire est corrompu, mais beaucoup d'entre eux ont également fait état de réformes qui sont en train d'améliorer le système. Un participant a indiqué qu'un nouveau juge auquel la population a confiance avait été nommé, ce qui a amélioré la perception de corruption. D'autres participants ont

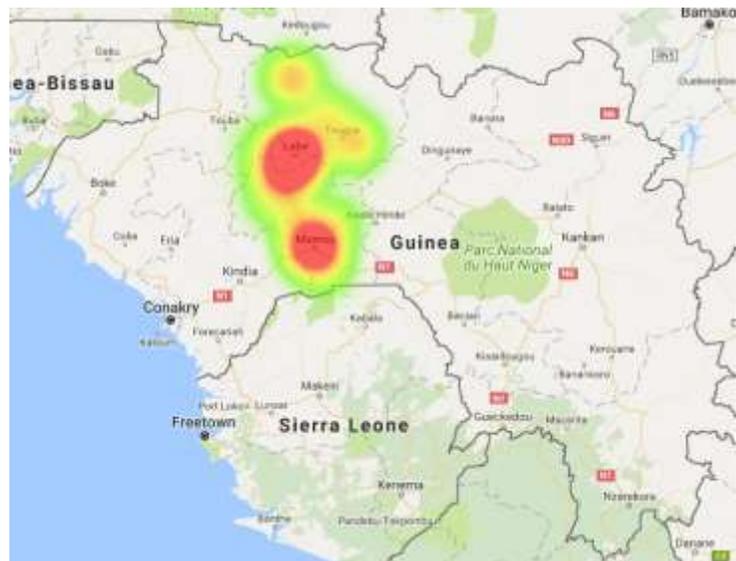
également fait remarquer que les réformes semblent produire de bons résultats et qu'un nombre accru de jugements semblent justes et transparents, surtout lorsqu'ils sont rendus publics. Toutefois, certaines des personnes interrogées ont estimé qu'il y avait une inégalité entre les parties, la personne ayant le plus de ressources remportant souvent le procès en dépit des preuves ou d'autres facteurs.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

Malgré les vulnérabilités relevées par les participants, ils ont également mentionné de nombreux facteurs de résilience dans la région. En effet, de nombreux facteurs favorisant la cohésion sociale ont été soulignés. Les personnes interrogées ont indiqué que les imams prêcheraient souvent sur la paix sociale et que les chrétiens et les musulmans de cette région cohabitent pacifiquement. Entre les groupes ethniques, les participants ont également cité le « cousinage à plaisanterie », qui désamorce les tensions ethniques. Bien que de nombreuses personnes aient estimé que les femmes étaient sous-représentées en politique, les personnes interrogées ont soutenu qu'elles s'impliquaient activement dans la collectivité et occupaient en fait plusieurs postes prestigieux. Les personnes interrogées ont estimé également que les femmes et les jeunes étaient plus engagés dans les soins de santé après la crise d'Ébola. En outre, bien qu'il y ait de nombreux rapports faisant état d'actes de banditisme, les participants ont indiqué que le groupe qui semble être le plus vulnérable à ces attaques, à savoir les conducteurs de motos-taxis, a créé des syndicats pour assurer sa sécurité. Enfin, les conseils de quartier ainsi que les chefs traditionnels et religieux jouent un rôle important dans le règlement des différends dans la région.

Régions de Mamou et de Labé

La région de Mamou est située au centre de la Guinée, le long de la frontière commune avec la Sierra Leone. En 2014, la région comptait environ 732 000 habitants.¹¹⁷ La région de Labé, quant à elle, est située au centre-nord de la Guinée, le long de la frontière commune avec le Sénégal et le Mali. En 2014, la région comptait près d'un million d'habitants.¹¹⁸ Les deux régions sont peuplées principalement par les Foulani (Peulh ou Fula).¹¹⁹



Vulnérabilités structurelles

- La pauvreté
- Le manque de possibilités d'emploi, en particulier pour les jeunes
- Les changements démographiques : la croissance démographique et la migration des zones rurales vers les zones urbaines
- L'accès limité aux systèmes de santé et d'éducation
- La concurrence pour l'accès à la terre/aux ressources
- Les divisions des groupes sur la base de la religion/de l'ethnie
- La stagnation politique
- L'absence d'une force de police officielle
- La perception de la corruption et de l'impunité au sein du système judiciaire
- Les mariages précoces
- La perception de la marginalisation par le régime actuel

Risques induits par les événements

- Les protestations liées aux élections
- Les conflits liés à la concurrence pour l'accès à la terre
- La criminalité
- La violence sexuelle et domestique ; les mutilations génitales féminines

¹¹⁷ « Mamou », Institut national de la statistique, Données ouvertes pour l'Afrique

¹¹⁸ « Labé », Institut national de la statistique, Données ouvertes pour l'Afrique

¹¹⁹ « Guinée », Rapport sur les droits de l'homme, Département d'État des États-Unis Département d'État des États-Unis

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- Limited circulation of small arms and light weapons
- Les mariages entre personnes de différents groupes ethniques
- Les chefs religieux
- Les campagnes de sensibilisation menées par les organisations de la société civile
- La forte culture de protection de l'environnement (forêts)
- La faible circulation des armes légères et de petit calibre

Économie et ressources

L'agriculture et le commerce informel dominent l'économie à Mamou et à Labé. Les participants à la recherche ont cité la pauvreté, le manque d'emplois et la volatilité des prix des produits comme principales vulnérabilités économiques des régions concernées. Ils ont également souligné que les jeunes sont particulièrement vulnérables, car ils manquent de formation professionnelle et de possibilités d'emploi. Lors d'un EIC, un agent de développement a souligné la nécessité d'investir dans l'agriculture en fournissant des outils et en assurant la formation, ainsi qu'en améliorant et en entretenant l'infrastructure routière. Dans le cadre du groupe de discussion avec les femmes, les participantes ont discuté du rôle actif des femmes dans le commerce informel. Il existe certaines options de microfinancement dans les régions, mais elles sont difficiles d'accès et ne disposent pas de ressources financières suffisantes pour avoir un impact positif significatif. Plusieurs personnes interrogées ont soulevé la question de la hausse des prix et de la détérioration des taux de change, déclarant que les prix continuent d'augmenter même lorsque les taux de change s'améliorent. Lors d'un entretien avec un informateur clé (EIC) à Labé, un agent de développement a déclaré que les gens commencent à émigrer de la région à la recherche de débouchés économiques.

Population et démographie

Les personnes interrogées ont cité le chômage des jeunes, la croissance démographique et l'exode rural comme principales vulnérabilités démographiques dans les deux régions. La

planification familiale n'est généralement pas pratiquée pour des raisons religieuses et culturelles, et la croissance démographique est devenue une préoccupation croissante. Les participants au GD avec les hommes ont discuté du manque de possibilités pour les jeunes, en particulier dans les zones rurales, ce qui a entraîné une migration accrue hors des régions à la recherche d'emplois. Les personnes interrogées ont relevé qu'il y a eu une émigration de Labé et de Mamou vers l'Europe.

Le GD avec les femmes a traité de la marginalisation des femmes, en particulier en ce qui concerne les questions d'héritage. Certains chefs religieux et d'autres membres de la société prétendent que les femmes n'ont aucun droit de succession. Les mariages précoces, les agressions sexuelles et la violence domestique sont monnaie courante, même s'ils sont illégaux. Un participant au GD avec les jeunes a relevé les facteurs culturels qui contribuent à la marginalisation des femmes, en avançant que les femmes croient que si elles gardent le silence sur la violence domestique, leurs enfants seront bénis. Les mutilations génitales féminines et l'excision (MGF) seraient répandues à Mamou et à Labé, malgré les lois interdisant ces pratiques. Les personnes interrogées ont déclaré qu'elles sont pratiquées ouvertement, n'entraînant que peu voire pas de conséquences.

Au cours d'un groupe de discussion, les participants ont fait part de préoccupations au sujet des services sociaux, en particulier l'éducation, en déclarant que de nombreux villages manquent encore d'enseignants ou de bâtiments scolaires. Les enseignants ne sont pas affectés en

fonction des besoins des communautés et les taux d'analphabétisme sont élevés à Mamou et à Labé. L'infrastructure sanitaire constitue également un sujet de préoccupation. À cet effet, une personne interrogée a fait remarquer que même si l'infrastructure du système de santé s'est améliorée suite à la crise d'Ébola, il continue d'y avoir cependant des déficits de services.

Plusieurs participants ont abordé la question des divisions religieuses entre chrétiens et musulmans à Mamou et à Labé. Lors d'un EIC à Labé, une personne interrogée a déclaré que les autorités musulmanes ont empêché les chrétiens de construire des églises. Des incidents impliquant des églises incendiées ont également été rapportés. Les personnes interrogées ont aussi cité les divisions au sein de l'islam, en particulier entre les sectes Wahhabi et Tidjani, comme une vulnérabilité dans les régions ici couvertes.

Les personnes interrogées ont également fait état de la stratification sociale en tant que vulnérabilité dans certaines communautés de la région. Au cours d'un EIC, un agent de développement a décrit ces divisions en déclarant que certaines franges de la société sont divisées en « nobles » et en « esclaves ». Un participant au GD avec les hommes précise qu'il s'agit d'une vulnérabilité particulière de la région du Fouta Djallon à Labé. Les membres de différents groupes sociaux ne prient pas dans les mêmes mosquées et ne se marient pas entre eux. Les personnes interrogées ont, en outre déclaré, qu'il existe d'importantes inégalités sociopolitiques et économiques entre les groupes sociaux.

Politique et gouvernance

La stagnation politique a été citée au nombre des principales vulnérabilités de Mamou et de Labé. On note une déception généralisée face à l'incapacité du gouvernement à tenir ses promesses électorales, telles que les promesses de réduire la pauvreté et d'accroître la prestation des services sociaux de base. On craint également que le

président Condé ne se présente pour un troisième mandat. Les personnes interrogées ont également évoqué les élections législatives de 2018, faisant état de leurs préoccupations quant au manque de planification et aux risques de violence. L'absence d'élections municipales a conduit de nombreux Guinéens à se désengager politiquement. Lors d'un EIC à Pita, un chef religieux a déclaré que les populations locales ne font pas confiance aux autorités locales en raison de leur incapacité à mettre en place des services sociaux de base efficaces. En outre, les accords politiques de 2016, qui prévoyaient la libération des prisonniers politiques, l'indemnisation des victimes et la vérification du registre électoral, n'ont pas été mis en œuvre faute de volonté politique. Plusieurs personnes interrogées ont évoqué les perceptions croissantes de corruption au sein du gouvernement. Au cours d'un EIC, un participant a exprimé des préoccupations au sujet de la séparation des pouvoirs, citant l'influence politique considérable que l'exécutif exerce sur les autres branches du gouvernement.

Les personnes interrogées ont également fait cas de la manipulation de l'identité ethnique à des fins politiques, ce qui a aggravé les conflits intercommunautaires. Lors d'un EIC à Labé, une personne interrogée a déclaré que les postes stratégiques au gouvernement sont occupés presque exclusivement par des personnes appartenant au groupe ethnique du président, à savoir le Malinké. La stratification sociale contribue également aux vulnérabilités politiques, les membres du groupe « noble » votant pour l'Union des forces démocratiques de Guinée (UFDG), tandis que les « esclaves » votent pour le Rassemblement du peuple guinéen (RPG).

Sécurité

Les participants à la recherche ont cité la criminalité, la faible dotation en ressources de la police et la perception de la corruption au sein des forces de sécurité comme principales vulnérabilités des régions de Mamou et de Labé.

Les personnes interrogées ont fait état de perceptions d'impunité concernant la conduite des forces de sécurité publique, citant des cas de corruption et de collaboration avec des gangs criminels. Au cours d'un EIC, une personne interrogée a déclaré qu'il y avait eu de multiples évasions des prisons dans les régions couvertes, apparemment en raison de la complicité des forces de sécurité. Une autre personne interrogée a souligné la brutalité des forces de sécurité, déclarant qu'il y a eu des cas de lynchage et que des balles réelles ont été utilisées lors de manifestations. Le banditisme à main armée, en particulier le long des routes et dans les transports en commun, a été cité à plusieurs reprises tout au long de la recherche sur le terrain comme une vulnérabilité permanente. En raison de l'insuffisance de l'effectif des forces de police, les collectivités ont commencé à créer des groupes bénévoles de surveillance des quartiers pour combler le vide. Par exemple, à Labé, un groupe de surveillance dénommé le *Tandé* a été créé pour lutter contre la criminalité.

L'insécurité aux frontières et les conflits entre agriculteurs et éleveurs constituent d'autres problèmes de sécurité qui se sont dégagés au cours de la recherche sur le terrain. La frontière entre la Guinée et la Sierra Leone est poreuse et les participants ont insisté sur la nécessité d'améliorer la sécurité des frontières. Au cours d'un GD, un participant a déclaré qu'il y avait eu une augmentation du trafic de drogue à Mamou en raison de sa proximité avec la Sierra Leone. Les personnes interrogées ont également relevé les conflits entre éleveurs et agriculteurs et les conflits liés aux questions foncières. Au cours d'un EIC, un participant a fait remarquer que ces conflits sont rarement fatals et souvent résolus à l'amiable.

État de droit

Les personnes interrogées dans les régions de Labé et de Mamou ont fait état d'une méfiance généralisée à l'égard du système judiciaire, méfiance due au manque d'application des

décisions de justice et aux perceptions de corruption et d'impunité. La lenteur et la longueur du temps de traitement, l'insuffisance du personnel et la nécessité de procéder à de vastes réformes ont également été soulevées comme points de préoccupation lors de la recherche sur le terrain. Plusieurs participants au GD et à l'EIC ont déclaré qu'il y a eu plusieurs évasions de prison et que le système doit être amélioré.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

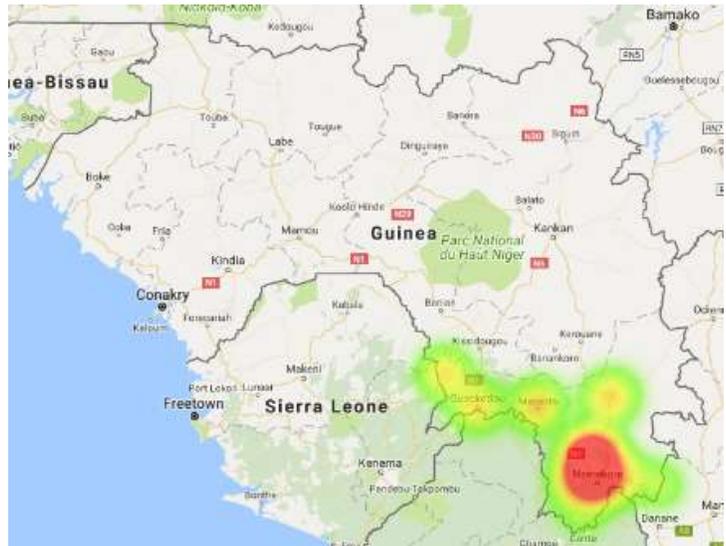
Les chefs religieux ont été identifiés comme une source de résilience, car certains d'entre eux ont joué un rôle important dans la promotion de la paix et le renforcement de la cohésion sociale. Les organisations de la société civile et les ONG ont également été citées comme sources de résilience, eu égard en particulier au rôle qu'elles ont joué dans l'amélioration du système de santé.

En cas de disponibilité, la microfinance et d'autres services financiers ont été une source de résilience économique. Mais, les personnes interrogées ont relevé que les deux régions ont besoin d'investissements à long terme et davantage d'options pour les populations vulnérables, comme les femmes et les jeunes.

Les mariages entre groupes ethniques ont été cités comme facteur de résilience qui a contribué à la cohésion et à la paix.

Région de Nzérékoré

La région de Nzérékoré est située dans la région forestière du sud-est de la Guinée, le long des frontières communes avec la Sierra Leone, le Libéria et la Côte d'Ivoire. En 2011, elle comptait plus de deux millions d'habitants.¹²⁰ Environ 67 % de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté, comparativement à la moyenne nationale qui est de 55,2%.¹²¹ Les principales sources de subsistance sont le riz, l'huile de palme, le café et le manioc.¹²² L'islam, le christianisme et les croyances religieuses indigènes sont tous pratiqués dans la région.¹²³ Nzérékoré compte environ 24 langues parlées.¹²⁴



Vulnérabilités structurelles

- Les pressions climatiques ; la sécheresse et les feux de brousse
- Le taux de chômage élevé
- La corruption dans le domaine de la gouvernance des ressources naturelles
- Les faibles niveaux d'éducation en matière de santé et de planification familiale
- La privation des droits dans le système politique

Risques induits par les événements

- La fluctuation des prix des produits alimentaires
- La déforestation et la dégradation de l'environnement
- La criminalité et le banditisme
- La violence intercommunautaire liée à l'accès aux ressources et à la propriété foncière, souvent à connotation ethnique ou religieuse
- Les conflits avec les éleveurs, y compris l'abattage du bétail des bergers par les agriculteurs
- Les manifestations de protestation politique

Facteurs de résilience sociale/institutionnelle

- Les ONG intervenant principalement dans le secteur de la santé et la réduction des mutilations génitales féminines et de l'excision
- Le conseil de l'Aloua, se dévouant à l'atténuation de la violence envers les éleveurs
- La société civile apportant un soutien aux victimes par le biais du système judiciaire et du plaidoyer en faveur des droits de l'homme

¹²⁰ « Nzérékoré », Institut national de la statistique, Données ouvertes pour l'Afrique

¹²¹ Ibid.

¹²² « République de Guinée – Zones de Moyens d'Existence », USAID

¹²³ « Guinée », Rapport sur les droits de l'homme, Département d'État des États-Unis

¹²⁴ « 2013 Rapport sur les droits de l'homme : Guinée », Département d'État des États-Unis, 2014

- Les chefs religieux et traditionnels impliqués dans la résolution des conflits
- Les groupes de femmes
- Les groupes de jeunes

Économie et ressources

La région de la Guinée forestière renferme d'abondantes ressources naturelles et abrite des opérations forestières et d'exploitation minière de minerai de fer, de diamants, d'or et d'uranium. Certains membres de la collectivité ont l'impression que certaines des grandes sociétés minières ont apporté une contribution positive au développement par le biais de la création d'emplois, des infrastructures et de la stimulation de l'économie locale. Toutefois, comme l'a indiqué un responsable des jeunes, la corruption est fréquente et les redevances sont souvent détournées par les responsables locaux. Le favoritisme perçu par rapport aux recrutements locaux dans les entreprises a également été relevé comme grief clé dans certains groupes de discussion. Le retrait de plusieurs grandes sociétés minières de la région, y compris Rio Tinto, suite aux différends contractuels avec le gouvernement, a été perçu comme ayant des répercussions négatives sur les collectivités. Par exemple, un responsable de la société civile a fait remarquer que ce retrait avait accru le chômage, ce qui avait entraîné la criminalité, le banditisme et la toxicomanie.

Des pratiques non-viables dans l'industrie forestière ont également été signalées comme une vulnérabilité – en particulier celles d'une entreprise dénommée *Strong Forest* – entraînant la dégradation de l'environnement et la déforestation. Au cours d'un EIC avec une responsable des femmes, elle a relevé que : « Les arbres qui ne devraient pas être abattus le sont. Tout cela parce que les autorités sont corrompues par l'argent. La forêt a quasiment disparu pour faire place à la savane ». Un certain nombre de personnes interrogées ont indiqué que les autorités de l'État ne surveillaient pas ou

n'appliquaient pas la réglementation environnementale pour prévenir ce problème, situation principalement imputable à la corruption.

Les pressions environnementales, telles que la faible pluviosité et les feux de brousse, ont également eu une incidence sur les productions agricoles, telles que le café, le sucre et le riz. Cette situation a été aggravée par la dégradation des

« Les compagnies telles que Strong Forest abattent les arbres mais ne reboisent pas. Cela a une incidence négative sur l'environnement du fait de la déforestation. »

- EIC avec un responsable des jeunes à Nzérékoré

sols causée par la déforestation, qui a fait grimper les prix des denrées alimentaires et le coût de la vie pour de nombreuses communautés locales, dont un grand nombre vit déjà sous le seuil national de pauvreté.

Différentes options de microfinance sont disponibles auprès de groupes tels que la MUFFA (délai de remboursement court), FINADEV, Crédit rural, CAFODEC, pour les agriculteurs et d'autres membres de la communauté, ce qui peut aider à soutenir les cycles de production. Toutefois, de nombreuses personnes interrogées se sont dites préoccupées par les taux de remboursement élevés des microcrédits – et par le manque d'accès des jeunes à ces programmes. Le sous-investissement dans les compétences et

l'entrepreneuriat des femmes dans la région a également été souligné comme une lacune par les groupes de femmes et les personnes de la société civile interrogées. Comme l'a exprimé un responsable de la société civile : « Les femmes de Nzérékoré manquent de soutien matériel et financier, d'autant plus que Plan International, qui soutient les groupes de femmes, a décidé de réorienter ses activités dans d'autres domaines tels que l'éducation avec la création de cantines scolaires. Leurs conditions sont devenues plus difficiles. »

Population et démographie

En tant que région multiethnique et diversifiée, les principaux groupes ethniques de Nzérékoré sont les Kpele, les Konia, les Mano et les Malinké. Pour de nombreuses personnes interrogées, l'origine ethnique est un facteur déterminant des conflits intercommunautaires, ainsi que des griefs politiques. Les fractures suivant les lignes religieuses – entre chrétiens, musulmans et croyances traditionnelles – ont également été soulignées comme un facteur de risque de conflit, qui peut exacerber les tensions liées à la propriété foncière et à l'accès aux ressources.

La concurrence pour l'accès aux ressources naturelles, en particulier dans les zones frontalières de la Guinée forestière avec la Côte d'Ivoire, a provoqué des conflits entre éleveurs et agriculteurs. La migration régionale durant la saison sèche – accentuée par le changement climatique – a vu des bergers arriver à Nzérékoré à la recherche de pâturages, avec des groupes d'éleveurs qui seraient originaires du Mali, entre autres pays d'Afrique de l'Ouest. Au cours d'un GD avec les jeunes, ils ont relevé des incidents à Karala et Fomadou où des agriculteurs ont massacré le bétail des éleveurs en guise de représailles pour avoir brouté sur leurs terres. Le Conseil de l'Aloua, qui établit des zones de pâturage désignées, a été l'une des résiliences identifiées pour atténuer les tensions entre éleveurs et agriculteurs.

L'accès limité et les connaissances locales en matière de planification familiale, ainsi que les mariages précoces, ont contribué à la croissance démographique à Nzérékoré. Comme l'a fait remarquer un responsable de la jeunesse à Nzérékoré, on a l'impression que la planification familiale est de la responsabilité exclusive de la

« Au regard de ce que nous avons vu, Ébola était une maladie (naturelle) mais nous avons nos doutes quant à l'infection. Nous craignons qu'elle reprenne parce qu'il nous a été dit que c'était le gouvernement qui a fait venir cette maladie pour empêcher les élections dans cette période. »

- EIC avec une responsable des femmes à Nzérékoré

femme. Le manque d'éducation sur les questions de santé reproductive a également conduit à des pratiques généralisées de mutilations génitales féminines et d'excision, qui ont souvent cours en toute impunité. Bien que cette pratique reste courante dans la région, un responsable de la société civile à Nzérékoré a indiqué qu'il avait constaté une diminution des MGF, avec un plus grand nombre de cas d'auteurs dénoncés publiquement et des efforts fructueux d'éducation de la part du gouvernement local et des ONG.

La région de Nzérékoré a été l'une des régions les plus touchées de la Guinée pendant la crise d'Ébola en 2014-2015 et elle a été encore plus touchée du fait de la porosité de la frontière avec le Libéria. L'épidémie a mis au jour la profonde méfiance à l'égard du gouvernement et de la médecine moderne au sein des communautés, nombre de ces perceptions prévalant encore aujourd'hui. Par exemple, au cours d'un EIC, une responsable des femmes a fait part de ses préoccupations au sujet du fait que la maladie faisait partie d'une conspiration gouvernementale visant à empêcher les élections.

Les programmes de développement visant à améliorer la santé ont été mis en évidence comme une résilience dans la région. Par exemple, une responsable des femmes a souligné le travail d'une ONG sur la santé infantile, qui s'est avérée efficace avant de réduire sa programmation : « Une ONG dénommée Alima est venue pour s'occuper de la restauration et des coûts de santé des enfants de 0 à 14 ans, mais après 6 mois de leur projet, elle a réduit la portée de 0 à 6 ans et finalement un terme a été mis au projet en juillet 2017. Alima a joué un rôle important. »

Politique et gouvernance

On note un profond mécontentement vis-à-vis de la politique dans la région de la Guinée Forestière. Comme l'a mentionné un responsable de la jeunesse, « Les plateformes et les programmes des partis politiques n'ont guère d'importance. Dans la région forestière, les populations ont une mauvaise opinion de la politique ». L'ethnocentrisme en politique a été identifié comme l'une des principales raisons de la privation des droits politiques des communautés. Pour plusieurs personnes interrogées, on a l'impression que les nominations politiques sont faites en fonction de l'origine ethnique plutôt que du mérite. Le manque d'application des accords politiques, les retards dans la tenue des élections, la corruption et le manque d'inclusivité (par exemple, en ce qui concerne les femmes et les jeunes) ont également été soulignés comme des questions clés qui minent la crédibilité du processus politique dans la région. Concernant le retard accusé dans l'organisation des élections municipales, comme l'a décrit une responsable des femmes : « Le mandat des maires a expiré et ils ont perdu leur légitimité aux yeux de la population ». Au cours d'un EIC, une autre responsable des femmes a fait remarquer que : « Normalement, on dit que la structure va du bas vers le haut, et non l'inverse. Si les populations n'élisent pas elles-mêmes les dirigeants de leur quartier, qui d'autre peut le faire ? Ce sont les populations qui savent qui est

bon pour elles. » La privation politique du droit de vote aurait entraîné des manifestations politiques et des barrages routiers.

La société civile reste activement impliquée dans la consolidation de la paix et la sensibilisation autour des questions politiques et de gouvernance. Comme certaines personnes interrogées l'ont souligné, elles ont joué un rôle important en amenant les acteurs politiques au dialogue à Nzérékoré.

Les ONG et les organismes internationaux ont également été identifiés comme un groupe important de parties prenantes qui soutiennent la mise en place de programmes de gouvernance et d'éducation. Comme l'a souligné un responsable de la société civile, « Des organisations telles que l'OMS, Plan Guinée, le PNUD, *Search For Common Ground*, etc. accompagnent les structures existantes, en particulier les groupes de femmes, les médias, les ONG et les bureaux d'alerte préfectoraux. Elles financent souvent des programmes interactifs qui sont bien suivis par la population pour les sensibiliser dans différents domaines, notamment dans les domaines de la santé, de la lutte contre les mutilations génitales, de la scolarisation des enfants et de leur maintien à l'école. »

Sécurité

La criminalité est l'un des principaux facteurs d'insécurité dans la région. Les taux de chômage élevés, surtout après la fermeture de plusieurs grandes sociétés minières, et la porosité des régions frontalières ont contribué à des niveaux élevés de banditisme et de criminalité. Par exemple, plusieurs personnes interrogées ont souligné le meurtre de conducteurs de motos-taxis.

Un certain nombre de participants a souligné que la violence – qu’il s’agisse de criminalité ou d’affrontements communautaires – se produit fréquemment sans intervention ou sans enquête de la part des services de sécurité publique. Comme l’a décrit un responsable des jeunes : « Les militaires guinéens peuvent être armés et voir les populations s’entretuer sans réagir et dire ensuite qu’ils n’ont pas reçu l’ordre d’intervenir ». La violence basée sur le genre a également été soulignée comme une tendance prédominante. Une responsable des femmes à Nzérékoré a relevé des cas tels que le viol d’une fille par son père à Yomou, qui l’a ensuite forcée à interrompre la grossesse. Bien que les affaires soient signalées aux autorités régionales, les ressources disponibles pour les enquêtes et les poursuites restent limitées, ce qui contribue à perpétuer une culture de l’impunité.

« Le tissu social est vraiment déchiré en Guinée Forestière. Les groupes ethniques ne vivent pas dans la cohésion. Ils ne se tolèrent pas du tout. Il y a des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Je constate que la Guinée est devenue violente. Les gens n’hésitent pas à prendre des bâtons et à se faire justice ».

- EIC avec une responsable des femmes à Nzérékoré

Pour combler les lacunes en matière d’application de la loi, il faut poursuivre la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Les efforts antérieurs en matière de RSS auraient permis d’améliorer quelque peu les relations entre les forces de sécurité et les populations locales. Comme l’a suggéré le gouverneur de Nzérékoré : « Lorsque les tensions se sont accrues en 2013, dans un mouvement sans précédent, les populations locales se sont précipitées dans des camps militaires pour chercher refuge. Cela montre à quel point les populations font plus confiance aux forces de sécurité qu’auparavant. Une autre raison

expliquant cette situation est le fait que vous ne voyez plus les agents de la loi se promener partout avec leurs armes à feu. »

« Une femme a été lynchée par des jeunes en juillet à cause d’un malentendu sur les frais d’accès au marché... La femme en question était un agent d’assainissement au marché local. Elle demandait à être payée pour ses services lorsqu’elle a été attaquée par des enfants et une amie d’un autre parti qui lui devait de l’argent ».

- EIC avec un responsable de la société civile à Guéckédou

Les conflits intercommunautaires ont été cités comme un autre facteur majeur d’insécurité dans la région de la Guinée Forestière. Les conflits autour de la propriété foncière et l’accès aux ressources – en particulier entre éleveurs et agriculteurs – prennent des dimensions ethniques et religieuses qui sous-tendent les griefs collectifs et minent la cohésion sociale. Les griefs intergénérationnels – par exemple entre Koniankés et Kpelès – peuvent être marqués par des points éclairs qui déclenchent de violents affrontements. Les conflits entre les éleveurs venus de la Côte d’Ivoire ainsi que d’autres pays et les agriculteurs, ont entraîné des affrontements violents et des massacres de bétail. Un autre sujet de conflit a été relevé dans les zones forestières au sujet des croyances religieuses traditionnelles – les communautés musulmanes et chrétiennes s’opposant aux pratiques traditionnelles. Les chefs traditionnels et religieux ont été considérés comme un important facteur de résilience dans la résolution des conflits.

Les questions transfrontalières ont été soulignées comme un facteur d’insécurité, par exemple les affrontements sur les terres agricoles de Bkeyaba entre les communautés de Lola et de Côte d’Ivoire. Le mouvement transfrontalier des personnes et

des marchandises vers les pays voisins reste également une préoccupation majeure pour de nombreux membres des communautés locales. Les personnes interrogées dans la région ont fait part de leur frustration face à l'approche d'intégration régionale relativement à l'immigration, qui permettait la libre circulation dans le pays des personnes et des marchandises illicites, telles que les armes. L'une des personnes interrogées a mentionné le cas suspect d'un jeune étranger en possession de plusieurs passeports. Malgré les griefs collectifs et la criminalité, toutefois, les personnes interrogées ont laissé entendre que le terrorisme n'était pas un facteur de risque majeur à Nzérékoré.

État de droit

Les rapports fréquents sur le lynchage et la vindicte populaire dans la région de la Guinée forestière soulignent les lacunes en matière d'État de droit et de capacités de maintien de l'ordre. Comme l'a suggéré un responsable des jeunes à Nzérékoré : « Lorsqu'un voleur présumé est arrêté, les citoyens estiment immédiatement qu'il n'est pas nécessaire de le confier à la police ou à la gendarmerie parce qu'on n'obtiendra d'elles aucune réponse favorable. Par conséquent, la seule solution serait de faire justice eux-mêmes ». En l'absence d'application de la loi dans certaines régions, une autre personne interrogée a décrit la façon dont les jeunes s'organisent pour assurer la sécurité dans les situations d'urgence.

En raison de leur mécontentement et de leur méfiance généralisés à l'égard de la gouvernance et de la politique, la confiance des populations dans les institutions judiciaires de la région est faible. Cette situation s'explique en partie par les perceptions de corruption dans les rangs des fonctionnaires judiciaires, ainsi que par la lenteur des résultats en raison des ressources limitées dont disposent les tribunaux et le système pénitentiaire. Les mécanismes traditionnels de médiation en cas de différends auxquels ont recours les dirigeants communautaires et religieux

ont été mis en exergue comme un outil efficace d'atténuation des conflits.

« Il existe un comité préfectoral pour la promotion de l'égalité des sexes qui a été créé pour promouvoir et défendre la cause des femmes et des enfants. Ce comité a parfois prévu d'accompagner certaines victimes devant les tribunaux pour avoir été victimes de violence ».

- EIC avec un responsable des jeunes à Nzérékoré

« Les mutilations génitales féminines connaissent un recul dans la région. C'est le résultat du travail des ONG et des autorités locales, notamment à travers les bureaux d'alerte préfectoraux ».

- EIC avec un responsable de la société civile à Nzérékoré

Les ONG et la société civile qui ont accru la sensibilisation autour des questions de violence basée sur le genre, y compris les pratiques de MGF, ont joué un rôle crucial en exerçant la pression pour obliger les auteurs à rendre des comptes – et pour appliquer la législation nationale qui interdit cette pratique.

Facteurs de résilience sociale et institutionnelle

La société multiethnique et multi-religieuse qui constitue la région de la Guinée forestière peut être à la fois un facteur de risque mais également un facteur de résilience. Il existe un certain nombre d'exemples d'expériences partagées – comme les groupes organisés de la société civile et les chefs traditionnels et religieux qui se sont mobilisés autour des questions politiques et des droits de l'homme, ainsi que la médiation en cas de conflits liés aux questions pastorales.

Face à l'offre limitée de services en matière de sécurité et d'État de droit, les communautés ont surmonté les difficultés en créant des comités locaux de paix et en se concentrant sur les structures traditionnelles de résolution des conflits. Des organisations internationales et des ONG telles que l'OMS, Plan Guinée, le PNUD, *Search for Common Ground* et le Réseau des femmes du fleuve Mano ont également été

identifiées comme ayant un intérêt dans le renforcement de la résilience à travers l'éducation, la santé et les programmes de consolidation de la paix. Ces programmes - travaillant en étroite collaboration avec les acteurs locaux de la société civile - ont fait des progrès dans des domaines tels que la sensibilisation aux MGF et le soutien aux survivantes des violences basées sur le genre dans le système judiciaire formel.

Conclusions et recommandations

La Guinée est une société multiethnique et multi-religieuse dynamique et diversifiée. Ses facteurs locaux de résilience sociale, depuis les plateformes traditionnelles et religieuses d'atténuation des conflits jusqu'à ses partenariats entre la société civile locale et les organisations internationales pour mettre en œuvre des réformes de gouvernance et la consolidation de la paix, contribuent considérablement au maintien de la paix dans le pays. Depuis l'élection de son premier gouvernement démocratique en 2010, le pays s'est efforcé de bâtir des institutions solides, en particulier dans des domaines tels que l'État de droit, la sécurité, la gestion des situations d'urgence et la protection de l'environnement. Ces lacunes ont érodé la confiance des communautés locales – dont un grand nombre perçoit le gouvernement et le processus politique comme étant corrompus et émaillés de copinage – ainsi que des milieux d'affaires et des investisseurs. Le manque d'éducation communautaire et de surveillance de la part du gouvernement a conduit à l'exploitation des ressources naturelles par le biais de pratiques forestières et minières non durables. Cela a contribué à la déforestation généralisée qui, à son tour, a eu un impact sur la sécurité alimentaire et a alimenté les conflits pour l'accès aux terres arables.

Les immenses ressources naturelles dont dispose la Guinée représentent une opportunité importante pour apporter un développement durable à la population, dont la moitié vit en dessous du seuil national de pauvreté. L'exploitation durable de ces ressources – comme les minéraux, le bois et les produits agricoles – dépend d'un contrôle rigoureux de la part d'institutions transparentes, qui peuvent assurer la protection de l'environnement et des communautés locales. Sans réformes économiques, les taux de chômage élevés continueront d'augmenter, ainsi que les taux de pauvreté et d'insécurité alimentaire. Les investissements dans l'infrastructure, en

particulier les routes reliant les vastes régions géographiques à la capitale, ont le potentiel de stimuler de nouvelles économies locales et l'entrepreneuriat des jeunes par le biais de nouvelles routes commerciales. La fourniture de services publics tels que l'électricité, l'eau, l'assainissement, la santé et l'éducation doit également être renforcée pour faire face à la pression d'une population de jeunes à forte augmentation.

Bien que la sécurité n'ait pas été identifiée comme étant le domaine le plus vulnérable du pays dans le cadre des piliers de la sécurité humaine, il subsiste des facteurs de risque liés aux griefs collectifs, à la criminalité et à la violence communautaire. Les clivages le long des lignes ethniques et religieuses peuvent exacerber les conflits liés au régime et aux ressources foncières, et sont liés à la polarisation politique. Des forces de sécurité publique mal formées et insuffisamment dotées en ressources ont favorisé la prévalence d'un environnement marqué par la criminalité et la justice populaire/l'autodéfense dans les communautés rurales, ainsi que par la violence basée sur le genre et les mutilations génitales féminines et l'excision. Il existe des parties prenantes locales efficaces qui travaillent à atténuer les conflits – y compris la mise en place de comités de paix, de modes alternatifs de résolution des conflits par les chefs traditionnels, la médiation des conflits par des figures communautaires et religieuses et la consolidation de la paix par des organisations de la société civile. Ces approches devraient être mises en évidence et reproduites plus largement à travers la Guinée par le renforcement des processus politiques – y compris l'examen des questions pendantes concernant les élections législatives et présidentielles, ainsi que l'éducation civique au niveau local et la promotion d'une représentation plus diversifiée des femmes et des jeunes dans la prise de décisions politiques – est essentiel pour

réduire la marginalisation. Avec une population jeune désireuse d'être productive et engagée dans la construction d'un avenir durable et pacifique en Guinée, le gouvernement, les institutions régionales et les partenaires internationaux peuvent tous avoir un rôle à jouer dans le renforcement des structures économiques et de gouvernance pour aller de l'avant.

Economies et ressources

- Soutenir et étendre les programmes de microfinance et assurer une formation, en particulier pour les initiatives dirigées par des femmes et des jeunes.
- Apporter un soutien accru aux petites et moyennes entreprises (PME) et renforcer/formaliser le secteur informel.
- Soutenir les activités macroéconomiques visant à diversifier l'économie guinéenne.
- Développer l'infrastructure, en vue de transformer les matières premières.
- Améliorer la gouvernance dans le secteur minier et soutenir la réglementation des pratiques nuisibles à l'environnement concernant à la fois les opérations minières à grande et à petite échelle.
- Dans le secteur minier :
 - Renforcer la législation sur le régime foncier en vue de protéger les populations vulnérables contre les déplacements forcés ;
 - Veiller à ce que les grandes sociétés minières se conforment aux meilleures pratiques internationales en matière d'affaires et de droits de l'homme, avec des mécanismes en place permettant aux communautés affectées d'obtenir réparation ;
 - Promouvoir le dialogue communautaire avec les représentants du gouvernement et du secteur privé.

Population et démographies

- Soutenir la promotion des programmes qui prennent en compte la dimension culturelle de la planification familiale, de la violence basée sur le genre (VBG) ainsi que des mutilations génitales féminines et de l'excision (MGF/E).
- Financer et étendre les programmes de reboisement pour lutter contre la dégradation de l'environnement.
- Promulguer et faire respecter les politiques environnementales.
- Élaborer un mécanisme de préparation et d'intervention en cas d'urgence sanitaire pour faire face aux épidémies.
- Impliquer les acteurs locaux, notamment les groupes de jeunes et de femmes, dans une formation continue sur les meilleures pratiques en matière de santé et d'hygiène.
- Mettre en place et conserver un système durable et fiable de gestion des déchets.
- Soutenir les initiatives sociales et économiques visant à impliquer la jeunesse guinéenne, en particulier les programmes de formation professionnelle et de création d'emplois.
- Sensibiliser la population au droit coutumier et classique sur le régime foncier et la propriété foncière.

Politique et Gouvernance

- Réformer et dépolitiser les institutions de gestion des élections.
- Promouvoir les initiatives d'éducation civique ciblant les jeunes et les femmes.
- Encourager et promouvoir les initiatives de bonne gouvernance.
- Promouvoir la mise en œuvre et l'application des politiques relatives à l'égalité des sexes, notamment les meilleures pratiques visant à améliorer la représentation des femmes et des jeunes dans la politique.

Sécurité

- Soutenir la collaboration bilatérale et multilatérale en matière de formation, afin de renforcer la capacité institutionnelle et opérationnelle des forces de sécurité et de défense.
- Encourager la collaboration entre les OSC, les forces de sécurité et les communautés locales, en vue de renforcer la paix et la sécurité.
- Collaborer avec les partenaires régionaux et internationaux, en vue de faire face aux tendances régionales plus larges de l'insécurité.

État de Droit

- Soutenir les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, notamment la formation des chefs religieux, traditionnels et communautaires.
- Soutenir les initiatives de médiation pour la résolution des conflits.
- Élaborer/soutenir des initiatives de réforme des prisons pour rendre les

processus de détention et les conditions carcérales conformes aux normes internationales.

- Fournir des ressources (financières, matérielles et humaines) suffisantes au système judiciaire pour renforcer ses capacités.
- Promulguer et renforcer la législation et l'application de la loi pour la poursuite des crimes de violence basée sur le genre (VBG).
- Renforcer et développer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à traiter efficacement les cas de violation des droits de l'homme.
- Soutenir les programmes visant à assurer la sensibilisation sur les VBG et les mécanismes de réparation dans les systèmes de justice tant formels que traditionnels.
- Améliorer l'accès à la justice pour les populations vulnérables, en particulier les femmes.

Annexe A : Échantillon de données

Phase	Dimension	Source	Métrique	Échantillon
Phase 1 : Étude documentaire	Résilience	Analyse des réseaux des parties prenantes (SNA)	Enquête	46 acteurs de la paix/sécurité
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ECOWARN	Rapports de situation	890 rapports
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales est/sont protégé(s) contre toute ingérence politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organisme/les organismes mandaté(s) pour organiser et assurer le suivi des élections nationales élabore(nt) des rapports accessibles en temps opportun au public avant et après toute élection nationale.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Processus électoral et pluralisme	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Participation politique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de démocratie de l'Economist Intelligence Unit (EIU)	Fonctionnement du gouvernement	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)	Taux moyen de participation aux élections législatives	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Transparency International	Perception de la corruption	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice de transformation Bertelsmann (BTI)	Intégration politique et sociale	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Freedom House	Droits politiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Proportion de sièges occupés par des femmes au Parlement national	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Indice Mo Ibrahim	Sécurité des personnes	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ONU, CEDEAO, UA	Opérations de paix	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	ACLED	Pertes en vies humaines dues conflits par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	UPPSALA	Présence/Conflit avec des groupes armés non-étatiques	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - Amnesty	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - État	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	PTS	Niveau de terreur politique - Human Rights Watch	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Réfugiés par pays d'origine (différence entre 2015 et 2014) par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	HCR	Personnes déplacées internes par pays d'asile (différence entre 2015 et 2014) par habitant	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)

Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'indépendance du pouvoir judiciaire est garantie.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les juges des juridictions nationales donnent les motifs sous-tendant leurs décisions/jugements.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, les allégations de corruption à l'encontre de hauts responsables politiques et/ou de fonctionnaires de quelque niveau que ce soit font l'objet d'enquête menée par un organe indépendant.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, l'organe ou les organes qui enquête(nt) sur les allégations de corruption dans le secteur public est/sont efficace(s).	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Global Integrity	Dans la pratique, le mécanisme permettant aux citoyens de dénoncer les cas d'inconduite des agents de police ou d'usage abusif de la force est efficace.	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Rapport de la Banque mondiale sur les droits de l'homme et le droit	Pourcentage de femmes siégeant à la Cour constitutionnelle	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi exige-t-elle une rémunération égale pour un travail de valeur égale ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	La loi impose-t-elle la non-discrimination liée au genre en matière de recrutement ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale – Les femmes, l'entreprise et le droit	Le licenciement des travailleuses enceintes est-il interdit ?	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Coefficient de Gini	15 (toutes les données des États membres de la

				CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gini WYD	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Part du revenu détenue par les 10 % les plus riches	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une installation d'assainissement améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Nombre de personnes ayant une source d'eau améliorée (différence entre les zones urbaines et les zones rurales)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Pourcentage d'enfants de moins de 5 ans présentant une insuffisance pondérale modérée ou grave	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Gravité du déficit nutritionnel (kilocalories par personne et par jour)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	PIB par habitant, PPA (en dollars internationaux courants)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Taux d'alphabétisation des femmes âgées de 15 à 15 à 24 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux (brut) de scolarisation dans le primaire et le secondaire, indice de parité entre les sexes (IPS)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux d'emploi par rapport à la	15 (toutes les données des États membres de la

			population de femmes âgées de 15 à 24 ans (%) (estimation de l'OIT modélisée)	CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Âge médian	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Croissance démographique	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Statistiques des Nations Unies	Prévalence de l'insuffisance pondérale, poids en fonction de l'âge des filles (pourcentage d'enfants de moins de 5 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée, pour 100 000 naissances)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Prévalence de la contraception, toutes méthodes confondues (pourcentage de femmes âgées de 15 à 49 ans)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Données de la Banque mondiale	Espérance de vie à la naissance des femmes (en années)	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Vulnérabilité	Banque mondiale - Les femmes, l'entreprise et le droit	Pourcentage de femmes âgées de 20 à 24 ans qui étaient mariées ou qui vivaient en couple avant l'âge de 18 ans	15 (toutes les données des États membres de la CEDEAO normalisées et mises à l'échelle)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ECOWARN	Rapports d'incident	475 (après réduction des doublons et de la pertinence)
Phase 1 : Étude documentaire	Risque	ACLED	Incidents	356
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Groupes de discussion	Répartis selon les hommes, les femmes et les jeunes	30
Phase 2 : Recherche sur le terrain	Risque et vulnérabilité	Entretiens avec les informateurs clés	Éminentes personnalités et experts locaux, y compris les responsables gouvernementaux	52

Annexe B : Indice de vulnérabilité

Sources des données de l'indice

Sur la base des cinq piliers de la sécurité humaine, une série d'indicateurs ont été définis en fonction de leur pertinence et de leur mesurabilité. Des sources de données ont ensuite été identifiées auprès d'institutions reconnues telles que la Banque mondiale, les Nations Unies, ainsi que d'universités, d'instituts de recherche et de groupes de réflexion. Une liste complète des sources de données est jointe en *Annexe A*. Au cours de la sélection et du test de l'indice, on a évalué la disponibilité des données, afin de garantir une distribution égale des notes.

Procédé : Calcul des notes

L'indice est noté suivant une échelle allant de 1 à 10, la note 1 représentant le niveau le plus élevé de vulnérabilité et la note 10 le niveau le plus faible de vulnérabilité. Chaque ensemble de données brutes est normalisé et mis à l'échelle, avant d'être intégré dans les notes des indicateurs et des piliers.

1. Normalisation

Par définition, un indice intègre et compare des ensembles de données avec des courbes et des distributions très différentes. Dans un premier temps, il est donc nécessaire de normaliser les données afin qu'elles puissent faire l'objet d'une comparaison idoine. Si l'on ne situe pas les données dans le contexte du groupe plus large de chiffres, leur signification peut être biaisée. Par conséquent, le processus de détermination de la moyenne et de calcul de l'écart-type (ET) de l'ensemble de données, puis l'utilisation de ces éléments pour estimer une distribution normale, peuvent être exploités pour produire cette interprétation. La formule gaussienne de normalisation est décrite ci-dessous.

Si μ est la moyenne

σ^2 est la variance

$$f(x, \mu, \sigma) = \frac{1}{\sqrt{2\pi} \sigma} e^{-\frac{(x-\mu)^2}{2\sigma^2}}$$

L'écart-type est la grandeur calculée pour indiquer l'amplitude de l'écart pour un groupe de chiffres dans son ensemble. La distribution normale est ensuite utilisée pour déterminer la manière dont les variables sont normalement distribuées de façon approximative. Dans le contexte de cet outil, il aidera à comprendre le niveau auquel se situent les pays les uns par rapport aux autres au sein de la distribution des groupes d'un ensemble particulier de données.

Pour les ensembles de données brutes qui présentent des lacunes (par exemple, les données sont indisponibles pour certains pays, mais pas pour d'autres), les points de données par pays sont laissés vides. Cela permet de faire en sorte qu'on n'attribue pas une note artificielle aux pays lorsqu'il n'existe pas de données.

2. Mise à l'échelle

Pour créer un indice où les pays sont notés dans un champ défini, les ensembles de données doivent être mis à l'échelle afin de pouvoir intégrer les notes. Ce processus de mise à l'échelle transforme les données normalisées en un nombre compris entre 1 et 10, la note 10 représentant le plus faible niveau de vulnérabilité. La formule ci-dessous a été appliquée pour normaliser les valeurs de distribution allant de [min, max] à [MIN,

MAX], en fonction de la nouvelle échelle des valeurs pour les marges supérieures et inférieures de la distribution.

$$X = \text{MIN} + \frac{(\text{MAX} - \text{MIN})}{(\text{max}[\text{min}])} \times (x - \text{min})$$

3. Agrégation

Chaque indicateur peut être composé d'une ou de plusieurs sources de données. Dans les cas où plusieurs ensembles de données ont été utilisés pour constituer le seul indicateur, les ensembles de données ont tous été mis à l'échelle en fonction des notes préliminaires de l'indice (allant de 1 à 10), tel qu'indiqué dans les étapes ci-dessus. La moyenne de ces notes a ensuite été calculée pour obtenir une note finale pour cet indicateur. Ce processus a été répété au niveau des piliers, d'abord en calculant la moyenne, puis en mettant à l'échelle les notes des indicateurs.

Annexe C : Références

Barma, N.H., Huybens, E. & Viñuela, L. 'Institutions Taking Root: Building State Capacity in Challenging Contexts', Groupe de la Banque mondiale, septembre 2014
<http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/978-1-4648-0269-0>

International Crisis Group 'Guinea: Reforming the 'Army'', 2010. <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/guinea/guinea-reforming-army>

Kodila-Tedika, O., Simplicie, A. 'State fragility, rent seeking and lobbying: evidence from African data', Revue internationale de l'économie sociale, 2016, Vol. 43: Issue 10
<http://www.emeraldinsight.com/doi/abs/10.1108/IJSE-11-2014-0234>

Médam, B. et Abouya, B. 'Conflict Analysis Report: Guinée Forestière', Search for Common Ground, 2013
<https://www.usaid.gov/sites/default/files/documents/1860/situation-analysis-guinee-forestiere.pdf>

NZAID 'Conflict-Risk Assessment Guideline' 2008 <http://www.gaportal.org/resources/detail/nzaid-conflict-risk-assessment-guideline>

OCDE 'States of Fragility 2016: Understanding Violence', 2016 http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocd/development/states-of-fragility-2016_9789264267213-en#page1

'SwissPeace 'BEFORE Conflict Assessment to Guinea'', 2008
http://www.swisspeace.ch/fileadmin/user_upload/pdf/BEFORE/BEFORE_Guinea_Conflict_Assessment_FIN_AL.pdf

PNUD 'Assessing the Socio-Economic Impacts of Ébola Virus Disease in Guinea, Liberia and Sierra Leone: The Road to Recovery', 2014
<http://www.africa.undp.org/content/dam/rba/docs/Reports/EVD%20Synthesis%20Report%2023Dec2014.pdf>

USAID 'Interagency Conflict Assessment Framework (ICAF)', 2008
<https://www.state.gov/documents/organization/187786.pdf>

'Woolcock, M. 'Engaging with Fragile and Conflict-Affected States ', Harvard Kennedy School, August 2014
<https://www.wider.unu.edu/publication/engaging-fragile-and-conflict-affected-states>

Annexe D: Matrice des vulnérabilités, des risques, des facteurs de résilience et des recommandations du pilier de la sécurité humaine

GUINÉE	Vulnérabilités	Risques	Résilience	Recommandations
Économie et ressources	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Inflation et hausse des cours des denrées alimentaires ➤ Dépendance vis-à-vis des produits de base ➤ Pauvreté ➤ Taux de chômage élevé chez les jeunes ➤ Économie non diversifiée (dépendance vis-à-vis de l'exploitation minière, des matières premières/et de l'agriculture de subsistance) ➤ Mauvaise gouvernance des ressources naturelles ➤ Corruption ➤ Infrastructure de mauvaise qualité (routes, électricité, eau, assainissement) ➤ Dépendance vis-à-vis des produits de base importés 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fluctuations des cours mondiaux des produits de base ➤ Coût élevé de la vie ➤ Revendications sociales d'ordre économique/tensions ➤ Protestation résultant de la mauvaise gouvernance du secteur minier ➤ Tensions entre les communautés et les sociétés d'exploitation minière et forestière 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Secteur informel dynamique ➤ Réforme du secteur minier ➤ Agriculture de subsistance ➤ Institutions de microfinance disponibles ➤ Ressources en eau abondantes 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir et étendre les programmes de microfinance et assurer une formation, en particulier pour les initiatives dirigées par des femmes et des jeunes. ➤ Apporter un soutien accru aux petites et moyennes entreprises (PME) et renforcer/formaliser le secteur informel. ➤ Soutenir les activités macroéconomiques visant à diversifier l'économie guinéenne. ➤ Développer l'infrastructure, en vue de transformer les matières premières. ➤ Améliorer la gouvernance dans le secteur minier et soutenir la réglementation des pratiques nuisibles à l'environnement concernant à la fois les opérations minières à grande et à petite échelle. ➤ Dans le secteur minier : <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la législation sur le régime foncier en vue de protéger les populations vulnérables contre les déplacements forcés ; • Veiller à ce que les grandes sociétés minières se conforment aux meilleures pratiques internationales en matière d'affaires et de droits de l'homme, avec des mécanismes en place permettant aux communautés affectées d'obtenir réparation ; • Promouvoir le dialogue communautaire avec les représentants du gouvernement et du secteur privé.

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faiblesse de la monnaie ➤ Fuite des capitaux ; secteur privé et PME sous-développés 			
Population et démographie	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Déforestation et dégradation de l'environnement ➤ Conflits liés à la terre et aux ressources ➤ Absence d'infrastructures sociales ➤ Accès limité aux services sociaux (notamment les soins de santé et l'éducation) ➤ Forte émigration des jeunes ➤ Exode rural ➤ Obstacles culturels à la planification familiale ➤ MGF et mariage d'enfants ➤ Forte population de jeunes au chômage ➤ Ecart de développement 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Epidémies ➤ Tensions/agitations sociales ➤ Mauvais assainissement ➤ Urbanisation non planifiée ➤ Pénurie d'électricité et d'eau potable ➤ Inondations ➤ Accidents de la circulation ➤ Violence basée sur le genre ➤ Répression des médias ➤ Conflits entre agriculteurs/éleveurs ➤ Conflits communautaires 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ « Co-usinage à plaisanterie » ➤ Mariages mixtes ➤ Forte cohésion sociale ➤ Rôle des chefs religieux et traditionnels ➤ Société civile dynamique ➤ Présence d'organisations régionales et internationales 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir la promotion des programmes qui prennent en compte la dimension culturelle de la planification familiale, de la violence basée sur le genre (VBG) ainsi que des mutilations génitales féminines et de l'excision (MGF/E). ➤ Financer et étendre les programmes de reboisement pour lutter contre la dégradation de l'environnement. ➤ Promulguer et faire respecter les politiques environnementales. ➤ Élaborer un mécanisme de préparation et d'intervention en cas d'urgence sanitaire pour faire face aux épidémies. ➤ Impliquer les acteurs locaux, notamment les groupes de jeunes et de femmes, dans une formation continue sur les meilleures pratiques en matière de santé et d'hygiène. ➤ Mettre en place et conserver un système durable et fiable de gestion des déchets. ➤ Soutenir les initiatives sociales et économiques visant à impliquer la jeunesse guinéenne, en particulier les programmes de formation professionnelle et de création d'emplois. ➤ Sensibiliser la population au droit coutumier et classique sur le régime foncier et la propriété foncière.

	<p>entre les zones rurales et urbaines</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Absence d'un système adéquat de gestion des déchets ➤ Taux d'analphabétisme élevé 			
Politique et gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Polarisation ethnique ➤ Perceptions de corruption au sein du système politique ➤ Sous-représentation des femmes et des jeunes dans la prise de décision politique ➤ Faiblesse des institutions ➤ Corruption ➤ Mauvaise gouvernance ➤ Absence de séparation des pouvoirs ➤ Institution de gestion des élections controversée et politisée ➤ Antécédents de coups d'État militaire ➤ Faible mise en œuvre des politiques de décentralisation 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élections législatives de 2018 et présidentielles de 2020 ➤ Tentatives de prorogation du mandat présidentiel ➤ Coups d'état ➤ Violence électorale ➤ Impunité ➤ Tensions ethniques ➤ Manifestations ➤ Polarisation selon l'appartenance politique et ethnique 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Groupes de la société civile, notamment les ONG et les groupes de femmes et de jeunes. ➤ Initiatives d'éducation civique ➤ Dialogue politique ➤ Appui des acteurs inter 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réformer et dépolitiser les institutions de gestion des élections. ➤ Promouvoir les initiatives d'éducation civique ciblant les jeunes et les femmes. ➤ Encourager et promouvoir les initiatives de bonne gouvernance. ➤ Promouvoir la mise en œuvre et l'application des politiques relatives à l'égalité des sexes, notamment les meilleures pratiques visant à améliorer la représentation des femmes et des jeunes dans la politique.

			<p>nationaux, notamment les acteurs régionaux.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Influence de l'institution religieuse et traditionnelle 	
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Abus commis par les forces de sécurité ➤ Insuffisance de ressources et de formation des forces de sécurité ➤ Frontières poreuses ➤ Prolifération des armes légères et de petit calibre 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Conflits liés à la terre et aux ressources ➤ Conflits entre les groupes ethniques ➤ Manifestations politiques violentes ➤ Conflits fonciers ➤ Répression des forces de sécurité pendant les protestations/manifestations ➤ Conflits communautaires ➤ Trafic de drogue ➤ Groupes d'autodéfense ➤ Activités criminelles 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Chefs traditionnels et religieux ➤ Coopération frontalière conjointe avec les pays voisins ➤ Réformes du secteur de la sécurité ➤ Tolérance religieuse ➤ Mécanismes alternatifs de règlement des litiges 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir la collaboration bilatérale et multilatérale en matière de formation, afin de renforcer la capacité institutionnelle et opérationnelle des forces de sécurité et de défense. ➤ Encourager la collaboration entre les OSC, les forces de sécurité et les communautés locales, en vue de renforcer la paix et la sécurité. ➤ Collaborer avec les partenaires régionaux et internationaux, en vue de faire face aux tendances régionales plus larges de l'insécurité.
État de droit	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Absence de confiance dans le 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cas de corruption au sein du 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mécanismes alternatif 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir les mécanismes traditionnels de résolution des conflits, notamment

	<p>système de justice formelle</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Absence de ressources adéquates et de personnel au sein de l'appareil judiciaire ➤ Perception de corruption au sein du système judiciaire ➤ Absence d'infrastructure pour le système judiciaire ➤ Impunité ➤ Non-respect de la procédure régulière ➤ Absence d'indépendance de la justice 	<p>système judiciaire</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Justice populaire ➤ Violation des droits de l'homme ➤ Accumulation d'affaires en justice, incluant la longue période de détention sans procès. ➤ Immixtion dans les processus juridiques ➤ Mauvaises conditions carcérales et de détention 	<p>s de règlement des litiges</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Rôle des institutions religieuses et traditionnelles ➤ Rôle des organisations de défense de droits de l'homme « Médiateur de la République » ➤ Services d'assistance juridique 	<p>la formation des chefs religieux, traditionnels et communautaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Soutenir les initiatives de médiation pour la résolution des conflits. ➤ Élaborer/soutenir des initiatives de réforme des prisons pour rendre les processus de détention et les conditions carcérales conformes aux normes internationales. ➤ Fournir des ressources (financières, matérielles et humaines) suffisantes au système judiciaire pour renforcer ses capacités. ➤ Promulguer et renforcer la législation et l'application de la loi pour la poursuite des crimes de violence basée sur le genre (VBG). ➤ Renforcer et développer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à traiter efficacement les cas de violation des droits de l'homme. ➤ Soutenir les programmes visant à assurer la sensibilisation sur les VBG et les mécanismes de réparation dans les systèmes de justice tant formels que traditionnels. ➤ Améliorer l'accès à la justice pour les populations vulnérables, en particulier les femmes.
--	---	--	--	--